

# **Recueil des Actes Administratifs**

**TOME 1/3**

**MAI 2011**

## **SOMMAIRE**

\*\*\*\*\*

**Délibérations.....Tome I**  
Séance du 9 mai 2011

**Décisions.....Tome I**  
Séance du 9 mai 2011

**Arrêtés Règlementaires.....Tome I à III**

Ville de  
Montpellier



Secrétariat général  
Service de l'Assemblée

# **Recueil des Actes Administratifs**

## **Délibérations**

**Adoptées en séance du Conseil municipal  
du 9 mai 2011**

## Séance publique du lundi 9 mai 2011

BUREAU DU COURRIER

Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## Plan Déplacements Urbains de l'Agglomération de Montpellier Avis de la Ville de Montpellier

Au nom de la Commission, Serge FLEURENCE rapporte :

Les Plans de déplacements urbains (PDU) ont été instaurés par la loi d'orientation des transports intérieurs (LOTI) du 30 décembre 1982. Leur contenu a été précisé dans la loi sur l'Air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (LAURE) du 30 décembre 1996, qui les a rendus obligatoires dans les Périmètres de Transports Urbains (PTU) inclus dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants. La loi relative à la Solidarité et au renouvellement Urbains (SRU) du 13 décembre 2000 a renforcé la portée et le contenu des PDU, notamment en matière de sécurité routière, de stationnement, de marchandises et de plans de mobilité.

Les PDU sont élaborés par les Autorités Organisatrices de Transports Urbains (AOTU) dans leur périmètre d'intervention. Ils ont pour but de définir, sur une échéance de 10 ans, les principes d'organisation de transport de personnes et de marchandises, de circulation et de stationnement, avec l'objectif d'équilibrer l'usage des modes de transport et de promouvoir des modes moins polluants et économes d'énergie. Les réponses aux objectifs dans les domaines de la pollution et de la consommation d'énergie sont soumises à une évaluation environnementale qui a pour but d'identifier, de caractériser et d'exposer les incidences des PDU sur l'environnement, la santé et l'accessibilité aux personnes à mobilité réduites.

Par délibération en date du 19 décembre 2007, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a engagé la démarche d'élaboration du Plan de Déplacements Urbains 2010-2020 lui permettant de fixer ses objectifs en matière de déplacements qui concrétiseront les orientations du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT). Ce PDU sera établi à l'échelle du Périmètre des Transports Urbains correspondant au périmètre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Par délibération du 26 janvier 2011, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au terme de trois années d'études et de concertation, a arrêté le projet de Plan de Déplacements Urbains pour la période 2010-2020. A la suite à cette délibération et conformément à l'article 28-2 de la LOTI, le document arrêté a été transmis pour avis aux communes membres, au Département de l'Hérault, à la Région Languedoc-Roussillon et à l'Etat. Ces



avis doivent être transmis dans un délai de trois mois, au-delà duquel celui-ci sera réputé favorable. Au terme de cette consultation, le projet de PDU auquel seront annexés les avis des partenaires, sera soumis à enquête publique dans les conditions prévues aux articles L.123-1 à L.123-16 du Code de l'Environnement avant de pouvoir être définitivement approuvé.

Le Plan de Déplacements Urbains présenté par la Communauté d'Agglomération de Montpellier se compose de trois documents :

- Un document « projet » qui comprend le diagnostic, les orientations et le plan d'actions et une partie traitant des modalités de mise en œuvre et de l'évaluation,
- Les annexes sur l'accessibilité qui répondent aux exigences de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et à mobilité réduite,
- Un rapport d'évaluation environnementale, introduit par l'ordonnance du 3 juin 2004.

Le diagnostic montre la forte polarisation de l'aire urbaine vers la ville centre, qui concentre près de 80% de la population et plus de 80% des emplois, dont la moitié est occupée par des actifs d'autres communes. Dans un contexte de demande de plus en plus forte en mobilité et de forte pression démographique, les enjeux sociaux et environnementaux ne cessent de croître. Il s'agit ainsi de prendre en compte le développement démographique, le vieillissement de la population, les inégalités face au coût de l'énergie et des transports, mais également la dépendance à l'automobile, qui a fortement marqué l'organisation du territoire.

L'objet du PDU est de concevoir une politique globale des mobilités à l'échelle de l'agglomération qui place le citoyen, qu'il soit piéton, cycliste, usager des transports collectifs ou automobiliste, au cœur de la réflexion, comme point de référence dans la conception de l'espace urbain et des systèmes de déplacements.

Ce PDU ambitieux donne la priorité aux mobilités les moins polluantes et aux usagers les plus fragiles en optimisant leurs performances et leur sécurité. Il vise également à favoriser l'intermodalité, la complémentarité et la cohabitation entre les différents modes de transport, afin de limiter la dépendance des citoyens à l'automobile et de les inciter à user d'autres moyens pour se déplacer.

L'objectif est, pour la ville de Montpellier, de voir la part des éco mobilités atteindre 65% en 2020 (elle était de 50% en 2003 d'après l'enquête ménages déplacements).

Les orientations et le plan d'actions du PDU se présentent selon trois axes :

### **1. La ville des courtes distances :**

L'articulation entre les politiques d'urbanisme et de mobilité est déterminante. Le citoyen doit être au cœur de la conception des aménagements urbains en réalisant une ville compacte, diversifiée et accessible à tous. Il s'agit également de rompre avec le principe qui consiste, lors des opérations d'aménagement de l'espace public, à privilégier la circulation automobile et le stationnement, qui handicapent la performance des autres modes de déplacements.

Promouvoir cette ville des proximités, c'est créer des zones de circulation apaisée, confortables et sécurisées, qui se veulent performantes pour les modes actifs que sont le vélo et la marche à pied. Le maillage des quartiers doit être amélioré, la proximité entre habitat, équipements, commerces et emplois doit être recherchée. Le développement urbain doit se faire autour des axes structurants des transports collectifs.

L'espace public doit être partagé, l'objectif étant de tendre vers au moins 50% de la rue réservée aux autres modes que la voiture, permettant d'améliorer sensiblement le confort des cheminements piétons, de renforcer la performance des transports collectifs par des voies réservées, d'affirmer la place du vélo et de rendre la ville accessible aux personnes à mobilité réduite.

La cohabitation entre les différents modes de déplacements sur l'espace public ne peut se faire qu'en agissant sur la vitesse. La généralisation de zones de circulation apaisée, de zones 30, de zones de rencontre, sont autant d'aménagements nécessaires pour minimiser les conflits de vitesse.

L'incitation à l'usage des modes actifs est possible en rendant plus performants les cheminements piétons (en limitant les obstacles), en facilitant les franchissements de carrefours, en créant des itinéraires directs, mais également en étendant le réseau cyclable, par exemple par la généralisation des doubles-sens, des sas vélos et en multipliant les lieux de stationnement pour les vélos.

## **2. Accélérer la transition vers de nouvelles mobilités : limiter le réflexe automobile**

Afin d'accélérer la diversification des modes de déplacements, l'évolution des comportements doit être portée par des actions dissuasives et des actions incitatives.

L'action sur le stationnement est un levier efficace sur les habitudes de déplacements. Le PDU préconise de réorganiser le stationnement public dans le centre de Montpellier en privilégiant la réduction des places sur voirie pour mieux redistribuer l'espace public, et d'agir sur la tarification afin d'intégrer le stationnement dans une logique d'intermodalité.

Le stationnement résidentiel est favorisé, mais des normes plafond et plancher doivent être affectées dans le cadre de constructions nouvelles.

Dans le domaine de la maîtrise de la circulation automobile, il s'agit de dissuader les flux de transit en rabattant les véhicules vers les voies de contournement et les lieux d'échanges multimodaux.

Les flux de circulation doivent également être mieux gérés par une meilleure lisibilité des accès au centre-ville, par la régulation des carrefours et l'adaptation des vitesses aux conditions de trafic.

Enfin, dans le domaine des livraisons, une expérimentation sur les contrôles d'accès et une priorité donnée aux véhicules respectueux de l'environnement permettent une amélioration des performances et une réduction des nuisances.

Les actions incitatives portent sur un développement de l'offre en modes de transports alternatifs à l'automobile. La poursuite du développement du vélo en libre service (VéloMagg') et sa diversification par les vélos à assistance électrique, le développement de l'écomobilité à l'école et en entreprise, l'encouragement et l'accompagnement de l'autopartage et du covoiturage, sont autant de moyens permettant de se déplacer en minimisant l'impact sur l'environnement.

L'idée principale du PDU est bien de favoriser la diversification de l'usage des modes de transport et de combiner ces différents modes. L'accès aux réseaux de transport public doit être facilité par des tarifications combinées et une billettique inter-opérateurs. Pour mener à bien ces objectifs, il est prévu par le PDU la création d'une Agence des Mobilités, qui permettra à la fois la gestion des déplacements et l'information multimodale des usagers.

## **3. Déployer une offre de transport intermodale à l'échelle de la métropole**

L'augmentation de l'offre en transport public passe par une densification du réseau et par un accroissement de sa performance, de manière à mettre en place une offre efficace et attractive. Le PDU prévoit de s'appuyer sur un réseau armature pour développer une véritable politique d'intermodalité.

Le cadencement des TER, l'élargissement du réseau de tramway et la mise en circulation d'autocars à haut niveau de service renforcent ce réseau armature. A partir de cette ossature de transport public et de grandes infrastructures routières, les rabattements de trafic s'organiseront vers les plates-formes d'échange avant de pénétrer au centre-ville. Ces pôles d'échanges multimodaux seront d'importances différentes selon les axes desservis et leur localisation.

Les rabattements en transports publics doivent être accompagnés d'une optimisation des correspondances, d'une meilleure information, du développement de services et d'une accessibilité pour tous.

Les rabattements en voiture se feront par les plates-formes d'échange multimodal, où l'infrastructure routière est en contact avec les lignes de transport collectif.

L'offre en transport public doit être adaptée aux enjeux territoriaux. Dans la continuité du réseau armature, le bus doit pouvoir être plus attractif par la mise en place de sites propres, de priorité aux carrefours, d'un meilleur accès aux personnes à mobilité réduite. L'image des bus auprès du public sera améliorée par une meilleure performance environnementale.

Dans le domaine des transports de marchandises, la chaîne intermodale peut également être optimisée. L'organisation de la logistique urbaine peut reposer sur de deux niveaux logistiques complémentaires : les pôles logistiques d'agglomération et les pôles logistiques de proximité.

### **La mise en œuvre du PDU**

Dans son volet traitant des modalités de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation, le projet de PDU présente les Plans de Déplacements de Secteurs (6 secteurs définis dans le SCoT) qui en constituent le volet territorial.

Le plan de Déplacements de secteur de la Ville de Montpellier porte sur :

- l'élargissement du centre-ville par le maillage du réseau de tramway,
- la vocation de centralité d'échelle métropolitaine à partir de la grande vitesse pour la gare Saint Roch,
- l'accompagnement de la densification du réseau de transport public,
- la réalisation du système de contournement pour limiter les trafics en ville,
- la maîtrise de la circulation et du stationnement en centre-ville,
- le renforcement et la performance des modes actifs,
- le renforcement du maillage cyclable,
- l'organisation et la gestion des marchandises en ville.

Le projet présente ensuite les Plans Locaux de Déplacements qui ont vocation de préciser, à l'échelle communale, les orientations du PDU et de les décliner de façon opérationnelle. Ces PLD permettent également d'articuler finement et de mettre en cohérence les enjeux d'urbanisme et de mobilité. Il convient de rappeler que la Ville de Montpellier a engagé l'élaboration d'un PLD, qui est déjà en partie mis en œuvre et qui sera prochainement finalisé.

Il est proposé également pour la mise en œuvre du projet de PDU, la création d'un observatoire spécifique et la réalisation d'une enquête Ménages-Déplacements qui faciliteront son suivi et son évaluation, notamment dans la perspective du bilan prévu par la loi au terme des 5 ans de mise en œuvre.

Enfin, le document présente les actions qui font l'objet d'une programmation spécifique, leurs délais de réalisation en faisant apparaître, pour chacune, les maîtrises d'ouvrage et partenaires pressentis. Une estimation financière des investissements relatifs aux principales actions portées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier complète cette approche.

### **La Ville propose que soit donné un avis favorable sur le projet de Plan de Déplacements urbains de l'Agglomération de Montpellier.**

Elle souhaite cependant émettre les observations suivantes concernant le Plan de secteur « Cœur d'Agglomération »:

- Deux nouveaux pôles de correspondance sont mentionnés, le premier avenue de Lodève dans le secteur du lycée Jules Guesde, le second à proximité de la station de tramway Saint Eloi. La Ville de Montpellier en accepte le principe sous réserve de vérification de leur faisabilité.
- Ce plan fait apparaître les principaux axes d'amélioration de la performance bus. Ceux-ci se situent sur les boulevard Est, Ouest et Nord de la ville, très chargés en automobile, qui constituent la ceinture de protection du centre-ville. La Ville de Montpellier se réjouit de la volonté de renforcer les transports publics sur cette ceinture et est prête à l'accompagner dans le cadre de ses compétences, tout en rappelant que, sauf à susciter des reports inacceptables sur des voies de moindre capacité, son aboutissement suppose la mise en service du grand contournement de la ville (Contournement Ouest, Déviation Est et déplacement de l'autoroute A9). La Ville souligne la cohérence du PDU à cet égard et rappelle l'urgence du déplacement de l'autoroute A9, qui conditionne l'ensemble du dispositif.

- L'avenue de la Liberté est classée en voie de niveau 4 (voie rapide) depuis le carrefour W. Brandt jusqu'à niveau de la rue du faubourg Figuerolles, ce qui correspond à son rôle et à son trafic actuels. La Ville, soucieuse de résorber cette coupure urbaine et d'affirmer la vocation locale de cette avenue, demande qu'elle soit classée en voie de niveau 3 (voie de liaison) sur toute sa longueur.
- L'avenue A. Dubout et l'avenue du Mondial 98 sont classées en niveau 2 (voie de liaison locale interquartiers) sur le plan. Si ce classement est cohérent dans le cadre de la mise en service du déplacement de l'autoroute A9 et du grand contournement de Montpellier, il est évident que, jusqu'à cette échéance, ces deux avenues continueront de fait à jouer un rôle relevant du niveau 3.

La Ville de Montpellier, d'un point de vue plus général sur le projet de PDU, regrette que la problématique des deux roues motorisés n'ait pas été abordée, en particulier dans le domaine de la sécurité et du stationnement. En effet, ce mode de transport en forte progression et particulièrement exposé aux phénomènes d'insécurité routière, mériterait une attention particulière.

La Ville précise également que dans de nombreux domaines, les actions édictées par le PDU relevant des communes, ont déjà été engagées :

- Dans le domaine de l'urbanisme, les ZAC sont conçues dans un souci de mixité urbaine regroupant logements, emplois, équipements et commerces. Le réseau de voirie des ZAC propose une cohabitation harmonieuse entre les différents modes de déplacements, les ZAC étant connectées pour la plupart au réseau de tramway,
- La Ville dispose d'un Schéma directeur vélo qui sert de base à la programmation de ses investissements, et réalise actuellement un Plan piéton dont l'objectif est d'améliorer l'accessibilité au tramway et aux équipements dans les quartiers,
- Depuis 2003, la Ville mène une réflexion sur les livraisons de marchandises en ville. Actuellement considérée comme une référence dans ce domaine au niveau national, elle a l'ambition d'amplifier et de systématiser les premiers éléments d'organisation existants aujourd'hui.
- Le Plan Local de Déplacements de la Ville a déjà été engagé. Il porte sur la circulation et les déplacements, le stationnement et la sécurité. Ses objectifs sont en pleine cohérence avec les axes présentés dans le projet de PDU. Sa mise en œuvre, engagée en août 2010 vise à limiter la circulation automobile dans le centre-ville et à l'intérieur des quartiers, à assurer un meilleur partage de la voirie entre les différents modes de déplacements, à créer des équipements spécifiques pour les transports publics et pour les modes actifs afin d'en faciliter l'utilisation et d'inciter les montpelliérains à changer de comportement vis-à-vis de la voiture. Dans le domaine du stationnement, les études portant sur la tarification et la délimitation des zones est en cours selon des objectifs cohérents avec les principes énoncés par le projet de PDU.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- D'émettre un avis favorable au projet de Plan de déplacements Urbains de l'Agglomération de Montpellier
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour être conforme, Madame le Maire

  
Hélène MANDROUX

Publiée le : 10 mai 2011

## Séance publique du lundi 9 mai 2011



Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Mario-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAQUI, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) de Montpellier Saint Roch Projet d'extension et de modernisation de la gare Saint Roch Convention de financement des travaux

Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

La gare de Montpellier Saint Roch, idéalement située en plein centre de la ville et au cœur du réseau de tramway, est desservie par le réseau de lignes à grande vitesse depuis 2001 et bénéficie d'une desserte ferroviaire régionale de plus en plus dense. Face à la croissance de la demande et à la volonté de tous les acteurs de développer le mode ferroviaire, elle offre aujourd'hui une capacité d'accueil et des conditions de confort insuffisantes. Peu ouverte sur la ville, elle souffre d'un manque d'accessibilité piétonne, de lisibilité des espaces et d'image urbaine.

Or la reconquête des terrains ferroviaires disponibles proches de la gare constitue un potentiel de renouvellement urbain unique permettant, au-delà de la construction de la zone d'aménagement concertée (ZAC) du Nouveau St Roch, de conforter le positionnement de la gare comme nœud d'échanges privilégié entre les différents modes de transport. Outre la gare, cette ZAC comprend la création d'environ 1 500 logements, de bureaux, de commerces et d'un parc public dénommé « René Dumont ».

Avec le développement du trafic ferroviaire, les deux premières lignes de tramway et, dès 2012, les troisième et quatrième lignes, le futur parking Nouveau Saint Roch d'environ 1 500 places et des stationnements vélos, la gare Saint Roch constituera un pôle d'échanges multimodal (PEM) majeur pour la ville de Montpellier et son agglomération. Elle le restera au-delà de 2017, la nouvelle gare TGV dans le secteur de la Mogère ayant vocation à monter progressivement en puissance pour accueillir le développement de nouvelles liaisons, en particulier vers la province et l'étranger.

Dans cette perspective, en vue d'agrandir et de rénover le PEM Saint Roch, un protocole d'accord a été signé entre les différents partenaires du projet ; l'Etat, la SNCF, RFF, la Région, l'Agglomération et la Ville. Il a été au préalable approuvé par délibération du Conseil municipal du 14 décembre 2009.

Ce dernier définit le programme et les grandes lignes du projet, dont l'objectif est d'assurer, au delà de l'amélioration des services aux voyageurs et d'une architecture de qualité, une meilleure intégration de la gare dans son environnement urbain, en privilégiant son accessibilité et la complémentarité des modes de déplacement. Il esquisse les principes de financement et de gouvernance du PEM de Montpellier Saint Roch.

Conformément au protocole il était convenu que les partenaires signent pour le projet du PEM deux conventions de financements ; l'une pour réaliser les études, l'autre pour les travaux. La convention portant sur les études a fait l'objet d'une délibération par le conseil municipal, également le 14 décembre 2009 ainsi que d'un engagement de l'ensemble des partenaires. Les sommes déjà inscrites dans le cadre de cette convention sont de 5, 357 millions d'Euros, dont 900 000 euros de participation de la Ville.

L'avancement des études et des discussions entre les partenaires a permis d'établir les spécificités du projet de la deuxième convention, portant donc sur le financement des travaux, objet de la présente délibération. Ce projet respecte globalement, les objectifs et l'enveloppe financière du protocole de 2009.

En complément des travaux réalisés sur le bâtiment de la gare sous maîtrise d'ouvrage de la SNCF, l'opération comprend l'aménagement, par la Ville, d'espaces publics indissociables au projet de la gare St Roch, tels que la requalification de la rue des deux Ponts, du pont de Sète, ainsi que la création d'un nouveau parvis sur la rue Jules Ferry. Ces aménagements et la création de nouveaux accès au PEM permettront également d'améliorer les liaisons piétonnes nord/sud et est/ouest, indispensables donc à l'intégration de la gare dans la ville.

Par ailleurs, le protocole d'accord prévoyait que les travaux de la gare prennent en compte l'amélioration de l'accessibilité aux trains par leur mise à niveau, sous maîtrise d'ouvrage RFF. Depuis la signature du protocole, ces travaux qui n'avaient pas été chiffrés, ont été estimés par RFF à 2,5 millions d'euros HT (conditions économiques de janvier 2010).

L'avancement des études et les discussions entre les partenaires ont permis d'en définir les principes de financement :

- une participation spécifique des partenaires concernés RFF et Région ;
- le transfert d'une partie de la participation de l'Etat, du PEM vers l'aménagement des quais.

Ce principe de financement fera l'objet d'un accord spécifique entre ses cofinanceurs (RFF, Etat et Région).

Compte-tenu de l'ajustement concernant les quais, l'enveloppe financière du projet de PEM Saint Roch (périmètres SNCF et Ville), est réajustée de 54,058 à 53,433 Millions d'euros HT (conditions économiques de juin 2009), dont 3 millions d'euros sur le périmètre de la Ville pour les aménagements de l'espace public.

Les sommes inscrites à cette présente convention, annexée à la délibération, portent donc sur le solde et s'élèvent à :  $53,433 - 5,357 = 48,076$  millions d'euros, compte tenu des sommes déjà engagées par la convention portant sur les études.

Le montant de la participation de la Ville, pour les travaux du PEM et de ses abords, inscrit dans cette convention est donc de 5, 1 millions d'euros sur une participation globale de 6 millions d'euros, 0,900 millions d'euros étant inscrit à la convention études de décembre 2009.

Ces montants sont actualisables selon les termes du protocole.

**En conséquence, il vous est proposé :**

- d'approuver les termes de la présente convention de financement des travaux du PEM Saint Roch ;
- de dire que les crédits nécessaires au paiement de la participation de la Ville à cette opération, et en particulier à la convention suscitée, sont prévus au budget de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

  
**Hélène MONTROUX**

**Publiée le : 10 mai 2011**

## **Séance publique du lundi 9 mai 2011**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213401722-20110509-0000044696-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/05/2011

Réception en Préfecture : 12/05/2011

**Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

### **Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### **Absents :**

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## **Festival International des Sports Extrêmes (F.I.S.E.) Du 1er au 5 juin 2011 sur les berges du Lez et le bassin "Jacques Coeur" Convention d'occupation du domaine public**

Au nom de la Commission, Sophie BONIFACE-PASCAL rapporte :

Dans le cadre de sa politique sportive, la Ville de Montpellier accueille de nombreuses manifestations sportives de dimension internationale.

L'association FISE sollicite pour sa 15<sup>ème</sup> édition du 1<sup>er</sup> au 5 juin 2011, l'utilisation des berges du Lez et du bassin « Jacques Cœur » pour l'organisation du « Festival International des Sports Extrêmes Montpellier 2011 ».

Le plus gros évènement de sports extrêmes en Europe devrait regrouper cette année encore plus de 300 000 spectateurs sur les cinq jours. Les meilleurs riders mondiaux en BMX, Roller, Skate, Wake, mais aussi près de 500 amateurs viendront se mesurer aux plus grands noms de la discipline.

Cette année, les organisateurs sensibilisent le public à l'éco mobilité et vont par une campagne ciblée, inciter les participants et visiteurs à emprunter les transports publics.

Pour limiter les nuisances sonores, l'association FISE s'est engagée à limiter pendant la journée les animations musicales rythmant les compétitions et à n'organiser aucune soirée sur le site. Toutefois, la Ville prendra des arrêtés de sonorisation, bases de contrôles réguliers par l'intermédiaire d'une société acoustique.

Cette manifestation nécessite la signature entre les organisateurs et la Ville de la convention d'utilisation du domaine public de la Ville, jointe à cette délibération, précisant les conditions de mise à disposition.

Cette autorisation est proposée à titre gratuit, eu égard à l'intérêt local manifeste que représente cet évènement, et constitue une subvention en nature. Son montant est valorisé en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 8 novembre 2010 fixant les tarifs 2011 applicables au domaine public occupé, à savoir :

Subvention en nature valorisable pour un montant de : 50 000 m<sup>2</sup> x 1,50€ x 5 jours = 375 000 €



**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'accepter la tenue de cette manifestation sur les berges du Lez et le bassin « Jacques Cœur » telle que prévue par la convention d'occupation du domaine public ci-annexée ;
- d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit pour la manifestation, eu égard à l'intérêt local qu'elle représente, et l'établissement d'une redevance par le service des Affaires Commerciales pour les espaces commerciaux proposés sur le site ;
- d'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 375 000 € ;
- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subvention dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10 mai 2011**

## **Séance publique du lundi 9 mai 2011**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213401722-20110509-0000044697-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/05/2011  
Réception en Préfecture : 12/05/2011

**Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

### **Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHGA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### **Absents :**

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## **Manifestation sportive TOUR DE FRANCE Arrivée de la 15ème étape à Montpellier Dimanche 17 juillet 2011 Convention AMAURY SPORT ORGANISATION -VILLE**

Au nom de la Commission, Sophie BONIFACE-PASCAL rapporte :

La Ville de Montpellier, fidèle à sa politique sportive d'excellence, s'est dotée d'infrastructures lui permettant de recevoir les plus grands événements sportifs.

Après le Festival International des Sports Extrêmes sur le Lez et ses rives, le Beach Masters sur la Comédie, la Ville de Montpellier aura le privilège d'accueillir l'arrivée de la 15<sup>ème</sup> étape du Tour de France 2011.

Cette manifestation de rayonnement international est la deuxième manifestation télévisuelle après les Jeux Olympiques. Elle est également l'une des plus populaires.

L'arrivée de l'étape Limoux-Montpellier au Stade du Manoir, avant la seconde journée de repos, permettra aux habitants de la Ville de Montpellier et de son Agglomération d'assister à un spectacle de qualité et très certainement à un sprint final engagé. Quelques 9 kilomètres de parcours seront proposés sur le territoire de la Ville avant l'arrivée.

En complément à cet événement et dans le cadre de la réussite éducative, la Ville s'est inscrite dans l'opération « Cycloparc du tour » les samedi 23 et dimanche 24 avril 2011. Cette manifestation, directement rattachée au passage du Tour de France, consiste pour quelques villes-étapes à faire découvrir aux enfants et aux familles le vélo sous toutes ses formes, au sein d'un espace d'animations ludo-pédagogiques, afin de transmettre au plus grand nombre les valeurs et le plaisir de pratiquer un sport comme le vélo.

Les retombées économiques et médiatiques de l'étape accueillie le 17 juillet sont très importantes. Certaines équipes se restaureront et resteront sur Montpellier avant l'étape suivante. Par ailleurs, la remise des trophées et le Journal du Tour seront en direct sur France Télévision.

L'organisation de cette manifestation suppose de signer avec la société Amaury Sport Organisation, organisatrice du Tour de France, une convention d'un montant de 60 000 € H.T. (soit 71 760 € T.T.C.) prévu sur le budget 2011 de la Ville de Montpellier nature 604-2 fonction 924.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la convention avec la société Amaury Sport Organisation (A.S.O.) ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2011 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus pour un montant de 60 000 € H.T. soit 71 760 € T.T.C. ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée, à signer la convention et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10 mai 2011**

## Séance publique du lundi 9 mai 2011

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213401722-20110509-0000044695-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/05/2011  
Réception en Préfecture : 12/05/2011

Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## Quartier Croix d'Argent Pas du Loup Dénomination de voie

Au nom de la Commission, Serge FLEURENCE rapporte :

Pour dénommer l'allée devant le stade Yves du Manoir, nous proposons :

### Allée Laurent FIGNON Sportif français Double vainqueur du Tour de France (1960 – 2010)

Laurent FIGNON, coureur cycliste professionnel de 1982 à 1993, possède l'un des plus beaux palmarès du sport français. Double vainqueur du Tour de France en 1983 et 1984 et du Tour d'Italie en 1989, il appartient à la catégorie des grands champions qui se reconnaissent par une éclosion très précoce au plus haut niveau international et la capacité de briller sur tous les terrains en particulier les plus exigeants.

La Ville de Montpellier a souhaité nommer cette allée Laurent FIGNON afin de marquer également notre reconnaissance envers les sportifs et leurs valeurs, ainsi que notre tradition d'accueil du Tour de France. La Ville est fière d'accueillir régulièrement une étape du Tour de France dont la dimension planétaire, offre à nos concitoyens un moment de ferveur populaire.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'adopter cette proposition
- d'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire

**Le Conseil adopte.**

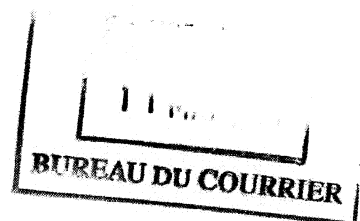
**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10 mai 2011**

## Séance publique du lundi 9 mai 2011



Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHGA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAQUI, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## Modification du plan local d'urbanisme

### APPROBATION

Le développement de la Ville de Montpellier et les projets qu'il implique en matière d'urbanisme rendent les adaptations du PLU fréquentes et nécessaires. C'est dans ce contexte, conformément aux dispositions des lois « Solidarité et Renouvellement Urbains » du 13 décembre 2000 et « Urbanisme et Habitat » du 2 juillet 2003, que le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier a été engagé. Ce dernier intègre des modifications de fond et de forme visant notamment :

- l'intégration au document de dispositions réglementaires et conservatoires relatives à l'aménagement des quartiers existants de la ville et d'opérations d'urbanisme nouvelles ou en cours de réalisation (ZAC, création de nouveaux secteurs de zone, création ou modification d'emplacements réservés pour équipements publics d'infrastructure et de superstructure...) ;
- le complément et l'adaptation du règlement du PLU aux projets de construction en cours ou envisagés à court et moyen termes ;
- des corrections de formes relatives notamment à :
  - la suppression d'emplacements réservés devenus caducs ;
  - des erreurs ou omissions matérielles constatées depuis la dernière modification du PLU et concernant les divers documents qui le composent ;
  - la prise en compte d'évolutions de rédaction du code de l'urbanisme ;
  - la prise en compte de la dénomination de grands équipements publics.

## **1 – Les modifications de fond**

**Modification n°1 : Modification à caractère général : élargissement des procédés autorisés en matière de rétention des eaux pluviales (article 4 du règlement des zones concernées) :** modification du règlement pour autoriser, dans les zones où le PLU impose des dispositions spécifiques en matière de rétention des eaux de pluie, la technique de rétention des eaux pluviales sur les toitures des constructions.

**Modification n°2 : Modification à caractère général : suppression de l'obligation de places de stationnement pour les visiteurs (article 12 du règlement des zones concernées) :** suppression de l'obligation de réalisation de places de stationnement supplémentaires privées réservées aux visiteurs, rendues inefficaces par leur privatisation progressive et inadaptées au développement des modes de déplacement doux promu par la Ville et l'Agglomération.

**Modification n°3 : Quartier Croix d'Argent, Lemasson :** création de l'emplacement réservé C143 sur la rue Saint Cléophas visant à remplacer, en l'adaptant, le plan d'alignement institué en 1967 devenu obsolète et supprimé par délibération du conseil municipal du 7 février 2011.

**Modification n°4 : Quartier Croix d'Argent, Poutingon :** création de l'emplacement réservé C144 visant à améliorer le maillage public des circulations douces et à desservir les futurs bâtiments du groupe scolaire Beethoven.

**Modification n°5 : Quartier Hôpitaux-Facultés, Opération Campus :** intégration des dispositions du schéma directeur d'aménagement de l'opération Campus par, notamment, la création d'une orientation d'aménagement, l'inscription des emplacements réservés C145 à C152 et C203 pour voirie et cheminements doux, la modification des dispositions réglementaires et l'extension du secteur de zone 3U1-4 (en particulier : généralisation de la hauteur maximale des constructions à 23 m, assouplissement des obligations en matière de stationnement avec un plancher fixé à 1 place/300 m<sup>2</sup> SHON, non réglementation du coefficient d'occupation des sols).

**Modification n°6 : Quartier Beaux-Arts, Avenue Saint-Lazare :** modification du règlement applicable aux îlots situés de part et d'autre du rond-point du Souvenir Français dans le but de permettre le renouvellement urbain du secteur, par l'inscription des emplacements réservés C153 à C156 et C199 pour requalification des espaces publics et la création d'un secteur de zone 2U1-11 (en particulier : définition d'emprises constructibles et d'alignements, création de trois secteurs de hauteur maximale des constructions de 10, 14 et 16 m, définition de règles particulières concernant l'aspect des constructions et les espaces libres, non réglementation du coefficient d'occupation des sols).

**Modification n°7 : Quartier Beaux Arts, secteur Justice - Montasinos :** évolution du règlement et des documents graphiques du règlement visant à supprimer le secteur de zone 2U1-11 situé en bordure de la rue du Gros Olivier au profit du secteur de zone 2U1-1 dont le règlement est mieux adapté aux constructions existantes et à leur évolution.

**Modification n°8 : Ensemble des quartiers : institution d'emplacements réservés pour création de voies publiques :** création d'emplacements réservés pour voies publiques sur certaines rues privées pour assurer le maintien d'un maillage de voiries garantissant des conditions de confort et d'efficacité minimum en matière de déplacements des personnes, notamment concernant l'accès aux transports en commun et aux services urbains :

- Quartier Plan des Quatre Seigneurs, rue de l'Espinouse : création de l'emplacement réservé C157 ;
- Quartier Plan des Quatre Seigneurs, rue Maurice Chauvet : création de l'emplacement réservé C158 ;
- Quartier Aiguelongue, rue Camille Claudel : création de l'emplacement réservé C159 ;
- Quartier Aiguelongue, rue Prairial et rue Floréal : création de l'emplacement réservé C160 ;
- Quartier Alco, rue des Contes Provençaux : création de l'emplacement réservé C161 ;
- Quartier Boutonnet, rue du Pré aux Clercs : création de l'emplacement réservé C162 ;
- Quartier Celleneuve, rue Mère Vacquier : création de l'emplacement réservé C163 ;

- Quartier des Cévennes, rue de Braine et rue Joseph Vianey : création des emplacements réservés C164 et C165 ;
- Quartier des Aubes, rue de l'Estragon, impasse Viala, rue des Cailles et rue des Colombes : création des emplacements réservés C166 et C167 ;
- Quartier de La Pompignane, rue du Jeu de Boules et rue des Colverts : création des emplacements réservés C168 et C169 ;
- Quartier de La Martelle, rue des Frères Perret et rue Eugène Fraissinet : création de l'emplacement réservé C170 ;
- Quartier de La Martelle, rue Sophie Germain : création de l'emplacement réservé C171 ;
- Quartier de la Chamberte, rue des Pétunias et place des Lilas : création de l'emplacement réservé C172 ;
- Quartier Estanove, rue Félix Sahut et rue Pierre Galen : création de l'emplacement réservé C173 ;
- Quartier Gambetta, rue des Candeliers, rue des Blanquiers, section Est de la rue Enclos Fermaud et rue Biquet : création de l'emplacement réservé C174 ;
- Quartier Antigone, rue Vaissière : création de l'emplacement réservé C175 ;
- Quartier Lemasson, rue Emile Chartier dit Alain, rue Saint Jacques, rue Vincent Euvrard, rue Lavoisier et rue Sainte Véronique : création des emplacements réservés C176 et C177 ;
- Quartier des Aiguerelles, rue Emile Gaboriau et allée Jean Miquel : création de l'emplacement réservé C178 ;
- Quartier Croix d'Argent, rue du Professeur Henri Roseau et rue du Maréchal Gallieni : création de l'emplacement réservé C181 ;
- Quartier Saint-Martin, rue des Yuccas : création de l'emplacement réservé C182 ;
- Quartier Croix d'Argent-Poutingon, rue des Horaces : création de l'emplacement réservé C183 ;
- Quartier Port Marianne, impasse de la Baume : création de l'emplacement réservé C184 ;
- Quartier Croix d'Argent, rue Castel Ronceray : création de l'emplacement réservé C185 ;
- Quartier Hôpitaux-Facultés, rue des Jasmins et impasse Valteline : création de l'emplacement réservé C186 ;
- Quartier Croix d'Argent-Estanove, rue de la Bégude-rue Puccini : création de l'emplacement réservé C198.

**Modification n°9 : Quartier Port Marianne, ZAC Port Marianne-Portes de la Méditerranée :** extension du secteur de hauteur 25 mètres le long de l'avenue Pierre Mendès-France et augmentation ponctuelle de 25 à 33 m de la règle de hauteur maximale des constructions sur le secteur de la zone 4AU1-2 situé en bordure du boulevard Pénélope pour permettre notamment l'installation de nouvelles activités ludiques sur le site d'Odysseum.

**Modification n°10 : Quartier Centre, Antigone, ZAC Pagézy :** modification ponctuelle du règlement et des emprises constructibles en limite ouest de la zone 1U4, entre le boulevard d'Antigone et l'immeuble des Echelles de la Ville, pour permettre la réalisation de constructions en cohérence avec les objectifs urbains définis dans le cadre de la ZAC Pagézy couvrant le site et les abords immédiats de l'actuel hôtel de ville.

**Modification ex n°11 : Quartier Croix d'Argent, lotissement des Hauts de la Croix d'Argent :**

Parallèlement à la suppression des règles d'urbanisme du lotissement « Les Hauts de la Croix d'Argent », extension du secteur de zone 2U1-1 le long de l'avenue de Toulouse visant à permettre le renouvellement urbain de cette façade urbaine et création d'un emplacement réservé C 187 pour voirie permettant la création d'un maillage viaire public entre la rue Raymond de Trencavel et la rue Jacques Bounin.

**Modification initialement envisagée sur laquelle il vous sera proposé de renoncer au vu de la demande des colotis et riverains postérieurement à l'enquête publique.**

**Modification n°11 : Quartier Aiguelongue, Lez vert :** prolongement de l'emplacement réservé C13 au droit de l'avenue François Delmas visant à permettre une continuité du cheminement accompagnant la coulée verte du Lez en bordure de la rive droite du fleuve.

**Modification n°12 : Quartier Cévennes, Petit Bard-Pergola :** extension du secteur de zone 2U1-10 pour permettre une harmonie des futures constructions situées en façade de l'avenue de Lodève avec celles envisagées dans le cadre de l'opération de renouvellement urbain du Petit Bard. Création des emplacements



**Modification n°23 : Quartier Centre, Boutonnet :** suppression de l'emplacement réservé C22 pour élargissement de voirie (rue Moquin-Tandon) devenu inutile pour l'organisation des déplacements dans le quartier.

**Modification n°24 : Quartier Port Marianne, ZAC Parc Marianne :** adaptations ponctuelles des limites d'emprise constructible le long de l'avenue Raymond Dugrand et dans le secteur du Mas Rouge pour tenir compte des évolutions envisagées en matière de plan de masse et de programmes de construction.

**Modification n°25 : Quartier Port Marianne, ZAC Jacques Cœur, ZAC Parc Marianne, ZAC Rive Gauche (article 12 du règlement des zones concernées) :** évolution de la règle de stationnement applicable dans les zones 8AU, 12AU et 13AU en autorisant, sous certaines conditions, la réalisation, l'acquisition, la sous concession ou l'amodiation de places dans un parking voisin de l'opération pour laquelle le permis de construire est déposé, afin de prendre en compte l'offre de stationnement importante proposée par le projet de parking souterrain prévu dans l'îlot H de la ZAC Port Marianne-Jacques Cœur, en bordure de l'avenue Raymond Dugrand.

**Modification n°26 : Quartier Port Marianne, secteur Albert Dubout-Moularès :** modification visant en particulier la création de trois emplacements réservés C179, C195 et C196 pour améliorer le maillage viaire et les liaisons piétonnes entre le chemin de Moularès, la rue du Petit Train et l'avenue Albert Dubout ; la création d'un secteur de zone 2U2-1 (hauteur maximale limitée à 8 m et COS de 0,5) en cœur d'îlot, de part et d'autre de la rue Charles Perrault, pour moduler la densité des constructions entre bordure et cœur d'îlot ; l'institution d'un espace protégé au titre de l'article L.123-1 7°) du code de l'urbanisme sur l'avenue Albert Dubout.

**Modification n°27 : Quartier Port Marianne, ZAC Odysseum Est :** extension de l'orientation d'aménagement « Port Marianne - Portes de la Méditerranée » et du secteur de zone 4AU1-2 à l'intérieur du périmètre de la ZAC Odysseum Est créée par délibération du conseil de la communauté d'agglomération du 26 mai 2009 afin de pouvoir compléter l'offre en matière d'activités tertiaires sur le secteur d'Odysseum.

**Modification n°28 : Quartier Croix d'Argent, Poutingon :** extension d'un espace boisé classé à la demande des propriétaires du domaine de Poutingon sur les parcelles EK n°220, 222 et DZ n°108.

**Modification n°29 : Quartier Cévennes, Avenue de l'Agriculture :** suppression de l'emplacement réservé R12 pour équipement de petite enfance, celui-ci pouvant être relocalisé à proximité dans le cadre d'une opération d'ensemble envisagé rue Boussinesq.

**Modification n°30 : Modification à caractère général, règles de stationnement (article 12 des zones concernées) :** évolution réglementaire visant à autoriser les places de stationnement doubles pour les logements collectifs à condition qu'une place de stationnement par logement soit directement accessible.

**Modification n°31 : Quartier Port Marianne, ZAC Consuls de Mer 2<sup>e</sup> extension :** adaptation du règlement, des documents graphiques du règlement et de l'orientation d'aménagement pour tenir compte des évolutions du plan de masse de la ZAC (en particulier : recalage des emplacements réservés pour voiries et parc publics C37, C91 et R2, suppression du secteur de zone 6AU-3 au profit du secteur de zone 6AU-2 avec redéfinition des emprises maximales constructibles et création de trois nouveaux secteurs réglementaires de hauteur des constructions à 45, 65 et 80 m NGF).

**Modification n°32 : Quartier Centre, ZAC Nouveau Saint-Roch :** adaptation ponctuelle des documents graphiques du règlement du secteur de zone 1U1-8 aux évolutions du plan de masse de la ZAC (en particulier : adaptation ponctuelle d'emprises maximales constructibles, recalage au droit de la rue A. Alquié de l'emplacement réservé pour passerelle C140, suppression du secteur de hauteur 85 m NGF, extension du secteur de hauteur 63 m NGF, généralisation du secteur de hauteur 50 m NGF sur le bâtiment de la gare).

**Modification n°33 : Quartier Près d'Arènes, Cité Mion :** évolution du règlement et des documents graphiques du règlement par la création d'un secteur de zone 2U1-9 en bordure de l'avenue Albert Dubout visant à augmenter ponctuellement la hauteur maximale des constructions de 12 à 15 m pour permettre une opération de renouvellement urbain et notamment la reconstruction d'un programme de logements sociaux.

**Modification n°34 : Quartier Figuerolles, cité Gély :** création de l'emplacement réservé C197 pour voie publique permettant d'assurer une liaison entre la rue de Font Carrade et la cité Gély.

**Modification n°35 : Modification à caractère général, zone 1U1 :**

- adaptation de la rédaction de l'article 10 « Hauteur maximale des constructions » excluant, compte tenu de leurs caractéristiques urbaines particulières, les secteurs 1U1-3 (Hôtel de Ville – Polygone), 1U1-7 (îlot Du Guesclin) et 1U1-8 (Nouveau Saint Roch) du champ d'application de la règle imposant, en bordure de voie publique, une adaptation de la hauteur des constructions projetées à celles des constructions voisines existantes ;
- adaptation de la rédaction de l'article 11 « Aspect extérieur » visant, sous condition sauf pour les équipements publics et collectifs, à autoriser les terrasses dans les secteurs où la règle générale préconise les toitures en pente, et à renforcer les prescriptions d'intégration esthétique des édifices techniques sur les constructions.

**Modification n°36 : Modification à caractère général, panneaux solaires ou photovoltaïques (article 11 du règlement des zones concernées) :** adaptation de la règle d'intégration esthétique en toiture des systèmes de captage d'énergie solaire, notamment pour tenir compte des contraintes techniques particulières liées aux panneaux solaires thermiques.

**Modification n°37 : Modification à caractère général, zone 1U1 (article 10 : Hauteur maximale des constructions) :** affinage de la règle de hauteur applicable le long de certaines rues du centre-ville pour tenir compte de la spécificité des formes urbaines existantes. En particulier :

- remplacement des gabarits de hauteurs 15 et 18 mètres par les gabarits de hauteur 16 et 19 mètres ;
- évolution de la règle de hauteur spécifique applicable le long de certaines rues du centre-ville.

**Modification n°38 : Modification à caractère général, préservation du patrimoine bâti :** extension à plusieurs secteurs de la ville (en particulier : secteur hospitalo-universitaire, cité Mion, cité Granier, caserne Guillaud, avenue de Lodève, Celleneuve) de l'application de la règle établie au titre de l'article L.123-1 7°) du code de l'urbanisme et repérée par l'indice « w » sur les documents du PLU, permettant de protéger certains espaces ou constructions, notamment pour des motifs d'ordre culturel, historique ou écologique.

**Modification n°39 : Quartier Port Marianne, La Baume - Route de Vauguières :** création d'un secteur de zone 2U1-9 (hauteur maximale limitée à 15 m ; COS de 1) en bordure de la route de Vauguières, face à la piscine Alfred Nakache, pour permettre le développement d'opérations de renouvellement urbain à vocation principale de logements collectifs sur un secteur situé à proximité de la ZAC des Jardins de la Lironde et de la station « Mondial 98 » de la ligne 1 du tramway.

**Modification n°40 : Quartier Centre, Rue Du Guesclin :** adaptation ponctuelle de la rédaction de l'article 6 du règlement (implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques) du secteur de zone 1U1-7 consistant à préciser dans quelles conditions et à partir de quelle cote altimétrique (37,50 m NGF) les constructions pourront être autorisées en retrait de la limite du domaine public.

**Modification n°41 : Quartier Beaux Arts, Rue du 81<sup>e</sup> Régiment d'Infanterie :** modification ponctuelle du tracé de l'emplacement réservé C141 pour élargissement et aménagement de la rue du 81<sup>e</sup> Régiment d'Infanterie selon un profil en travers mieux adapté aux circulations douces.

**Modification n°42 : Quartier Croix d'Argent, square Molière :** suppression de l'emplacement réservé C66 pour création d'un cheminement piéton entre le boulevard Paul Valéry et la rue des Hibiscus, la Ville ayant acquis l'assiette foncière nécessaire à la réalisation de ce cheminement.

**Modification n°43 : Quartier Mosson, lieu-dit Truc de Leuze :** modification du règlement et des documents graphiques du règlement par la création d'un secteur de zone à urbaniser alternative 4AU1-3 sur les parcelles cadastrées TX n°27 à TX n°38 du lieu-dit Truc de Leuze, antérieurement classées en zone à urbaniser stricte AU0-7, et modification de l'orientation d'aménagement Parc 2000 Extension, prenant acte du jugement du Tribunal administratif du 27 mai 2010 relatif au zonage des parcelles TX n°27 à TX n°38.

**Modification n°44 : Modification à caractère général - Quartiers Beaux Arts, Hôpitaux-Facultés, Boutonnet, Antigone :** identification d'espaces protégés au titre de l'article L.123-1 7°) du code de l'urbanisme (avenue François Delmas, rue du Dr. Pezet, rue de la Fontaine de Lattes, route de Mende) et extension d'un espace boisé classé (route de Mende) permettant de préserver les espaces végétalisés et arborés créateurs de discontinuités urbaines et garants d'une certaine qualité paysagère.

**Modification n°45 : Quartier Centre, Figuerolles :** création de l'emplacement réservé C201 pour création d'une voie de liaison entre la rue Anterrieu et la rue Adam de Craponne, et recalage ponctuel de la limite du secteur de zone 1U1-1 entre l'avenue de la Liberté et la rue de la Feuillade pour permettre la réalisation d'une opération adaptée à la localisation particulière de l'îlot en proue de quartier.

**Modification n°46 : Quartier Croix d'Argent, lieu-dit Terre de l'Hirondelle :** création en bordure de l'avenue Etienne Méhul d'un secteur de zone 2U1-1 (hauteur maximale limitée à 21 m ; COS de 1) à vocation principale de logements collectifs pour permettre la construction avec une densité plus importante sur un secteur desservi directement par la ligne 2 du tramway au sud de la ZAC des Grisettes.

**Modification n°47 : Quartier Centre, Figuerolles, square Coursindel :** création de l'emplacement réservé C202 sur une partie de la rue Saint-Etienne visant à desservir une parcelle propriété de la ville.

**Modification n°48 : Quartier Cévennes, Alco :** extension ponctuelle du secteur de zone 2U1-1 sur une parcelle située en bordure de la rue Serge Lifar classée en secteur de zone 2U1-7 pour permettre la réalisation d'une opération mixte d'habitat associant logements sociaux et en accession.

**Modification n°49 : Quartier Près d'Arènes, ZAC Restanque :** extension ponctuelle du secteur de zone 2U1-6 pour permettre, en bordure de la ZAC de la Restanque, l'évolution du secteur limitrophe du quartier Tournezy en cohérence avec les développements urbains envisagés sur la ZAC.

**Modification n°50 : Quartier Croix d'Argent, ZAC des Grisettes :** modification de détail de la rédaction de l'article 6 du règlement (implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques) de la zone 11AU pour préciser, en cohérence avec le plan de masse de la ZAC établi par l'architecte coordonnateur, la règle d'implantation des constructions, notamment en bordure du parc public du Mas Nouguier.

**Modification n°51 : Quartier Port Marianne, ZAC Parc Marianne :** réduction, en accord avec le Conseil général de l'Hérault, de l'emprise de l'emplacement réservé R24 (collège de Port Marianne) en vue de la réalisation d'un groupe scolaire.

L'ensemble des modifications ci-avant exposées sommairement sont présentées intégralement dans le document joint à la présente délibération.

## **2 – Les modifications de forme**

**Modification A - complément au rapport de présentation :** conformément à l'article R.123-2 du code de l'urbanisme, l'exposé des motifs des changements apportés depuis l'approbation du PLU le 2 mars 2006 est ajouté au rapport de présentation.

**Modification B - modification à caractère général - complément de texte :** à l'article 7 du règlement de chaque zone concernée, la rédaction formelle des règles d'implantation pour les constructions situées en dessous du terrain naturel est harmonisée pour toutes les zones.

**Modification C : correction de texte – suppression** dans le rapport de présentation de la mention indiquant que les constructions à usage de logement locatif social sont autorisées dans les zones à vocation principale d'activités, en cohérence avec la modification du PLU approuvée par délibération du conseil municipal du 17 novembre 2008 qui a modifié cette disposition.

**Modification D : correction de texte – correction ponctuelle** de la rédaction du rapport de présentation et du règlement concernant le secteur de zone 2U1-8 prenant en considération les évolutions réglementaires du

secteur de zone 2U1-8 adoptées lors de la modification du PLU approuvée par délibération du conseil municipal du 25 juin 2007.

**Modification E : correction de texte** – Rapport de présentation : modification de détail de la description du secteur de zone 3U1-7.

**Modification F : correction graphique** – Rapport de présentation : ajout des cartes de localisation des secteurs de zone 4U3-1 et 4U3-2.

**Modification G : correction de texte** – Rapport de présentation : report d'informations complémentaires relatives aux dispositions réglementaires applicables dans le secteur de zone 4AU3-5.

**Modification H : correction de texte** – Rapport de présentation et orientation d'aménagement Jacques Cœur : remplacement de la mention « C37 » par la mention « l'avenue Théroigne de Méricourt ».

**Modification I : correction de texte** – Rapport de présentation et règlement : compléments apportés à la description géographique du secteur de zone 2U1-9.

**Modification J : correction de texte** – Rapport de présentation : mise en cohérence de la description écrite de l'emprise de l'emplacement réservé C29 avec l'emprise réelle de cet emplacement réservé reporté graphiquement sur les documents graphiques du règlement.

**Modification K : modification à caractère général – corrections de texte** - Rapport de présentation et règlement : mise en cohérence des références faites au code de l'urbanisme dans le règlement du PLU avec :

- l'ordonnance du 8 décembre 2005 s'agissant de l'installation de caravanes constituant un habitat permanent ;
- les évolutions de la codification entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2007 s'agissant de la réalisation des aires de stationnement.

**Modification L : correction de texte** – Règlement : article 6 (implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques) de la zone 2AU : remplacement du mot « alignement » par « la limite du domaine public départemental ».

**Modification M : correction de texte** – légende des documents graphiques du règlement : remplacement de la mention « Espaces libres à planter » par « Espaces verts (art. L.123-3 b) du code de l'urbanisme ».

**Modification N : correction de texte** – Rapport de présentation, programme d'aménagement et de développement durable, orientation d'aménagement Parc Marianne, règlement : précision de la dénomination « Georges Charpak » pour le parc public et mention du projet d'équipement culturel dédié à la médecine et à la découverte du corps humain (Cité Hippocrate).

### **3 – Suppression des règles d'urbanisme du lotissement « Les Hauts de la Croix d'Argent »**

Le lotissement « Les Hauts de la Croix d'Argent » créé en 1971 à l'extrémité sud-ouest de l'avenue de Toulouse, est situé aujourd'hui dans un secteur en pleine mutation. Considérant que les règles d'urbanisme de ce lotissement, qui ont été maintenues au-delà du délai des dix années à compter de la délivrance de l'autorisation de lotir, ne permettent pas d'accompagner les mutations en cours le long de l'avenue de Toulouse, il est proposé de les supprimer à l'occasion de la modification du PLU, en application des dispositions prévues par les articles L. 442-9 et R. 442-24 du code de l'urbanisme.

**Modification initialement envisagée sur laquelle il vous sera proposé de renoncer au vu de la demande des colotis et riverains postérieurement à l'enquête publique.**

### **4 – Déroulement de la procédure**

Conformément aux dispositions du code de l'urbanisme et notamment son article L.123-13, le projet de modification du PLU a été notifié les 11 et 12 janvier 2011, avant ouverture de l'enquête publique, au Préfet,

au Président du Conseil régional, au Président du Conseil général, au Président de la Communauté d'agglomération de Montpellier, ainsi qu'aux organismes mentionnés à l'article L.121-4 du code de l'urbanisme (Chambre de commerce et d'industrie, Chambre de métiers, Chambre d'agriculture).

Le projet de modification du PLU concernant le règlement d'urbanisme applicable à l'intérieur de zones d'aménagement concerté réalisées sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération et du Conseil général, l'avis de ces collectivités a été sollicité au titre de l'article L.123-15 du code de l'urbanisme.

Le projet de modification du PLU a été ensuite soumis à enquête publique du 14 février au 14 mars 2011 inclus. Conformément aux articles L. 442-9 et R. 442-24 du code de l'urbanisme, cette enquête publique a tenu lieu d'enquête préalable à la caducité des règles d'urbanisme du lotissement « Les Hauts de la Croix d'Argent ».

Concernant les remarques exprimées par le public durant l'enquête, sept observations ont été inscrites sur le registre mis à sa disposition et une a été adressée par courrier au commissaire enquêteur. Ces observations peuvent se résumer de la manière suivante :

• **des remarques concernant les documents écrits et graphiques du règlement :**

- craignant que l'autorisation de rétention des eaux pluviales en toiture entraîne une augmentation des droits à construire et donc une augmentation de la densité ;
- souhaitant avoir des précisions sur la hauteur maximale des constructions admise rue du Moulin de Sémalen ;
- demandant une augmentation de la hauteur maximale des constructions sur le secteur du lotissement « Les Hauts de la Croix d'Argent » ;
- demandant une adaptation ponctuelle de la limite d'une emprise constructible de la ZAC Nouveau Saint Roch, en bordure de la rue Pagézy et de la rue du Grand Saint Jean ;
- demandant que la préservation de l'aqueduc Saint-Clément et de ses abords soit assurée notamment dans la perspective d'opérations immobilières à venir à proximité de l'ouvrage.

• **des remarques concernant les cheminements piétons :**

- approuvant la création de deux emplacements réservés sur la liaison rue de Braine – rue Joseph Vianey en vue de favoriser un maillage de voiries publiques.

• **des remarques sans rapport direct avec les documents soumis à enquête publique :**

- demandant que la section de la rue Casseyrols débouchant sur l'avenue du Professeur Louis Ravaz conserve sa vocation de voie piétonne malgré le projet d'élargissement de la rue ;
- demandant des précisions sur les nouvelles entités privées par bâtiment, sur le caractère définitif de l'affectation prévue pour les emplacements réservés créés et sur les conditions de circulation à l'intérieur de la copropriété des Cévennes ;
- souhaitant avoir des explications sur l'usage d'un espace situé sur les bords du ruisseau de la Croze.

Le Commissaire enquêteur désigné par Madame la Présidente du Tribunal administratif a remis son rapport et ses conclusions à la Ville le 6 avril 2011, qui se résument par :

- un avis favorable pour 49 des modifications de fond et la totalité des modifications de forme ;
- un avis favorable assorti de recommandations pour les modifications de fond n°18, 19 et 49 ;
- un avis favorable à la suppression des règles d'urbanisme du lotissement « Les Hauts de la Croix d'Argent ».

Chacune des observations formulées durant l'enquête publique a fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du Commissaire enquêteur.

L'une de ces observations a pour objet une adaptation mineure de l'emprise constructible d'un îlot de la ZAC du Nouveau Saint Roch, à l'angle de la rue Pagézy et de la rue du Grand Saint Jean, pour permettre une meilleure insertion urbaine et fonctionnelle du projet envisagé et augmenter la partie rectiligne du linéaire de la rue Pagézy en vue d'améliorer la capacité de stationnement affectée notamment aux taxis.

Considérant le caractère ponctuel de cette adaptation réglementaire, la Ville propose, au vu de l'absence d'opposition exprimée par le commissaire enquêteur, de prendre en compte cette demande et d'adapter en conséquence le projet de modification du PLU soumis à votre approbation.

Concernant les modifications de fond n°18, 19 et 49, objets de recommandations de la part du commissaire enquêteur :

- modification n°18 – justification de la règle de hauteur des constructions à 22,50 mètres rue du Moulin de Sémalen : la règle de hauteur maximale des constructions fixée à 22,50 mètres s'inscrit, d'une part, dans l'objectif de favoriser, en bordure de la rue de Sémalen, la production d'une volumétrie et d'une architecture en harmonie avec l'opération voisine réalisée récemment et, d'autre part, dans l'intention d'assurer une transition cohérente entre deux secteurs déjà construits, réglementés à 27 mètres au sud, et à 21 mètres au nord ;
- modification n°19 – pérennité de l'affectation des emplacements réservés dans la copropriété des Cévennes : les emplacements réservés C189 à C194 et R55 sont affectés précisément pour la réalisation de voiries, cheminements piétons et parc public. Les parcelles concernées ont vocation à être intégrées au domaine public communal et à recouvrir le statut inaliénable, imprescriptible et incessible qui s'y attache, les préservant de tout autre usage.
- modification n°49 – aqueduc Saint-Clément : l'aqueduc fait l'objet d'un emplacement réservé pour cheminement piéton inscrit au POS (puis au PLU) de la Ville de Montpellier depuis 1985 entre la rue Paul Rimbaud et l'avenue du Professeur Louis Ravaz. C'est un élément essentiel du patrimoine historique de la Ville. Aussi, celle-ci veillera scrupuleusement, au moment de l'instruction des autorisations préalables à tout projet qui pourrait voir le jour dans sa proximité immédiate, à ce que le traitement des abords de l'aqueduc soit réalisé avec le plus grand soin et que les travaux envisagés soient sans conséquences sur les accès et espaces praticables du cheminement piéton existant.

Par ailleurs, un oubli matériel relatif à la modification n°18 a été constaté après enquête publique concernant la représentation graphique de l'emprise maximale des constructions liée à l'extension du secteur de zone IU4-3 situé en bordure de la rue du Moulin de Sémalen. La correction de cet oubli qui ne modifie ni les objectifs ni les autres règles du secteur de zone IU4-3 a été intégrée au dossier joint à la présente délibération.

Concernant les personnes publiques destinataires du dossier de modification du PLU avant enquête publique, les avis suivants ont été exprimés :

- par délibération en date du 26 janvier 2011, le Conseil de la Communauté d'agglomération de Montpellier, dans le cadre de ses compétences et conformément aux dispositions de l'article L.123-15 du Code de l'urbanisme, a formulé un avis favorable sur le projet de modification du PLU ;
- par courrier en date du 16 février 2011, la Chambre de commerce et de l'Industrie (CCI) de Montpellier a émis deux remarques sans exprimer d'opposition sur le projet de modification du PLU : l'une souligne la nécessité de prévoir une offre de stationnement en adéquation avec le commerce attendu sur l'avenue Raymond Dugrand, l'autre suggère de réfléchir à une programmation dans le temps de l'ensemble des m<sup>2</sup> commerciaux prévus dans les ZAC, notamment au vu de l'extension de la ZAC Odysseum.

**En conséquence, au vu :**

- des avis formulés par les collectivités et les organes auxquels le projet de PLU a été notifié,
- des remarques formulées au cours de l'enquête publique,
- du rapport, des conclusions et des avis favorables avec ou sans recommandation du Commissaire enquêteur désigné par Madame la Présidente du Tribunal administratif,
- de la prise en considération de ces avis, remarques et conclusions dans le dossier de modification du PLU,
- des demandes des riverains et colotis du lotissement « Les Hauts de la Croix d'Argent » postérieurement à l'enquête publique, et nonobstant l'avis favorable du commissaire enquêteur,




**Il vous est demandé :**

- de prendre acte du rapport et des conclusions du Commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique relative à la modification du PLU,
- de dire que les règles d'urbanisme du lotissement « Les Hauts de la Croix d'Argent » sont maintenues,
- d'approuver le dossier de modification du PLU tel que modifié après enquête publique et annexé à la présente délibération, suppression faite du projet de modification des règles d'urbanisme envisagées sur le secteur du lotissement « Les Hauts de la Croix d'Argent »,
- de tenir le dossier de modification du PLU approuvé à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture des bureaux de la mairie au public et de procéder aux mesures réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions des articles R.123-24 et R.123-25 du code de l'urbanisme,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

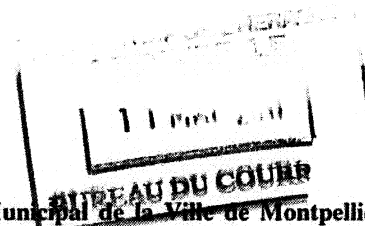
**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

  
Hélène MANDROUX

**Publiée le : 10 mai 2011**

## Séance publique du lundi 9 mai 2011



Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## ZAC Port Marianne – Consuls de Mer extension (phase 3) Approbation du dossier de réalisation

Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

Par délibération du 26 mars 2007, le Conseil municipal a défini les objectifs et les modalités de concertation relatifs à la réalisation de l'extension de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (phase 3) dont le périmètre s'étend sur un peu plus de 3 hectares. Située dans le prolongement de l'opération existante, à proximité immédiate du futur hôtel de Ville de Montpellier, elle s'inscrit dans le cadre du projet urbain de Port Marianne et du développement de la ville vers l'est.

Par délibération du 24 juillet 2008, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de cette extension, ainsi que le bilan de la concertation à laquelle elle a donné lieu.

Au terme du montage du dossier de réalisation de l'extension de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (phase 3), une nouvelle phase de concertation a été organisée sur ce dossier. Par délibération du 7 février 2011, le Conseil municipal a approuvé le bilan complémentaire et définitif de cette concertation et a arrêté le dossier de réalisation correspondant.

Conformément à l'article R.311-7 du code de l'urbanisme, le projet de dossier de réalisation comprend notamment :

- le projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone,
- le projet de programme global des constructions à réaliser dans la zone,
- les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement échelonnées dans le temps.

En application de ce même article, l'avis de la Communauté d'agglomération de Montpellier a été sollicité sur le projet de programme des équipements publics au titre de ses compétences en matière d'assainissement des eaux usées et d'eau potable. Par délibération du 21 avril 2011, le Conseil communautaire a prononcé un avis favorable sur ce programme des équipements publics.



**En conséquence, il vous est proposé :**

- d'approuver le projet de dossier de réalisation de l'extension de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (phase 3) annexé à la présente délibération ;
- de dire que ce dossier sera tenu à la disposition du public à la mairie de Montpellier, aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public ;
- de confirmer que les constructions qui seront édifiées à l'intérieur du périmètre de l'extension de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (phase 3) seront exclues du champ d'application de la taxe locale d'équipement, conformément aux dispositions des articles 1585 paragraphe C du code général des impôts et 317 quater de l'annexe II du code général des impôts ;
- de procéder aux formalités réglementaires de publicité et d'affichage, conformément aux dispositions des articles R.311-5 et R.311-9 du code de l'urbanisme ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

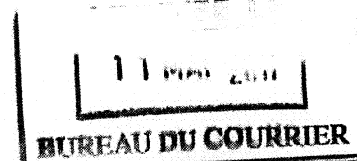
**Le Conseil adopte.**

Pour ~~extraire~~ conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 10 mai 2011

## **Séance publique du lundi 9 mai 2011**



Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### **Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### **Absents :**

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## **ZAC Port Marianne – Consuls de Mer extension (phase 3) Programme des équipements publics Approbation**

Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

Par délibération du 26 mars 2007, le Conseil municipal a défini les objectifs et les modalités de concertation relatifs à la réalisation de l'extension de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (phase 3) dont le périmètre s'étend sur un peu plus de 3 hectares. Située dans le prolongement de l'opération existante, à proximité immédiate du futur hôtel de Ville de Montpellier, elle s'inscrit dans le cadre du projet urbain de Port Marianne et du développement de la ville vers l'est.

Par délibération du 24 juillet 2008, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de cette extension, ainsi que le bilan de la concertation à laquelle elle a donné lieu.

Au terme du montage du dossier de réalisation de l'extension de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (phase 3), une nouvelle phase de concertation a été organisée sur ce dossier. Par délibération du 7 février 2011, le Conseil municipal a approuvé le bilan complémentaire et définitif de cette concertation et a arrêté le dossier de réalisation correspondant.

Le projet de programme des équipements publics de l'extension de la ZAC Port Marianne- Consuls de Mer (phase 3) inclut tous les travaux d'infrastructure (voiries, espaces publics, réseaux divers,...) nécessaires à l'équipement de la ZAC.

Le contenu de ce programme peut se résumer comme suit :

- réseau de voiries internes reliées aux axes principaux ;
- trame piétonne transversale à l'intérieur du quartier ;
- réseau de pistes cyclables aménagées dans la continuité des réseaux existants ;
- tous les réseaux internes à la ZAC nécessaires à son bon fonctionnement : électricité, télécommunications, éclairage public, eau potable, eaux usées, eaux pluviales...

- les aménagements paysagers du quartier ;

Au titre de ses compétences en matière d'assainissement des eaux usées et d'eau potable et en application des dispositions de l'article R.311-7 du code de l'urbanisme, l'avis de la Communauté d'agglomération de Montpellier a été sollicité sur le projet de programme des équipements publics établi dans le cadre du dossier de réalisation. Par délibération du 21 avril 2011, le Conseil communautaire a donné son accord concernant la partie du programme des équipements publics relevant de ses compétences.

Aussi, en application de l'article R.311-8 du code de l'urbanisme, le programme des équipements publics de l'extension de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (phase 3) est aujourd'hui soumis à votre approbation.

**En conséquence, il vous est demandé :**

- d'approuver le programme des équipements publics de l'extension de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (phase 3) ;
- de procéder aux formalités réglementaires de publicité et d'affichage, conformément aux dispositions des articles R.311-5 et R.311-9 du code de l'urbanisme ;
- de dire que le programme des équipements publics de l'extension de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (phase 3) sera tenu à la disposition du public à la mairie de Montpellier, aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

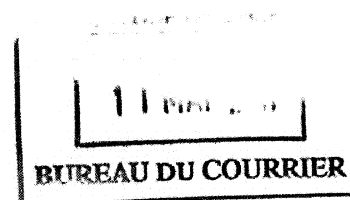
Pour être en conformité, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 10 mai 2011

## Séance publique du lundi 9 mai 2011



Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHGA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETTOUT, Francis VIGUIE.

## Acquisition de la propriété de Mr Jean-Marc MICHEL, cadastrée TN 13 Réalisation d'un nouveau groupe scolaire pour le quartier Malbosc Procédure de déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme Levée d'option

Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

Le Conseil Municipal du 14 juin 2010 a décidé d'accepter la promesse de vente sous condition suspensive, en date du 20 mai 2010, consentie par Monsieur Jean-Marc MICHEL, pour l'acquisition de la parcelle TN 13, d'une superficie de 4073 m<sup>2</sup>, au prix de 224 015 € toutes indemnités comprises (indemnité principale+ emploi), au vu de l'estimation des services fiscaux.

Cette acquisition s'inscrit dans le cadre de la réalisation d'un nouveau groupe scolaire pour le quartier Malbosc, qui fait l'objet d'une procédure de déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme. La condition suspensive concernant la réitération de l'acte est l'obtention par la Ville de l'arrêté déclaratif d'utilité publique valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme.

La promesse de vente a été acceptée par la Ville le 28 juin 2010. Il est proposé au Conseil Municipal, de lever l'option dans le délai de validité de la promesse de vente, soit avant le 30 juin 2011 et d'autoriser la signature de l'acte authentique réitérant l'engagement des parties.

Il est précisé que cette signature ne pourra intervenir qu'après la réalisation de la condition suspensive d'obtention de la déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme et que, si cette condition est réalisée, l'acte devra intervenir dans le délai d'un mois après la présente délibération devenue exécutoire. Par avis du 8 février 2011, le Commissaire Enquêteur a donné un avis très favorable à l'opération considérée et le Conseil Municipal du 28 mars 2011 a prononcé la déclaration de projet et la mise en compatibilité du PLU. En conséquence, nous attendons l'arrêté préfectoral de DUP dans les prochaines semaines.

Il est rappelé que l'acte sera rédigé par Maître Geneviève LHOTE VOLLE, notaire à Montpellier.

**En conséquence, après étude du dossier et au vu de l'estimation des services fiscaux, nous vous proposons :**

-de lever l'option de la promesse de vente sous condition suspensive, consentie en date du 20 mai 2010, par Monsieur Jean-Marc MICHEL, et acceptée par la Ville le 28 juin 2010, pour l'acquisition de la parcelle cadastrée TN 13, dans le cadre de la réalisation d'un nouveau groupe scolaire pour le quartier Malbosc, qui fait l'objet d'une procédure de déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme, au prix de 224 015 € toutes indemnités comprises,

-d'imputer les frais relatifs à l'acquisition et aux frais de l'acte rédigé par Maître Geneviève LHOTE VOLLE, notaire à Montpellier, sur le budget de la Ville,

-d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'adjoint délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour être ratifié, Madame le Maire



Hélène MENDROUX

Publiée le : 10 mai 2011

## **Séance publique du lundi 9 mai 2011**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213401722-20110509-0000044700-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/05/2011  
Réception en Préfecture : 12/05/2011

**Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

### **Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### **Absents :**

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## **Travaux de modification du jalonnement directionnel convention entre la communauté d'agglomération et la ville de Montpellier autorisation de signature**

Au nom de la Commission, Serge FLEURENCE rapporte :

Afin d'organiser les déplacements de façon cohérente, la Communauté d'Agglomération de Montpellier gère un plan de jalonnement directionnel, réalisé avec un même matériel, sur l'ensemble des voiries de son territoire pour assurer une bonne homogénéité et lisibilité des indications.

De ce fait, la Communauté d'Agglomération de Montpellier réalise tous les travaux de jalonnement directionnel ainsi que l'ensemble des compléments et des modifications du jalonnement existant sur le territoire des Communes. Elle est propriétaire des matériels de jalonnement et en assure l'entretien et la maintenance.

A l'achèvement de la mise en place du jalonnement sur la Commune :

- les compléments de jalonnement, consécutifs à la réalisation de nouvelles voiries ou de nouveaux pôles à jalonner, sont réalisés et financièrement pris en charge par la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- les modifications du jalonnement existant, liées à un aménagement de voirie existante ou à un nouveau plan de circulation, sont réalisées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier propriétaire des matériels, aux frais du maître d'ouvrage de l'opération d'aménagement.

Ainsi, lorsque la Ville de Montpellier procède à une modification de configuration d'une voirie et/ou d'un carrefour, ou à une modification de son plan de circulation, les travaux de modification de jalonnement liés à ces opérations sont réalisés par la Communauté d'Agglomération aux frais de la Ville.

Une convention, valable 3 années, est proposée à l'approbation du Conseil Municipal. Celle-ci fixe les modalités d'exécution des travaux par la Commune.

**En conséquence, il est demandé au conseil municipal :**

- d'approuver la convention entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- de dire que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget 2011 de la Ville au chapitre 908,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

The image shows the official circular seal of the Mayor of Montpellier, Hérault. The seal features a central emblem with a sun and a figure, surrounded by the text 'MAIRIE DE MONTPELLIER' and '(Hérault)'. A handwritten signature in black ink is written over the seal.

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10 mai 2011**

## Séance publique du lundi 9 mai 2011

Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## Convention de groupement de commande publique – Actualisation et complément du plan de gestion Lez-Mosson et principaux affluents à l'échelle communale et réalisations des dossiers réglementaires.

Au nom de la Commission, Serge FLEURENCE rapporte :

Le manque d'entretien des cours d'eau du bassin versant Lez-Mosson et plus particulièrement sur le territoire communal qui entraîne l'accumulation de la végétation et des embâcles pourrait aggraver les inondations, lors des prochaines crues importantes, avec des impacts sur les biens et les personnes dans les secteurs urbanisés.

Afin de garantir la cohérence des travaux à l'échelle de l'ensemble du bassin versant, un Plan de gestion a été réalisé en 2006 par un bureau d'études spécialisé dans le cadre du SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) Lez-Mosson-Etangs Palavasiens.

Il a permis, notamment, de définir sur les principaux cours d'eau des communes un programme d'intervention avec des travaux de restauration et d'entretien de la ripisylve qu'il conviendrait d'effectuer. Ces travaux ont été repris dans le cadre du Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) du bassin du Lez coordonné par le Syndicat du Bassin du Lez (SYBLE).

Le Plan de gestion Lez/Mosson et principaux affluents de 2006 est actuellement coordonné sur le bassin versant de façon globale et cohérente par le SYBLE en complément du Plan de gestion de la Communauté de communes du Grand Pic Saint Loup couvrant le nord du bassin versant.

Selon les articles L. 215-1 et suivants du code de l'environnement, le propriétaire riverain est tenu à un entretien régulier du cours d'eau. Toutefois, la maîtrise d'ouvrage des travaux définis dans le Plan de gestion peut être portée, à la place des riverains, par les communes concernées ou leurs groupements compétents dans le cadre d'une procédure de Déclaration d'Intérêt Général (DIG). Elle est prévue par l'article L.211-7 du code de l'environnement et les articles L.151-36 à L.151-40 du code rural.

La DIG se fait sur la base d'un dossier réglementaire qui est soumis à enquête publique, et qui donne lieu à un arrêté préfectoral déclarant l'intérêt général des travaux pour une durée de cinq ans.

Après réalisation de cette procédure, la maîtrise d'ouvrage des travaux sera ainsi assurée par la commune de Montpellier en rapport au Plan de gestion actualisé et complété sur son territoire communal.

La réalisation du dossier réglementaire de Déclaration d'Intérêt Général par un bureau d'études est estimée à 1500 € HT par commune.

Nous proposons au Conseil municipal de réaliser le dossier réglementaire de Déclaration d'Intérêt Général.



Pour une gestion plus cohérente, nous proposons au Conseil municipal d'actualiser et de compléter le Plan de gestion Lez-Mosson et principaux affluents sur l'ensemble du réseau hydrographique de la commune. Le coût de l'actualisation du plan de gestion (coût des travaux, parcellaire, cartographie et Système d'Information Géographique...) et du complément (cours d'eau secondaires ou tertiaires à ajouter et à étudier...) à réaliser par un bureau d'études sur la commune est estimé à 8 500 €HT pour la commune.

Le coût total (actualisation et complément du plan de gestion et dossier réglementaire) pour la commune est évalué à 10 000€HT.

Pour l'actualisation et le complément du Plan de gestion Lez/Mosson et principaux affluents à l'échelle communale et la constitution des dossiers réglementaires relatives à l'enquête publique, le SYBLE propose de réaliser un groupement de commande publique avec les communes du bassin versant de la Mosson.

Un projet de convention constitutive a été élaboré pour désigner le SYBLE, coordonnateur du groupement et chargé de la procédure d'appel à la concurrence. Compte tenu du montant, la procédure utilisée sera la procédure adaptée.

Le groupement n'a vocation à passer qu'un marché selon la procédure adaptée, la constitution d'une commission d'appel d'offres n'est pas obligatoire.

La convention fixe également les principes de répartition des coûts mis à la charge de chaque membre du groupement et les modalités de paiement du titulaire du marché.

Le SYBLE demandera directement les aides financières relatives à cette opération, le reliquat restant à la charge des membres du groupement après participation financière du SYBLE.

En cohérence avec les aides financières inscrites au PAPI du bassin du Lez, le SYBLE sollicitera pour ce marché les contributions financières les plus larges possibles à hauteur de 90% d'aide, les 10% restant étant à la charge du coordonnateur du groupement (avance financière pour le compte des communes).

Finalement, la participation financière du SYBLE correspond à 1% du montant total HT du marché.

La part à la charge des communes membres du groupement correspond à :

- 9% du montant total hors taxe du marché. La participation de chaque commune est calculée en fonction d'une part fixe (actualisation du Plan de gestion et dossiers réglementaires) et d'une part variable, (complément du Plan de gestion) qui dépend du linéaire de cours d'eau nécessitant des compléments sur chaque commune.
- la T.V.A (19.6%) du montant total du marché. La T.V.A est répartie entre chaque commune sur la base du montant de la prestation réalisée.

Les crédits seront inscrits au budget 2011 de la commune et que la part à la charge de la commune sera reversée au SYBLE comme indiqué dans le projet de convention constitutive de groupement de commande publique.

Le projet de convention de groupement de commande est ci-joint.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver le lancement de l'actualisation et du complément du Plan de gestion Lez-Mosson et principaux affluents à l'échelle communale et la réalisation du dossier réglementaire relatif à la Déclaration d'Intérêt Général,
- d'approuver le projet de convention constitutive de groupement de commande publique avec le SYBLE et les autres collectivités concernées pour l'actualisation et le complément du Plan de gestion à l'échelle communale et la réalisation des dossiers réglementaires,
- d'autoriser Madame Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10 mai 2011**

## Séance publique du lundi 9 mai 2011

Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## Convention d'assistance technique relative à la mise en oeuvre et au suivi du plan gestion

Au nom de la Commission, Serge FLEURENCE rapporte :

Le manque d'entretien des cours d'eau du bassin versant Lez-Mosson et plus particulièrement sur le territoire communal qui entraîne l'accumulation de la végétation et des embâcles pourrait aggraver les inondations, lors des prochaines crues importantes, avec des impacts sur les biens et les personnes dans les secteurs urbanisés.

Afin de garantir la cohérence des travaux à l'échelle de l'ensemble du bassin versant, un Plan de gestion a été réalisé en 2006 par un bureau d'études spécialisé dans le cadre du SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) Lez-Mosson-Etangs Palavasiens.

Il a permis, notamment, de définir sur les principaux cours d'eau des communes un programme d'intervention avec des travaux de restauration et d'entretien de la ripisylve qu'il conviendrait d'effectuer. Ces travaux ont été repris dans le cadre du Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) du bassin du Lez coordonné par le Syndicat du Bassin du Lez (SYBLE).

La Directive Cadre Européenne sur l'Eau (DCE) adoptée en octobre 2000 fixe un objectif d'atteinte du bon état des eaux et du milieu d'ici 2015 pour le cours d'eau de la Mosson (de sa source à la confluence avec le Coulazou). Le SYBLE propose donc de mettre en œuvre de façon prioritaire les travaux du Plan de gestion sur le bassin versant de la Mosson.

Le Plan de gestion Lez/Mosson et principaux affluents de 2006 est actuellement coordonné sur le bassin versant de façon globale et cohérente par le SYBLE en complément du Plan de gestion de la Communauté de communes du Grand Pic Saint Loup couvrant le nord du bassin versant.

Le SYBLE propose aux communes ou à leurs groupements compétents une assistance technique pour la mise en œuvre et le suivi des travaux du Plan de gestion défini dans le cadre d'une convention. Cette convention (sans contrepartie financière) précise les engagements réciproques du SYBLE et de la commune (ou du groupement compétent) pour la mise en œuvre et le suivi des travaux du plan de gestion Lez/Mosson et principaux affluents.

Nous proposons au Conseil municipal la signature de la convention d'assistance technique relative à la mise œuvre et au suivi des travaux du Plan de Gestion Lez/Mosson et principaux affluents avec le SYBLE.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver le projet de convention d'assistance technique relative à la mise en œuvre et au suivi des travaux du Plan de gestion Lez-Mosson et principaux affluents avec le SYBLE,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10 mai 2011**

## Séance publique du lundi 9 mai 2011

Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Amaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETTOUT, Francis VIGUIE.

## Approbation des conventions spécifiques de partenariat "Politique de la Ville et Solidarité" entre la Ville de Montpellier, ERDF Montpellier Hérault, l'association le Passe Muraille et la Mission Locale Jeunes d'Agglomération : Exercice 2011

Au nom de la Commission, Serge FLEURENCE rapporte :

Par délibération en date du 28 mars 2011, le conseil municipal a approuvé la convention de partenariat avec ERDF Montpellier Hérault relative aux actions « Politique de la Ville et Solidarité » pour l'exercice 2011, et ce conformément aux dispositions prévues par l'avenant n°2 de la convention de partenariat avec ERDF pour la période 2011-2015 ayant fait l'objet d'une délibération en date du 8 novembre 2010.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier et ERDF Montpellier Hérault ont décidé de soutenir différentes actions proposées par des structures ayant répondu à l'appel à projet 2011 du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) dont :

- la mise en œuvre de « chantiers citoyens » par l'association Le Passe Muraille,
- le développement d'une « action visant à favoriser l'accès à l'emploi des Jeunes » par la Mission Locale Jeunes d'Agglomération de Montpellier,
- une action de médiation sociale dont l'intervenant devait être désigné ultérieurement.

Afin de permettre la réalisation de ces différentes actions, la Ville de Montpellier, dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS), s'est engagée par délibération en date du 28 mars 2011 à cofinancer à hauteur de 5 000 € la mise en œuvre des chantiers citoyens et 2 000 € pour l'action proposée par la Mission Locale Jeunes.

En complémentarité, la Ville de Montpellier s'est engagée, pour ces deux actions, à sensibiliser et mobiliser d'autres partenaires financiers, dont l'Etat et le Conseil Général de l'Hérault, à hauteur de 50 % du montant global des actions conformément aux termes de l'article 3 de l'avenant n°2 de la convention de partenariat signée en 2006.

Concernant la troisième action, la « médiation sociale », et considérant qu'au titre de la mise en œuvre des chantiers citoyens, l'association le Passe Muraille a proposé une action complémentaire de sensibilisation et de mobilisation citoyenne permettant la valorisation et l'appropriation du cadre de vie, ERDF s'est engagée à mobiliser une enveloppe de co-financement complémentaire de 7 500 € au bénéfice de cette structure.

Afin de préciser les objectifs ainsi que le contenu prévisionnel de ces différentes actions, deux conventions spécifiques de partenariat ont été établis selon les modalités déclinées ci-après :

**Une convention spécifique entre la Ville de Montpellier, ERDF Montpellier Hérault et l'association le Passe Muraille relative à la mise en œuvre de chantiers citoyens, y compris l'action de médiation sociale :**

Au titre de cette action, seront réalisés cinq sessions de « chantiers citoyens » d'une durée de 12 jours chacun. Pour chaque session, six jeunes en moyenne seront bénéficiaires de l'action.

L'association Le Passe Muraille sera la structure intervenante pour suivre et encadrer ces jeunes pendant la durée des ces chantiers citoyens.

En termes de supports d'intervention, seront pris en charge le nettoyage de postes de distribution publique d'électricité situés sur le domaine public et implantés sur le territoire de la commune de Montpellier incluant le nettoyage aux abords des postes, l'enlèvement des tags et affichages sauvages.

Plus spécifiquement, seront aussi réalisées deux fresques minimum (en partenariat avec un artiste spécialisé proposé par l'association Le Passe Muraille) sur des postes de transformation repérés comme prioritaires dans le cadre de l'avenant n°2 à la convention de partenariat 2006-2020 entre la Ville de Montpellier et ERDF.

Le choix des postes de transformation retenus sera effectué en concertation entre la Ville de Montpellier et ERDF.

En complémentarité, la Ville de Montpellier proposera des supports d'interventions sur des équipements municipaux au titre de la mise en œuvre de ces chantiers citoyens. Des supports identifiés en partenariat entre l'association le Passe Muraille et la TAM pourront aussi être proposés au titre de cette action.

Le déroulement prévisionnel de chaque session de douze jours chacune est le suivant :

- Neufs journées de chantiers s'appuyant sur différents supports proposés par ERDF Montpellier Hérault, la Ville de Montpellier et la TAM.
- Trois journées dédiées à des ateliers éducatifs et une action de médiation sociale.

Au titre de l'action spécifique de médiation sociale, différents ateliers éducatifs seront mis en œuvre sur chaque session de chantier citoyen autour des thématiques suivantes :

- mobilité et environnement urbain animé par la TAM ;
- sécurité, technique et métiers autour de l'énergie animé par ERDF ;
- prévention des addictions animé par la Maison de la Prévention Santé de la Ville ;
- le code de la route et le savoir vivre ensemble animé par la maison de la sécurité routière ;
- la valorisation de l'expérience du chantier dans la recherche d'emploi animé par la Mission Locale Jeunes de l'Agglomération de Montpellier.

En complémentarité et en amont des interventions sur les différents supports (dont les postes de distribution électriques), des prises de contacts seront organisées auprès de différents acteurs intervenant sur le territoire concerné : associations, gestionnaires d'équipements, etc.

Au total, ERDF s'est donc engagé à mobiliser une enveloppe globale de co-financement de 37 500 €, 30 000 € au titre de la réalisation des chantiers et 7 500 € pour l'action complémentaire de médiation sociale.

**Une convention de partenariat Ville de Montpellier, ERDF Montpellier Hérault et l'association Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier relative à la mise en œuvre d'une action relative à l'accès à l'emploi des jeunes sur les quartiers Petit-Bard et Cévennes**

Au titre de cette action, seront organisées des opérations de plusieurs types dont la sensibilisation et la connaissance des avantages et contraintes des métiers, le recrutement, les techniques de Recherche d'Emploi (TRE), des visites d'entreprise et la participation à l'organisation de Forums Emploi.

A ce titre, ERDF participera à certaines opérations déclinées ci-avant qui seront préparées et définies entre la MLJAM et ERDF en lien avec la Ville de Montpellier.

Par ailleurs, dans le cadre des permanences animées par la MLJAM sur les quartiers concernés (Petit-Bard et Cévennes) ainsi que par l'intermédiaire du suivi de parcours de Jeunes mis en œuvre par celle-ci, un repérage ainsi qu'un accompagnement de jeunes susceptibles de postuler à des offres d'emploi ou de formations en alternance proposées par ERDF sera mis en place.

Dans ce cadre, la MLJAM pourra mobiliser l'ensemble des outils et ressources dont elle dispose en lien avec les partenaires locaux de l'emploi, de la formation et de l'insertion.

Parmi les publics « ciblés », un des objectifs est de permettre à certains jeunes ayant bénéficié de « Chantiers citoyens », dont la MLJAM est partenaire, d'être accompagnés au titre de cette action.

ERDF s'est engagé à mobiliser une enveloppe, également, de 7 500 € de co-financement pour cette action.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de prendre acte de l'attribution de la somme de 7 500 € par ERDF au titre d'une action spécifique de médiation sociale, rattachée à l'action de chantiers citoyens, par l'association Le Passe Muraille ;
- d'approuver les deux conventions spécifiques de partenariat ci-jointes entre la Ville de Montpellier, ERDF Montpellier Hérault et l'Association le Passe Muraille pour la mise en œuvre de chantiers citoyens d'une part, et d'autre part entre la Ville de Montpellier, ERDF Montpellier Hérault et l'Association Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier pour la mise en œuvre d'une action relative à l'accès à l'emploi des jeunes sur les quartiers Petit-Bard et Cévennes ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10 mai 2011**

## Séance publique du lundi 9 mai 2011

Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## Aménagement et entretien des espaces verts Autorisation de signer les marchés

Au nom de la Commission, Serge FLEURENCE rapporte :

Le présent dossier a pour objet l'appel d'offres pour l'aménagement et l'entretien des espaces verts de la Ville de Montpellier. Il est établi pour l'année 2011 et renouvelable deux fois maximum par expresse reconduction.

### 1. Présentation du marché :

Il s'agit d'un marché à bons de commande :

Lot	Montant minimum	Montant maximum
1 - Montpellier Centre	100 000 € HT	300 000 € HT
2 - Port Marianne	100 000 € HT	450 000 € HT
3 - Près d'Arènes	50 000 € HT	300 000 € HT
4 - Croix d'Argent	100 000 € HT	300 000 € HT
5 - Cévennes	100 000 € HT	400 000 € HT
6 - Mosson	100 000 € HT	300 000 € HT
7 - Hôpitaux-Facultés	100 000 € HT	300 000 € HT
<b>ESTIMATION - <u>année 1</u></b>	<b>650 000 € HT</b>	<b>2 350 000 € HT</b>
<b>ESTIMATION - <u>sur la durée du marché</u></b>	<b>1 950 000 € HT</b>	<b>7 050 000 € HT</b>

### 2. Financement au budget primitif :

Service des Espaces verts, sur la section fonctionnement :

OPERATION	NATURE	FONCTION
2260	61521	928231

3. Rappel de la procédure :

La date limite de remise des offres a été fixée au 28 mars 2011 à 17h00.

L'ouverture des plis a eu lieu le 29 mars 2011.

Après l'analyse du mémoire technique et l'analyse financière des offres, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 19 avril 2011, a retenu les candidats suivants :

Lot 1 - Quartier Centre : entreprise Sarivière

Lot 2 - Quartier Port-Marianne : entreprise BRL Espaces Naturels

Lot 3 - Quartier Près d'Arènes : entreprise Pousse-Clanet ;

Lot 4 - Quartier Croix d'Argent : entreprise Sarivière ;

Lot 5 - Quartier Cévennes : entreprise Sarivière ;

Lot 6 - Quartier Mosson : entreprise Sarivière ;

Lot 7 - Quartier Hôpitaux-Facultés : entreprise Sarivière.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire et notamment les marchés avec les entreprises adjudicataires pour chaque lot.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10 mai 2011**



## **Séance publique du lundi 9 mai 2011**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213401722-20110509-0000044709-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/05/2011

Réception en Préfecture : 12/05/2011

**Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

### **Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### **Absents :**

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## **« Commission Jeunesse – Ville Etudiante » 82ème congrès de l'Union Nationale des Etudiants de France (UNEF) Attribution de subvention 2011**

Au nom de la Commission, Michel PASSET rapporte :

Dans le cadre des actions d'engagement citoyen du programme de réussite éducative, la Ville de Montpellier, par l'intermédiaire de son Service Jeunesse et Sports, soutient les rencontres nationales qui ont pour vocation de répondre aux aspirations des jeunes, de permettre la démocratisation de l'enseignement supérieur et de faire reculer la précarité du milieu étudiant.

Montpellier, Ville universitaire depuis le XIIème siècle, est la Ville d'accueil du 82<sup>ème</sup> congrès de l'Union Nationale des Etudiants de France, temps fort de débat et de mise en perspective pour la jeunesse.

Ces rencontres se tiennent tous les 2 ans et rassemblent près d'un millier de délégués étudiants, militants, dirigeants associatifs et syndicaux, élus étudiants, des personnalités universitaires, des intellectuels venus de toute la France ainsi que de nombreuses organisations étudiantes internationales.

Cette année, les tables rondes portaient sur :

- Génération sacrifiée : pas de fatalité !
- Statut social de la jeunesse : investissement d'avenir
- Remettre l'étudiant au cœur de l'université
- La jeunesse motrice du changement social et démocratique.

Et les ateliers traitaient des sujets suivants :

- Sortir de l'urgence pour construire l'université de demain
- L'UNEF, engagée pour l'égalité républicaine
- Permettre la mise en sécurité sociale de tous les étudiants

L'élection du nouveau président de l'UNEF s'effectue dans le cadre de ce congrès.

Afin d'apporter le soutien de la Ville de Montpellier à ces rencontres du 6 au 11 avril, il est proposé d'aider l'UNEF (code association n°586) pour cette manifestation, en lui attribuant une subvention de **10 000€** qui sera prélevée sur les crédits inscrits à la « commission Jeunesse - Ville Etudiante » au budget 2011 (nature 6574, chapitre 924, LC 1937), dont le disponible sur enveloppe est de 38 720€.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2011 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de **10 000 €** ;
- D'approuver la convention annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer la convention et tout document relatif à cette affaire. »

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10 mai 2011**

## Séance publique du lundi 9 mai 2011

Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Amand JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## Transfert de la labellisation « Point Information Jeunesse » du Bus Info Jeunes à l'Espace Montpellier Jeunesse à compter du 1 juin 2011

Au nom de la Commission, Michel PASSET rapporte :

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative et de solidarité, la Ville de Montpellier, par délibération du 9 février 2009, avait accepté de passer une convention avec la DRDJS (ex DRJSCS) afin de labelliser le Bus Info Jeunes en Point Information Jeunesse (PIJ).

La labellisation PIJ s'inscrit dans une démarche « qualité des services de l'information jeunesse » initiée par le ministère chargé de la jeunesse et permet d'avoir accès librement et gratuitement à un fonds documentaire particulièrement riche dans les domaines de la formation, de l'emploi, des projets, des loisirs et de l'international.

En raison de la mise en place par la ville des nouvelles missions des Maisons Pour Tous, il nous semble plus opportun, dans un souci d'une meilleure diffusion de l'information des services et des dispositifs à destination des jeunes sur l'ensemble du territoire, de transférer les actions du Bus Info jeunes dans les Maisons Pour Tous.

Aussi afin de conserver cette labellisation et de continuer à être destinataire du fonds documentaire il est envisagé de transférer le PIJ du Bus Info Jeunes à l'Espace Montpellier Jeunesse, à compter du 1 juin 2011.

### En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- d'accepter de signer la convention ci-joint annexée avec la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale du Languedoc Roussillon;
- d'autoriser Mme le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 10 mai 2011

## Séance publique du lundi 9 mai 2011

Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## Concession d'exploitation du domaine public Buvette du Théâtre Jean Vilar Appel à candidatures Désignation du candidat

Au nom de la Commission, Marc DUFOUR rapporte :

Par délibération N°2011/51 en date du 7 février 2011, la Ville a décidé de lancer un appel à candidatures afin de désigner un nouveau concessionnaire au bar-restaurant du Théâtre Jean Vilar, dont le précédent concessionnaire avait souhaité, pour raisons personnelles résilier la convention.

Après examen de l'unique candidature, le Groupe de Travail Exceptionnel des Affaires Commerciales, réuni le 21 mars dernier, a proposé de confier l'exploitation de ce lieu à la S.A.S « La Pratique », dont la gérante est Melle Caroline Poitevin, moyennant une redevance annuelle de 1080 €, réévaluée de 3% au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, conformément aux termes de la convention.

Après examen de cette affaire, il vous est donc proposé :

- De désigner la candidate précitée en tant qu'exploitant du bar-restaurant du Théâtre Jean Vilar à compter du 16 mai 2011, pour une durée de 3 ans, susceptible d'être renouvelée par tacite reconduction pour une durée maximale de 3 ans ;
- D'accepter les termes de la convention d'exploitation du domaine public ci-jointe ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 10 mai 2011

## **Séance publique du lundi 9 mai 2011**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213401722-20110509-0000044712-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/05/2011

Réception en Préfecture : 12/05/2011

**Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

### **Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### **Absents :**

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## **Office du tourisme de Montpellier classement en catégorie 4 étoiles**

Au nom de la Commission, Marc DUFOUR rapporte :

L'office du tourisme a été classé une nouvelle fois 4 étoiles par arrêté préfectoral en date du 25 juillet 2005 et ce pour une durée de 5 ans. En attendant la nouvelle grille de classement national, et après avis favorable de l'Union Départementale des Offices de Tourisme et Syndicats d'Initiatives de l'Hérault ce classement a été prorogé jusqu'en 2011.

Le nouvel arrêté de du 12 novembre 2010 présentant les nouveaux critères de classement ne rentrant en vigueur qu'en 2014 la demande de reclassement de l'office de tourisme se fera sur la base de l'ancienne grille.

Conformément à ces textes la demande de classement doit obligatoirement faire l'objet d'une délibération du Conseil Municipal, précisant la catégorie de classement demandé.

Il est donc proposé que le classement de l'Office du Tourisme de Montpellier soit à nouveau sollicité en catégorie 4 étoiles qui est la sienne actuellement.

La demande de classement doit être formulée par la municipalité ce qui nous permet de mieux ajuster les financements nécessaires pour assurer les missions d'accueil, d'information et de promotion qui sont dévolues à cette structure. Une augmentation de la subvention a notamment été votée pour assurer l'ouverture en continu le dimanche.

Ce reclassement doit permettre à notre office de tourisme d'offrir le meilleur accueil qui soit à ses visiteurs et à la population locale en proposant des services de grande qualité comparables à ceux offerts par les offices de tourisme 4 étoiles de l'ensemble du territoire.

Depuis dix ans les critères de classement 4 étoiles tiennent compte de l'obtention de la certification NF service 'Office de Tourisme', certification obtenue pour la première fois en 2002 (pour le service d'accueil /information) et reconduite après audit chaque 2 ans.

Précisons enfin la révision de la norme NFX 50-730 qui depuis 2010 est élargie à l'ensemble de nos activités ; un dernier audit en date des 29 et 30 avril 2010 nous accorde la certification pour les activités

d'accueil/information, de promotion/communication, de production/commercialisation et pour la boutique (caisse) pour une durée de 3 années supplémentaires.

Cette décision marque notre action volontaire et continue en faveur du développement du tourisme, l'office du tourisme agissant au nom de la cité et ayant fêté son 100<sup>ème</sup> anniversaire le 14 juin 2009.

**Après examen il vous est proposé :**

- de formuler un avis favorable au classement en catégorie quatre étoiles de l'Office du Tourisme de Montpellier en vertu des dispositions du décret du 16 décembre 1998 relatif au classement des offices du tourisme ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10 mai 2011**

## Séance publique du lundi 9 mai 2011

Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## Attribution de subvention complémentaire à diverses associations oeuvrant dans le champ de l'aide alimentaire

Au nom de la Commission, Annie BENEZECH rapporte :

Avec la crise, la précarité ne cesse d'augmenter.

Depuis 2 ans maintenant, lors des vœux à la population, la Ville de Montpellier a remplacé le traditionnel buffet de petits fours par une collation de vins et chocolats chauds, afin de redistribuer cette enveloppe protocolaire en direction des associations intervenant dans le domaine de l'aide alimentaire.

La Ville rencontre quotidiennement un grand nombre d'associations agissant au plus près des publics en difficulté et souhaite les aider afin qu'elles puissent mener à bien leurs actions.

Dans le cadre de sa politique de solidarité et de lutte contre l'exclusion, la Ville propose donc d'attribuer, sur la base des économies réalisées, soit 50 500 euros, les subvention suivantes :

Associations	Propositions
Banque Alimentaire	8 500 €
Croix Rouge Française	1 000 €
Initiative Solidarité Situations Urgence Sociale	4 000 €
Restaurants du Cœur	6 000 €
Secours Catholique	8 000 €
Secours Populaire Français	8 000 €
Société Saint Vincent de Paul	6 000 €
Avitarelle	3 000 €
A Cœur Ouvert	2 000 €
Le Refuge	2 000 €
Solidarités Dom Tom	2 000 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'attribuer les montants des subventions ci-dessus ;
- de prélever cette somme sur les crédits au BP 2011 (6574/925201) ;
- d'autoriser Mme le Maire, ou à défaut l'Adjointe Déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

The image shows the official circular seal of the Municipality of Montpellier, featuring a central emblem and the text 'MAIRIE DE MONTPELLIER' and '(Hérault)'. Overlaid on the seal is a handwritten signature in black ink.

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10 mai 2011**



## Séance publique du lundi 9 mai 2011

Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHGA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Amaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETTOUT, Francis VIGUIE.

## Foncier Acquisition Propriété BOURRAT rue Pierre Fermaud

Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

Dans le cadre du projet d'aménagement prévu sur l'emprise du square Coursindiel, parcelle IZ 408, la Ville de Montpellier souhaite acquérir auprès de Monsieur BOURRAT les droits affectés à la parcelle voisine cadastrée IZ 415, rue Saint-Etienne, nouvellement cadastrée IZ 743 et IZ 742.

Par l'acquisition des droits affectés à la parcelle IZ 415, la Ville devient propriétaire de la totalité des droits sur l'emprise située en bordure de sa propre propriété cadastrée IZ 408.

Ainsi, la Ville devient seule propriétaire de la parcelle nouvellement cadastrée IZ 743, et peut intégrer cette emprise dans un projet global.

Le montant du dédommagement a été fixé à 10 €/m<sup>2</sup>, ce qui représente un montant total de 2 880 € pour une superficie de 288 m<sup>2</sup>.

La Ville prendra à sa charge tous les frais liés à ce transfert de droits, les frais de géomètre et les frais de notaire.

L'office notarial de Baillargues sera chargé de rédiger l'acte de transfert des droits acquis, aux frais de la Ville, acquéreur.

### Après étude de cette affaire, il est proposé au Conseil municipal :

- d'acquérir auprès de Mr BOURRAT les droits affectés à la parcelle cadastrée IZ 415, rue Saint-Etienne, nouvellement cadastrée IZ 743 et IZ 742 pour un montant total de 2 880 €, soit 10 €/m<sup>2</sup>, pour une superficie totale de 288 m<sup>2</sup>,

- de confier la rédaction de l'acte de transfert des droits à l'étude notariale de Baillargues,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

A circular official stamp of the Municipality of Montpellier (Hérault). The stamp features a central emblem with a sun and a star, surrounded by the text "MAIRIE de MONTPELLIER" and "(Hérault)". A handwritten signature is written over the stamp.

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10 mai 2011**

## **Séance publique du lundi 9 mai 2011**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213401722-20110509-0000044715-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/05/2011

Réception en Préfecture : 12/05/2011

**Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

### **Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### **Absents :**

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## **Foncier Elargissement Avenue du Pont Trinquat Propriété Boze et Ribière**

Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

A l'occasion de l'instruction d'une déclaration préalable (D.P.) sur la parcelle DN 67 située 1388 avenue du Pont Trinquat, la Ville a fait part aux propriétaires du projet d'élargissement de l'avenue du Pont Trinquat (opération C 11 du PLU).

Il s'avère en effet qu'au droit de cette parcelle, il n'y a aucun trottoir ni cheminement piéton.

Les propriétaires, Madame Boze et Monsieur Ribière sont tout à fait favorables à la cession d'une emprise de terrain de 17 m<sup>2</sup>, nouvellement cadastrée DN 513 (11m<sup>2</sup>) et DN 514 (6m<sup>2</sup>).

Cette cession aura lieu à l'euro symbolique. En compensation, la Ville aura à sa charge les travaux liés à la prise de possession de l'emprise, à savoir le décaissement du talus et la suppression du vieux mur de clôture existant qui s'écroule. De plus, un mur de 0,80 m de hauteur sera réalisé sur tout le linéaire jusqu'à la limite du pilier du portail existant. Ce mur sera laissé en cairons bruts, l'enduit obligatoire coté voie publique restera à la charge des propriétaires.

Les crédits sont disponibles sur la ligne budgétaire « travaux suite acquisition » TS 26400.

La rédaction de l'acte notarié sera confiée à Maître Patrick Villemin, notaire à Montpellier, désigné par les propriétaires.

### **Après étude de cette affaire, il est proposé :**

- l'acquisition à l'euro symbolique, d'une emprise de terrain de 17 m<sup>2</sup> cadastrée DN 513 et DN 514 avenue du Pont Trinquat pour réalisation d'un trottoir en bordure de voie, en compensation de travaux qui seront à la charge de la Ville,

- la saisine de Maître Patrick Villemin, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville,
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10 mai 2011**

## Séance publique du lundi 9 mai 2011

Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## Foncier Elargissement rue Croix de Figuerolles OGEC les Jonquilles

Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

Le groupe scolaire composé du collège Sainte Marie et de l'école les Jonquilles, situé rue de la Croix de Figuerolles a acquis en novembre 2007 deux parcelles cadastrées IV 73 et IV 74 situées rue de la Croix de Figuerolles, qui sont frappées d'alignement au niveau des deux bâtis construits en bordure de voie actuelle.

Il s'agit d'une emprise de 180 m<sup>2</sup> environ, à extraire des parcelles IV 73 et IV 74, sur laquelle se situent une maison R+1 pour 95 m<sup>2</sup> environ de construction ancienne et vétuste, et un garage en toit terrasse. Les bâtis ont été murés par l'Association pour éviter tout squat.

L'association « OGEC Sainte Marie Les Jonquilles », propriétaire du bien, propose à la Ville l'acquisition de cette emprise concernée par le projet d'élargissement de la voie. En effet, ce tronçon de voirie est très dangereux pour les piétons, d'autant plus qu'il s'agit d'un secteur « scolaire » où circulent plus de 800 élèves,

Après avoir démoli des bâtis existants, la Ville a prévu un aménagement global du domaine public dans le cadre du programme « sécurité écoles ».

Après négociations, un accord a été obtenu à **70 000 euros**, montant compatible avec l'estimation des services fiscaux. La Ville prendra également à sa charge le coût de la démolition des bâtis et l'aménagement de l'espace public ainsi libéré.

### Après étude de cette affaire, il est proposé au conseil municipal :

- l'acquisition d'une emprise de 180 m<sup>2</sup> environ, à extraire de la propriété de l'OGEC les Jonquilles, pour l'élargissement de la rue et du trottoir, au prix de 70 000 euros, montant compatible avec l'estimation des services fiscaux,

- l'autorisation de déposer un permis de démolir pour l'ensemble des bâtis concernés par le projet d'élargissement de la voie,
- la saisine de Maître Tzelepoglou, notaire à Castries, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville, acquéreur,
- d'autoriser Madame Le Maire, ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

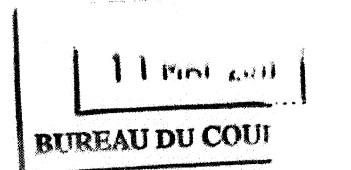
**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

The image shows the official circular seal of the Municipality of Montpellier, Hérault. The seal features a central emblem with a sun and a tree, surrounded by the text "MAIRIE de MONTPELLIER" and "(Hérault)". Overlaid on the seal is a handwritten signature in black ink.

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10 mai 2011**

## Séance publique du lundi 9 mai 2011



Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETTOUT, Francis VIGUIE.

## ZAC des Grisettes (3ème tranche ) Agrément de candidature SAS Pierres Occitanes lot 1B1

Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

La ZAC des Grisettes a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway. D'une superficie de 20 ha environ, cette opération est située au sud ouest de la ville, entre l'avenue du Colonel Pavelet et l'agri-parc du Mas Nouguier. Dans un souci de mixité urbaine, ce nouveau quartier prévoit la construction d'environ 1500 logements sous forme d'habitats collectifs diversifiés accompagnés de commerces et de bureaux.

La société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC des Grisettes par délibération du 6 novembre 2006 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de SAS PIERRES OCCITANES en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation de logements collectifs dans cette ZAC.

**Dénomination du candidat :** SAS PIERRES OCCITANES  
C/PRAGMA  
Immeuble Etoile Richter  
80, place Ernest Granier  
CS 19501  
34960 MONTPELLIER cedex 2

**Localisation :** ZAC des Grisettes (3<sup>ème</sup> tranche)  
Lot n°1B1

**Parcelle cadastrée :** Section EK n°285p

**Surface du lot :** 3256 m<sup>2</sup>  
**Nature du projet :** 88 logements collectifs  
**SHON envisagée :** 6300 m<sup>2</sup>  
**SHON maximale autorisée :** 6600 m<sup>2</sup>

La SERM précise que la candidature de SAS PIERRES OCCITANES prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la candidature de SAS PIERRES OCCITANES pour la construction de logements collectifs sur le lot 1B1 de la 3<sup>ème</sup> tranche ZAC des Grisettes,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire

**Le Conseil adopte.**

Pour ~~signature~~ conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
(Maire)

Publiée le : 10 mai 2011

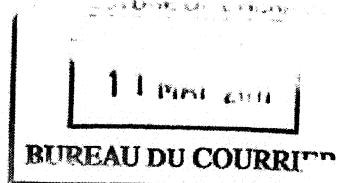




Direction Aménagement  
Programmation  
Formes urbaines

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2011 / 199

## Séance publique du lundi 9 mai 2011



Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOLI, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## ZAC DES GRISETTES (3ème tranche) Agrément de candidature MONNE -DECROIX Promotion lot 1 B2

Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

La ZAC des Grisettes a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway. D'une superficie de 20 ha environ, cette opération est située au sud ouest de la ville, entre l'avenue du Colonel Pavelet et l'agri-parc du Mas Nouguier. Dans un souci de mixité urbaine, ce nouveau quartier prévoit la construction d'environ 1500 logements sous forme d'habitats collectifs diversifiés accompagnés de commerces et de bureaux.

La société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC des Grisettes par délibération du 6 novembre 2006 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de SAS MONNE-DECROIX Promotion en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation de logements collectifs dans cette ZAC.

Dénomination du candidat : SAS MONNE-DECROIX Promotion  
78, Chemin des Sept Deniers  
Bâtiment 6  
31200 TOULOUSE

Localisation : ZAC des Grisettes (3<sup>ème</sup> tranche)  
Lot n°1B2

Parcelle cadastrée : Section EK n°285p

**Surface du lot :** 1585 m<sup>2</sup>  
**Nature du projet :** 46 logements collectifs  
**SHON envisagée :** 3200 m<sup>2</sup>  
**SHON maximale autorisée :** 3360 m<sup>2</sup>

La SERM précise que la candidature de SAS MONNE-DECROIX Promotion prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la candidature de SAS MONNE-DECROIX Promotion pour la construction de logements collectifs sur le lot 1 B2 de la 3<sup>ème</sup> tranche ZAC des Grisettes,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire

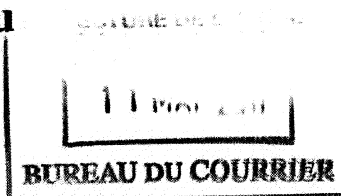
**Le Conseil adopte.**

Pour ~~extraire~~ conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Maire

Publiée le : 10 mai 2011

## Séance publique du lundi 9 mai 2011



Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHGA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## ZAC Port Marianne – Jacques Cœur Agrément de candidature SAS PIERRES OCCITANES (Ilot H « La Mantilla » - Lots volume n° 3, 6, 7, 9, 13, 15 et 17)

Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

La zone d'aménagement concertée (ZAC) Port Marianne – Jacques Cœur se situe dans le secteur est de Montpellier, sur la rive gauche du Lez. Elle est limitée à l'est par l'avenue Raymond Dugrand, à l'ouest par le Lez, au sud par la future avenue Théroigne de Méricourt, et au nord par l'avenue Marie de Montpellier.

A l'instar des quartiers voisins Richter, Consuls de Mer ou Parc Marianne, cette opération à vocation principale d'habitat s'inscrit dans la politique de rééquilibrage de l'agglomération vers l'est et participe au renforcement de la rencontre entre la ville et son fleuve.

Totalisant environ 1500 logements à terme et proposant également des locaux de bureaux, de commerces et d'activités diversifiées, sa conception architecturale a été confiée à la SARL Archimède.

La première tranche de l'opération située au nord du bassin Jacques Cœur est désormais achevée. La réalisation de cette première phase, dont le lancement a été acté par le Conseil municipal le 24 juillet 1995, a été confiée à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) dans le cadre d'un traité de concession signé en février 1997. Une procédure d'extension de cette opération sur la partie située au sud du bassin Jacques Cœur a été décidée par une délibération du Conseil municipal du 31 mars 2004 et les aménagements et équipements de cette extension ont également été confiés à la SERM dans le cadre d'une convention publique d'aménagement approuvée par délibération du 7 octobre 2004.

Dans ce contexte, la SERM propose, conformément à la convention publique d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de la SAS Pierres Occitanes en vue de la cession d'un volume de l'îlot H afin de permettre la réalisation de la dernière opération sur ce quartier.

- Dénomination du candidat : SAS Pierres Occitanes C°/PRAGMA  
Immeuble Etoile Richter

45 place Ernest Granier  
CS 19501  
34960 Montpellier CEDEX 2

- Localisation : Ilot H « La Mantilla »  
ZAC Port Marianne -Jacques Cœur
- Parcelles cadastrées : Section SB n<sup>os</sup> 121, 123a, 132a, 134a et 137a  
d'une superficie totale de 8 658 m<sup>2</sup>
- Lots volume : n<sup>o</sup> 3, 6, 7, 9, 13, 15 et 17
- Nature du projet : 128 logements collectifs et 63 logements collectifs sociaux
- SHON : Surface envisagée : 13 666 m<sup>2</sup>  
dont :
  - 1 250 m<sup>2</sup> SHON en accession aidée
  - 7 321 m<sup>2</sup> SHON en accession libre
  - 5 095 m<sup>2</sup> SHON en logement socialSurface maximale constructible : 14 340 m<sup>2</sup>

La SERM précise que la candidature de la SAS Pierres Occitanes prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

**En conséquence, il vous est proposé :**

- d'approuver la candidature de SAS Pierres Occitanes pour la réalisation d'une opération mixte sur les lots volume n<sup>o</sup> 3, 6, 7, 9, 13, 15, et 17 de l'îlot H de la ZAC Port Marianne – Jacques Cœur,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Publiée le : 10 mai 2011**

Pour extrait conforme,  
Madame le Maire  
  
Elène MANDROUX

## Séance publique du lundi 9 mai 2011

BUREAU DU COURRIER

Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## ZAC Port Marianne – Jacques Cœur Agrément de candidature Bouygues Immobilier (Ilot H « La Mantilla » - Lots volume n° 4, 5, 8, 14, 16 et 19)

Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

La zone d'aménagement concertée (ZAC) Port Marianne – Jacques Cœur se situe dans le secteur est de Montpellier, sur la rive gauche du Lez. Elle est limitée à l'est par l'avenue Raymond Dugrand, à l'ouest par le Lez, au sud par la future avenue Théroigne de Méricourt, et au nord par l'avenue Marie de Montpellier.

A l'instar des quartiers voisins Richter, Consuls de Mer ou Parc Marianne, cette opération à vocation principale d'habitat s'inscrit dans la politique de rééquilibrage de l'agglomération vers l'est et participe au renforcement de la rencontre entre la ville et son fleuve.

Totalisant environ 1500 logements à terme et proposant également des locaux de bureaux, de commerces et d'activités diversifiées, sa conception architecturale a été confiée à la SARL Archimède.

La première tranche de l'opération située au nord du bassin Jacques Cœur est désormais achevée. La réalisation de cette première phase, dont le lancement a été acté par le Conseil municipal le 24 juillet 1995, a été confiée à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) dans le cadre d'un traité de concession signé en février 1997. Une procédure d'extension de cette opération sur la partie située au sud du bassin Jacques Cœur a été décidée par une délibération du Conseil municipal du 31 mars 2004 et les aménagements et équipements de cette extension ont également été confiés à la SERM dans le cadre d'une convention publique d'aménagement approuvée par délibération du 7 octobre 2004.

Dans ce contexte, la SERM propose, conformément à la convention publique d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de Bouygues Immobilier en vue de la cession d'un volume de l'îlot H afin de permettre la réalisation de la dernière opération sur ce quartier.

- Dénomination du candidat : Bouygues Immobilier  
Immeuble Etoile Richter  
58, avenue Marie de Montpellier

CS 59514  
34960 Montpellier CEDEX 2

- Localisation : Ilot H « La Mantilla »  
ZAC Port Marianne -Jacques Cœur
- Parcelles cadastrées : Section SB n°s 121, 123a, 132a, 134a et 137a  
d'une superficie totale de 8 658 m<sup>2</sup>
- Lots volume : n° 4, 5, 8, 14, 16 et 19
- Nature du projet : 94 logements collectifs  
124 logements collectifs en résidence étudiants  
Locaux à usage de bureaux
- SHON : Surface envisagée : 13 826 m<sup>2</sup>  
dont
  - 1 300 m<sup>2</sup> SHON en accession aidée
  - 5 556 m<sup>2</sup> SHON en accession libre
  - 3 402 m<sup>2</sup> SHON en logements étudiants
  - 3 568 m<sup>2</sup> SHON de bureauxSurface maximale constructible : 14 510 m<sup>2</sup>

La SERM précise que la candidature de Bouygues Immobilier prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

**En conséquence, il vous est proposé :**

- d'approuver la candidature de Bouygues Immobilier pour la réalisation d'une opération mixte sur les lots volume n° 4, 5, 8, 14, 16 et 19 de l'îlot H de la ZAC Port Marianne – Jacques Cœur,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

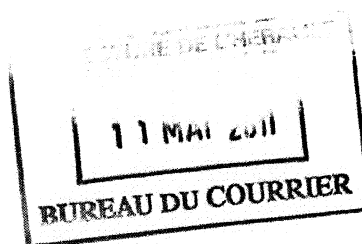
**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme,  
Madame le Maire



**Publiée le : 10 mai 2011**

## Séance publique du lundi 9 mai 2011



Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGE-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAQUI, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETTOUT, Francis VIGUIE.

## ZAC Port Marianne – Jacques Cœur Agrément de candidature SCI La Mantilla Commerces (Ilot H « La Mantilla » - Lots volumes n° 10, 11, 12 et 18)

Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

La zone d'aménagement concertée (ZAC) Port Marianne – Jacques Cœur se situe dans le secteur est de Montpellier, sur la rive gauche du Lez. Elle est limitée à l'est par l'avenue Raymond Dugrand, à l'ouest par le Lez, au sud par la future avenue Théroigne de Méricourt, et au nord par l'avenue Marie de Montpellier.

A l'instar des quartiers voisins Richter, Consuls de Mer ou Parc Marianne, cette opération à vocation principale d'habitat s'inscrit dans la politique de rééquilibrage de l'agglomération vers l'est et participe au renforcement de la rencontre entre la ville et son fleuve.

Totalisant environ 1500 logements à terme et proposant également des locaux de bureaux, de commerces et d'activités diversifiées, sa conception architecturale a été confiée à la SARL Archimède.

La première tranche de l'opération située au nord du bassin Jacques Cœur est désormais achevée. La réalisation de cette première phase, dont le lancement a été acté par le Conseil municipal le 24 juillet 1995, a été confiée à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) dans le cadre d'un traité de concession signé en février 1997. Une procédure d'extension de cette opération sur la partie située au sud du bassin Jacques Cœur a été décidée par une délibération du Conseil municipal du 31 mars 2004 et les aménagements et équipements de cette extension ont également été confiés à la SERM dans le cadre d'une convention publique d'aménagement approuvée par délibération du 7 octobre 2004.

Dans ce contexte, la SERM propose, conformément à la convention publique d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de la SCI La Mantilla Commerces en vue de la cession d'un volume de l'îlot H afin de permettre la réalisation de la dernière opération sur ce quartier.

- Dénomination du candidat : SCI La Mantilla Commerces  
C°/ Urbanisme & Commerce  
Immeuble Ellipse

41 avenue Gambetta  
92400 Courbevoie

- Localisation : Ilot H « La Mantilla »  
ZAC Port Marianne -Jacques Cœur
- Parcelles cadastrées : Section SB n°s 121, 123a, 132a, 134a et 137a  
d'une superficie totale de 8 658 m<sup>2</sup>
- Lots volume : n° 10, 11, 12, et 18
- Nature du projet : locaux à usage de commerces et activités
- SHON : Surface envisagée : 5 883 m<sup>2</sup>  
Surface maximale constructible : 6 150 m<sup>2</sup>

La SERM précise que la candidature de la SCI La Mantilla Commerces prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

**En conséquence, il vous est proposé :**

- d'approuver la candidature de la SCI La Mantilla Commerces pour la réalisation de locaux à usage de commerces et activités sur les lots volume n° 10, 11, 12 et 18 de l'îlot H de la ZAC Port Marianne – Jacques Cœur,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Publiée le : 10 mai 2011**



Pour extrait conforme,  
Madame le Maire

*[Signature]*  
Hélène MANDROUX



## Séance publique du lundi 9 mai 2011

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213401722-20110509-0000044679-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11/05/2011

Réception en Préfecture : 11/05/2011

Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## Opération Grand Cœur Vente à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine du lot 1 de l'immeuble 4 rue Joachim Colbert

Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

La Ville est propriétaire d'un local à usage d'annexe d'une superficie d'environ 20 m<sup>2</sup>, situé au rez-de-chaussée de l'immeuble sis 4 rue Joachim Colbert, cadastré BY 25, et constituant le lot 1 de la copropriété. Ce local a été acquis le 20 mars 1983, par voie de préemption, dans le cadre de l'opération de restructuration de l'îlot Cardinal de Cabrières. Il est inoccupé et sans affectation.

Dans le cadre de l'opération Grand-Cœur la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), propriétaire du solde de l'immeuble ainsi que de la totalité de l'immeuble voisin cadastré BY 28, a un projet de réhabilitation de l'ensemble, avec un logement par niveau (immeubles en R+2) et annexes en rez-de-chaussée, et souhaite donc acquérir le lot 1 pour réaliser cette opération.

Les services fiscaux ont évalué le bien au prix de 8 100 €.

Compte tenu de l'opération de réhabilitation projetée par la SERM dans le cadre de Montpellier Grand Cœur, il paraît donc opportun d'accepter de lui vendre ce local.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'accepter de vendre à la SERM le lot 1 de l'immeuble 4 rue Joachim Colbert au prix de 8 100 €, conforme à l'évaluation des services fiscaux ;
- de confier la rédaction de l'acte authentique au notaire de la SERM ;
- d'inscrire la recette au budget de la Ville ;

- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10 mai 2011**

## Séance publique du lundi 9 mai 2011

**Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

### **Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### **Absents :**

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## **MONTPELLIER GRAND COEUR**

### **Ravalement obligatoire des façades**

### **Attribution de subventions**

Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal sur Grand Coeur, des subventions sont accordées en application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009, du 22 juin 2009 et du 13 décembre 2010.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, les subventions suivantes sont attribuables :

M. ou Mme René RODIER, 4 C rue Pitot	5.052,61 €
M. BONAL ou Mme PLUSCH, 45 rue Chaptal (plafond de la subvention)	4.240,00 €
Syndicat bénévole rue Parlier, 10 rue Parlier (50 % de la subvention)	1.663,50 €
M. et ou Mme Michel BISMUT, 21 rue Tour Gayraud (plafond de la subvention)	1.793,20 €
M. Jean-Pierre BONIFAS, 8 bd. Rabelais	5.258,01 €
Mme Georgette ARBAUD, 18 rue Fontaine Saint Berthomieu	2.331,60 €
CORUM Immobilier syndic du 1 rue du Père Bonnet (50 % de la subvention plafonnée)	5.220,00 €
M. Clair KINCHER / Mme Geneviève KINCHER, 6 rue Gouan	2.497,68 €
M. Mme J.Michel MOLINET, 17 rue Magnol (100 % de la subvention, 2 <sup>e</sup> partie)	1.507,99 €
FONCIA DOMITIA copropriété, 7 rue Nozeran	20.700,00 €
FONCIA DOMITIA copropriété, 5 rue Nozeran	16.650,00 €
Copro Père Fabre S/C syndic SOCICO, 19 rue du Père Fabre	3.484,98 €
Mme Roseline LECOURT, 2 rue Adam de Craponne	1.199,54 €
M. ou Mme J Michel GERAUD, 17 rue Bazille Balard (50 % de la subvention)	995,39 €
Copropriété Le Mansart S/C COGESIM, 10 rue Ernest Michel / 18.20.22.24 rue Meyrueis	32.380,96 €
Copro 13 rue Balard chez TRANSAC (50 % de la subvention)	1.096,36 €
Mlle Christine MASDURAUD, 10 rue Balard	5.557,35 €
Indivision LANDIER, 6 rue Pagès (50 % de la subvention)	2.981,71 €
Mme Léa GARCIA, 11 rue Dom Vaissette	3.214,82 €
Syndic copropriété 3 rue Daru, M. et Mme MEERT	4.923,26 €
O.T.I. syndic copropriété 7 rue Marceau (100 % de la subvention)	7.961,21 €
Mme Séverine HERAN, 59 rue du Faubourg Figuerolles (100 % de la subvention)	833,47 €

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'autoriser le paiement des subventions listées ci-dessus,
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

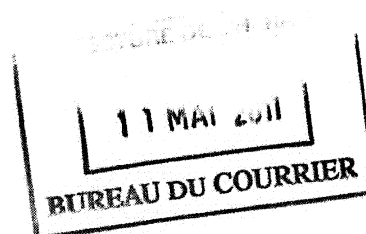
**Pour extrait conforme,  
Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10 mai 2011**

## Séance publique du lundi 9 mai 2011



Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Marine PETTOUT, Francis VIGUIE.

## ZAC Nouveau Saint-Roch Agrément de candidature OC Santé lot 11A

Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

La ZAC Nouveau Saint Roch a été initiée afin de valoriser une friche ferroviaire du centre-ville en réalisant, dans le respect des principes du développement durable, un quartier mixte à vocation dominante d'habitat collectif de qualité (de 1300 à 1500 logements) avec des bureaux et des commerces (de 30 000 à 50 000 m<sup>2</sup> de SHON).

Par ailleurs elle doit également accueillir des équipements publics (parking de 1 500 places environ, un parc urbain de 1,2 ha ...) et privés, hôtel....

Cette ZAC est très bien desservie par les transports publics (la gare St Roch, les 2 lignes de tramways existantes et la réalisation programmée, pour 2012 des 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> lignes).

La société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC Nouveau Saint Roch par délibération du 4 mai 2009 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature d'OC Santé en vue de la cession d'un terrain de cette ZAC permettant la réalisation d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) et d'une résidence de service.

**Dénomination du candidat :** OC Santé  
2bis, rue Marguerite  
BP 1133  
34008 MONTPELLIER

**Localisation :** ZAC Nouveau Saint-Roch  
Lot 11A

**Parcelles cadastrées :** Section EV n°489p et 429p

**Surface du lot :** 1 828 m<sup>2</sup>

**Nature du projet :** Un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) et une résidence de service

**SHON envisagée :** 5 108 m<sup>2</sup>

**SHON maximale autorisée :** 5 500 m<sup>2</sup>

La SERM précise que la candidature d'OC Santé prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la candidature d'OC Santé pour la construction d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) et d'une résidence de service sur le lot 11A de la ZAC Nouveau Saint Roch
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme,

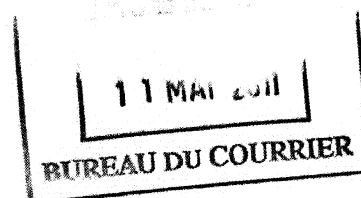
Madame le Maire



Hélène MANDROUX

**Publiée le : 10 mai 2011**

## Séance publique du lundi 9 mai 2011



Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## Zone d'aménagement concerté Port Marianne-Consuls de Mer Protocole d'accord Ville-Consorts AGELOU

Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

Les Consorts AGELOU sont propriétaires de deux parcelles situées 951 avenue du Pont Trinquat et cadastrées DS 557 (terrain nu de 3432 m<sup>2</sup>) et DS 556 (terrain partiellement bâti et arboré de 2000 m<sup>2</sup>).

Ces parcelles sont situées en zone 2U1-1 du plan local d'urbanisme (COS maximal de 1 quelle que soit la destination des immeubles).

La parcelle DS 557 est intégrée dans le périmètre d'extension de la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer, créée par délibération du 24 juillet 2008.

Les Consorts AGELOU, qui avaient des projets de construction à terme sur leur propriété ont initié une première procédure pour excès de pouvoir contre ladite délibération, puis à l'encontre de la signature de la convention publique d'aménagement de la ZAC ainsi que du traité de concession avec la SERM.

Afin de mettre fin à ces contentieux, la Ville a proposé aux Consorts AGELOU un protocole d'accord qui permettra à la Ville de mener à bien son projet urbain conformément aux objectifs de la ZAC, sur un périmètre d'extension réduit, et aux Consorts AGELOU de garder le solde de leur propriété hors ZAC avec la possibilité d'y réaliser ultérieurement une opération en conformité avec les prescriptions du PLU.

Ledit protocole prévoit que :

- Le périmètre de la ZAC sera réduit et que seule une partie de la parcelle DS 557 sera incluse dans le périmètre d'extension, soit une superficie de 1 300 m<sup>2</sup>, telle que définie au plan joint au protocole ;
- Sur cette emprise, sera réalisée (par les Consorts AGELOU ou un tiers constructeur) une opération immobilière conforme aux objectifs de la ZAC, avec une SHON fixée à 3 100 m<sup>2</sup>, et ce avant le 1<sup>er</sup> janvier 2021 (date de la Déclaration d'ouverture de chantier).

- Les Consorts AGELOU s'engagent à régler les participations aux coûts d'équipement de la ZAC, soit un montant de 160 €/m<sup>2</sup> SHON
- Ils s'engagent également dans le cas où ils céderaient ce foncier à un tiers constructeur, à ne pas vendre à un prix supérieur à 290 €/m<sup>2</sup> SHON (correspondant à un prix de 450 €/m<sup>2</sup> SHON participations incluses)
- La Ville s'engage à proposer aux Consorts AGELOU une convention établie conformément aux dispositions des articles L 311-4 et L 311-6 du Code de l'urbanisme, détaillant les prescriptions techniques, architecturales et urbanistiques, ainsi que le montant des participations (160 €/m<sup>2</sup> SHON) au plus tard le 31/12/2014. Dans ce cadre, elle garantit la mise en place d'un droit de passage avec VRD sur la partie de la parcelle DS 557 incluse dans la ZAC afin de permettre le désenclavement de la partie de la propriété AGELOU située hors ZAC ;
- Elle s'engage également à redéfinir le périmètre de la ZAC (en excluant la partie de la parcelle DS 557 non impactée par le projet immobilier décrit ci-dessus conformément au plan annexé au protocole) lors de la première séance du Conseil municipal de l'année 2012 (janvier ou février)
- Elle s'engage à modifier le PLU conformément aux objectifs de la ZAC pour permettre la construction de 3 100 m<sup>2</sup> de SHON sur la partie de la parcelle DS 557 maintenue dans la ZAC, avant le 31 décembre 2013.
- Elle s'engage en outre à ne pas procéder à une nouvelle extension de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer) sur le solde de la parcelle DS 557 et la parcelle DS 556, et à ne pas inclure lesdites parcelles dans une nouvelle ZAC, à ne pas s'en porter acquéreur par voie de préemption ou expropriation, et à maintenir sur ces mêmes parcelles un COS minimum de 1, tel que le prévoit le PLU actuel.

Les Consorts AGELOU s'engagent dès que le protocole sera signé par les parties à se désister de tous les recours engagés.

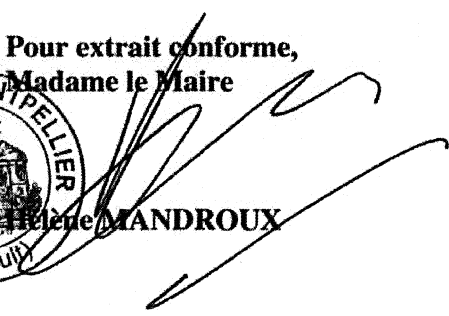

Les parties s'engagent à respecter et faire respecter les termes du protocole en cas de cession des emprises concernées par ledit protocole.

Ce protocole permettra à la Ville de mener à bien son projet urbain sur ce secteur, tout en préservant les intérêts des Consorts AGELOU.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'accepter le présent protocole d'accord entre la Ville et les Consorts AGELOU ;
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme,  
Madame le Maire  
  
Hélène MANDROUX  
  
(Hérault)

**Publiée le : 10 mai 2011**



## Séance publique du lundi 9 mai 2011



Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETTOUT, Francis VIGUIE.

## MONTPELLIER GRAND COEUR

### Opération programmée de l'habitat (OPAH) de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées Gambetta- Figuerolles-Nord Ecusson 2010-2015 Approbation d'un avenant à la convention et d'un nouveau règlement attributif de subventions municipales

Au nom de la Commission, Christian BOUILLE rapporte :

Par délibération de son Conseil municipal n° 2010/216 en date du 14 juin 2010, la Ville de Montpellier a lancé l'opération d'amélioration de l'habitat (OPAH) de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées sur les quartiers Gambetta, Figuerolles et Nord-Ecusson de 2010 à 2015. Par cette délibération, le Conseil municipal a approuvé, d'une part, la convention de mise en œuvre en partenariat avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et Montpellier Agglomération, compétent en matière d'aides à la pierre, et d'autre part le règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de cette OPAH.

Cette OPAH fait suite à celle, déjà ciblée sur les secteurs Gambetta, Clemenceau et Nord-Ecusson, mise en place de 2004 à 2009. En cohérence avec les objectifs de l'opération Grand Cœur que sont la réhabilitation des logements –avec l'enjeu du maintien de la mixité sociale existante, la dynamisation commerciale, la requalification des espaces publics et la valorisation du patrimoine historique, l'OPAH de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées 'Gambetta, Figuerolles, Nord-Ecusson' 2010-2015 vise à soutenir la dynamique de rénovation urbaine initiée qui commence à porter ses fruits dans ces quartiers d'interventions prioritaires.

Les thématiques prioritaires de cette OPAH définies par la Ville et ses partenaires sont la lutte contre l'habitat indigne, la mise aux normes des copropriétés dégradées et la lutte contre la précarité énergétique.

Toutefois, le règlement national de l'ANAH entré en vigueur au 01 janvier 2011 ayant réorienté sensiblement les aides de l'ANAH vers la lutte contre l'habitat indigne et l'aide aux propriétaires occupants, il est nécessaire, par avenant, de mettre en cohérence avec ces nouveaux objectifs la convention de l'OPAH 'Gambetta, Figuerolles, Nord Ecusson' signée le 22 août 2010. Le règlement attributif des subventions municipales doit aussi être adapté en conséquence.

Les modifications à introduire par avenant à la convention de l'OPAH 'Gambetta, Figuerolles, Nord Ecusson' portent principalement sur les points suivants :

- Objectifs qualitatifs : l'aide aux propriétaires occupants aux revenus modestes est ajoutée aux autres thématiques prioritaires ;

- Objectifs quantitatifs : les aides financières sont concentrées sur un nombre réduit de logements (diminution de 224 à 141 logements). Le nouveau règlement prévoit en effet que les travaux d'amélioration réalisés dans des logements à loyer libre ne sont plus aidés mais que les travaux engagés dans des logements très dégradés ou par des propriétaires occupants sont mieux subventionnés.

Les catégories de logements à rénover évoluent ainsi de la manière suivante :

- l'objectif quantitatif de logements à améliorer appartenant à des propriétaires occupants augmente notablement, de 49 à 62 logements améliorés ;
- la lutte contre l'habitat indigne est poursuivie, les objectifs quantitatifs se renforçant de 42 à 50 logements à réhabiliter ;
- dans un objectif de mixité sociale, l'objectif quantitatif de logements qui auront un loyer maîtrisé (intermédiaire, conventionné social ou très social) après travaux augmente de 72 à 79 logements ;
- l'objectif de remise sur le marché logements vacants est réduit de 48 à 35 logements car les aides se réorientent vers l'amélioration des logements occupés ;
- les aides en faveur de la réduction de la précarité énergétique sont poursuivies dans le cadre du programme Habiter Mieux de l'ANAH, qui prévoit la mise en place d'un fonds d'aide à la rénovation thermique (FART) des logements ;
- 11 logements seront réhabilités dans une démarche d'accompagnement de l'autonomie des personnes ;
- le nombre de parties communes de copropriétés fragilisées aidées est maintenu à 43.

L'impact de ce nouveau règlement induit une réduction des aides de l'ANAH, le montant prévisionnel des subventions de l'ANAH passant de 3 141 4065€ à 2 862 106€

Les participations financières de Montpellier Agglomération, de la Ville et du Conseil général de l'Hérault restent constantes, d'un montant respectif de 343 900€ - 477 000€ et 30 000€.

A enveloppe financière constante, les modalités de versement des aides communales définies par le règlement attributif de subventions évoluent afin d'intervenir sur les postes suivants :

- majoration des aides aux propriétaires occupants pour la réalisation de travaux lourds de réhabilitation d'un logement indigne ou très dégradé ;
- subvention des travaux sur les parties communes des immeubles identifiés comme copropriétés dégradées, en substitution du subventionnement des travaux sur les parties communes des immeubles frappés d'insalubrité ;
- création d'une prime à destination des propriétaires occupants d'un montant 500 € par logement au titre de l'aide de solidarité écologique (ASE), en complément de l'aide de l'ANAH dans le cadre du programme Habiter Mieux.

L'aide aux propriétaires occupants dont les revenus correspondent aux « plafonds majorés » et pour lesquels l'ANAH n'offre aucun financement, l'aide aux propriétaires occupants pour la réalisation de travaux de sortie d'insalubrité et la prime pour les parties communes des immeubles demeurent inchangées.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:**

- d'approuver le projet d'avenant et ses annexes à la convention de l'OPAH de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées ' Gambetta-Figuerolles et Nord Ecusson', joint en annexe ;
- d'approuver le nouveau règlement attributif de subventions pour les fonds d'aides municipales, joint en annexe ;
- de solliciter auprès de la Communauté d'agglomération de Montpellier (au titre de sa délégation de l'ANAH et sur ses fonds propres au titre de sa compétence communautaire des aides à la pierre) et du Département de l'Hérault, l'attribution de subventions au meilleur taux possible ;
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

#### Annexes à la délibération :

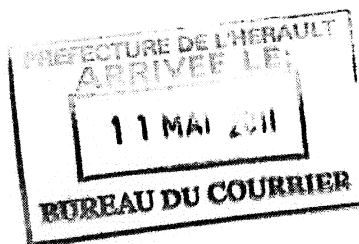
- Avenant à la convention de l'opération programmée de l'amélioration de l'habitat (OPAH) de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées dans les quartiers Gambetta-Figuerolles et Nord Ecusson de 2010- 2015, et ses annexes ;
- Nouveau règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de cette OPAH .

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme,  
Madame le Maire  
  
Hélène MANDROUX  
(Hérault)

**Publiée le : 10 mai 2011**

## Séance publique du lundi 9 mai 2011



Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## MONTPELLIER GRAND CŒUR

### Opération programmée de l'habitat de renouvellement urbain Sud Ecusson - Laissac- Gare

### Déclaration de clôture au 31.12.2010, autorisation de relance d'un nouveau dispositif d'aides à l'habitat sur ces secteurs et demande de subventions pour les études préalables

Au nom de la Commission, Christian BOUILLE rapporte :

Dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur », la Ville de Montpellier a lancé, par délibération de son Conseil municipal n° 2007/196 en date du 04 mai 2007, une Opération d'amélioration de l'habitat (OPAH) de renouvellement urbain sur les secteurs 'Sud-Ecusson, Laissac, Gare' afin de contribuer à leur requalification en agissant sur le logement privé.

Contrairement à celle menée sur les secteurs 'Gambetta, Figuerolles et Nord Ecusson', cette OPAH n'a pas donné les résultats escomptés car les aides allouées ne sont pas suffisamment incitatives et adaptées aux spécificités du quartier. Le constat a été fait lors du dernier comité de pilotage de suivi de cette opération en septembre 2010 qu'il fallait étudier une réorientation des aides, en les concentrant sur les îlots les plus dégradés.

Une modification par avenant aurait un effet limité car le temps restant (l'échéance de l'OPAH est le 28 août 2012) est insuffisant pour que les nouvelles dispositions puissent déclencher des mises en chantier en nombre significatif. De plus, la refonte du règlement de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH), entré en vigueur à partir du 01 janvier 2011, oblige à s'éloigner tellement de la convention initiale qu'une nouvelle convention s'impose.

Ainsi, il est proposé d'anticiper la fin de cette OPAH dans les quartiers 'Sud-Ecusson, Laissac, Gare' au 31 décembre 2010, date à partir de laquelle les conditions de la convention initiale ne peuvent plus s'appliquer en raison de l'entrée en vigueur du nouveau règlement de l'ANAH.

Cette proposition a été étudiée en concertation avec les services de l'ANAH et de Montpellier Agglomération, compétente en matière d'aides à la pierre.

Pour définir le programme et le périmètre de la nouvelle OPAH RU à mettre en place, un travail important à la fois technique, statistique et de terrain est à mener par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), chargée par la Ville de Montpellier de la conduite des OPAH dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:**

- d'arrêter au 31 décembre 2010 l'opération programmée de l'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain (OPAH RU) 'Sud-Ecusson, Laissac, Gare' et la mission correspondante de conduite d'opération, confiée à la SERM dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur;
- d'autoriser le lancement d'une étude pré-opérationnelle consolidée pour définir les caractéristiques d'une nouvelle OPAH ciblée précisément sur les îlots les plus sensibles et avec un programme permettant d'atteindre les objectifs de renouvellement urbain Grand Cœur, en prenant en compte les nouvelles priorités de l'ANAH ;
- de solliciter auprès de la Communauté d'agglomération de Montpellier (au titre de sa délégation de l'ANAH et sur ses fonds propres au titre de sa compétence communautaire des aides à la pierre) et du Département de l'Hérault, l'attribution de subventions au meilleur taux possible ;
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Publiée le : 10 mai 2011**



**Pour extrait conforme,  
Madame le Maire**

**Helène MANDROUX**

## **Séance publique du lundi 9 mai 2011**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213401722-20110509-0000044699-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/05/2011

Réception en Préfecture : 12/05/2011

**Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

### **Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Amaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### **Absents :**

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## **MONTPELLIER GRAND CŒUR**

### **Opération programmée d'amélioration de l'habitat**

### **Attribution de subventions**

Au nom de la Commission, Christian BOUILLE rapporte :

Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées notamment avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Après contrôle des travaux réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, les subventions suivantes sont attribuables :

Mme Morgane LASJAUNIAS Jea, (propriétaire occupant) 74 rue de l'Aiguillerie	226,00 €
Mme Suzette LASJAUNIAS, (propriétaire occupant) 10 rue du Pila Saint Gély	406,00 €
CORUM Immobilier, syndic 1 rue du Père Bonnet	4.000,00 €
BILAN PATRIMOINE, SDC 19 rue de la Palissade	4.000,00 €
Mme Marie-Hélène VIGIER, syndic bénévole 7 impasse Fino Bricka	880,00 €
TAGERIM Languedoc, SDC 9 rue d'Alger	3.000,00 €
Syndic de copropriété chez Mme CESARI, 19 rue Terral	3.000,00 €

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'autoriser le paiement des subventions listées ci-dessus,
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10 mai 2011**

## Séance publique du lundi 9 mai 2011

Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Amaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## Attribution d'une subvention à l'association CICADE dans le cadre de la commission Droit des femmes – exercice 2011

Au nom de la Commission, Françoise PRUNIER rapporte :

Le Centre pour l'Initiative Citoyenne et l'Accès aux Droits des Exclus (CICADE – n° association 5377) est une association qui a pour principale mission de soutenir les initiatives en faveur de l'accès aux droits des personnes étrangères ou issues de l'immigration.

Dans le cadre de ses missions, le CICADE met à disposition, sur Montpellier, un Lieu Ressources sur le droit international de la famille. Ce lieu d'accueil propose aux femmes étrangères, françaises ou binationales, qui rencontrent des difficultés en matière de statut personnel, un soutien juridique ainsi qu'un accompagnement sur les questions relevant du droit de la famille. Il vise également à aider les femmes à s'approprier le droit lors d'animations organisées sur différents quartiers de la ville.

En proposant ces moments d'information et d'échange, le Lieu Ressources souhaite favoriser :

- l'accès aux droits et leur pleine exercice,
- l'émergence de la parole des femmes,
- la lutte contre la double discrimination liée au sexe et à l'origine et également contre toutes les formes de violences faites aux femmes.

Le CICADE accompagne également les personnes mobilisées et les professionnels du travail social dans la compréhension du droit des étrangers et du droit international de la famille. Ses activités d'accompagnement juridique permettent au CICADE de produire une réflexion originale, née des réalités et des problématiques de terrains, et de proposer ainsi des formations en adéquation avec les besoins.

Le CICADE mène, depuis 2002, un travail quotidien d'information et d'accompagnement juridiques et contribue de manière effective à l'accès aux droits des femmes sur Montpellier.

Très engagée dans le domaine du droit des femmes et compte tenu de l'action menée par cette structure, la Ville de Montpellier propose d'attribuer une subvention de 1 000 € au CICADE afin de l'aider dans le développement de ce projet. Cette somme sera imputée sur les crédits inscrits au BP 2011 (6574/925/1963).

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de décider de l'affectation de la subvention tel que définie ci-dessus, sous réserve de la signature de la lettre d'engagement ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2011 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant de 1 000 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10 mai 2011**



## Séance publique du lundi 9 mai 2011

Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## Réhabilitation de la halte-garderie Mary Poppin's - Attribution des marchés de travaux - Autorisation de signer les marchés

Au nom de la Commission, Françoise PRUNIER rapporte :

Afin de pérenniser les différents bâtiments du patrimoine du service Enfance, et d'assurer la sécurité des enfants et du personnel, il y a lieu d'effectuer à la Halte-Garderie Mary Poppin's, située 82, Place du Cardinal Verdier dans le quartier Croix d'Argent – Lemasson, le renforcement de l'ensemble des fondations périphériques du bâtiment (micro-pieux) et différents travaux d'aménagements intérieurs et extérieurs (VRD, sanitaires, peintures, électricité, menuiseries) pour le bien être des occupants. Une isolation adaptée sur les façades et en toiture-terrasse sera mise en place afin de favoriser les économies d'énergies.

Le montant de l'opération s'élève à 290 000 € TTC et est inscrit au budget de la Ville.

Le Bureau d'Etudes P3G - ACTUA de Mauguio 34, a été désigné comme Maître d'Oeuvre sur cette opération qui se déroulera en une seule tranche.

Pour réaliser ces travaux, d'une durée prévisionnelle de 5 mois pour l'ensemble des lots, il a été lancé le 8 février 2011, un appel d'offres ouvert, en lots séparés.

Le critère de jugement des offres pour le choix des entreprises ont été les suivants :

- La valeur technique de l'offre, au vu du mémoire technique, pour 60 % de la note,
- Le prix des prestations pour 40 % de la note.

L'allotissement comprend 8 lots, répartis comme suit :

- Lot n° 1 = Démolition - Gros-œuvre – VRD – Aménagements extérieurs
- Lot n° 2 = Etanchéité
- Lot n° 3 = Menuiseries extérieures - Serrurerie
- Lot n° 4 = Menuiseries intérieures - Mobilier
- Lot n° 5 = Plomberie - Sanitaires– Ventilation
- Lot n° 6 = Electricité

Lot n° 7 = Peinture – Revêtements de sols – Faux-Plafonds

Lot n° 8 = Isolation extérieure – Enduit de façades

La commission d'appel d'offres en date du 19 avril 2011 a décidé d'attribuer les lots suivants aux entreprises ci-dessous désignées présentant l'offre économiquement la plus avantageuse :

Lot n° 1 à l'entreprise MEDITRAG pour un montant de 98 427,50 € ht (Base)

Lot n° 2 à l'entreprise PROBATILAND pour un montant de 12 457,80 € ht (Base et Option)

Lot n° 3 à l'entreprise VIP PLUS pour un montant de 33 690 € ht (Base et Option)

Lot n° 4 à l'entreprise MAS HENRY pour un montant de 6 000 € ht (Base)

Lot n° 5 à l'entreprise CHICHE pour un montant de 7 249 € ht (Base)

Lot n° 6 à l'entreprise SPIE pour un montant de 4 349 € ht (Base)

Lot n° 7 à l'entreprise TEFFRISUD pour un montant de 22 370 € ht (Base)

Lot n° 8 à l'entreprise MULTIFACADES pour un montant de 14 873,02 € ht (Base)

Après étude et avis favorable de la Commission d'appel d'offres en date du 19 avril 2011, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'opération et la procédure suivie,
- De passer un marché de travaux avec chaque entreprise désignée ci-dessus
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer les marchés de travaux et tous documents relatifs à cette affaire.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville – Direction de la Réussite Educative de la Jeunesse et des Sports : service Enfance – Section Investissement – Nature 2135 – Fonction 90640 – Programme 10512- Opération 08 D-04841.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10 mai 2011**

## Séance publique du lundi 9 mai 2011

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213401722-20110509-0000044674-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11/05/2011  
Réception en Préfecture : 11/05/2011

Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## Adhésion de la Ville de Montpellier aux réseaux nationaux d'échanges sur les pratiques de démocratie participative

Au nom de la Commission, Patrick VIGNAL rapporte :

Afin d'enrichir l'action des Conseils consultatifs de quartier en mettant à leur disposition des outils pour animer une réflexion et fédérer les Montpelliérains autour de projets participatifs, et d'apporter à la Ville une vision plus fine des possibilités en termes de participation des citoyens à l'action publique, il existe des dispositifs, des réseaux partagés par de nombreuses municipalités françaises et européennes.

Le Groupe d'Intérêt Scientifique (GIS), l'Association pour la Démocratie et l'Education Locale et Sociale (ADELS), l'Observatoire International de la Démocratie Participative (OIDP) sont des supports reconnus de l'aide au développement des pratiques participatives au sein des Communes.

En rejoignant ces réseaux d'échanges, la Ville de Montpellier pourrait renforcer sa politique de Démocratie participative, se doter d'outils et de cadres structurels éprouvés en s'enrichissant d'expériences développées ailleurs.

### Adhésion au Groupe d'Intérêt Scientifique (GIS) « Participation du public, décision, démocratie participative » :

Ce groupement, présidé par le CNRS, a pour objet de développer la recherche sur la participation du public aux processus décisionnels et la démocratie participative, en permettant notamment la coordination, l'échange et la mutualisation des travaux que chacun des Partenaires et laboratoires associés entreprend.

Le Conseil scientifique du GIS a défini un ensemble d'activités qui ambitionne d'appréhender la multiplicité des expériences participatives qui voient le jour dans le monde, de rendre compte de leur émergence dans des contextes politiques variés, et de leur adaptation à des situations de décision différenciées, d'analyser leurs fondements normatifs et juridiques, leur déroulement et leurs résultats, d'étudier leurs multiples effets, d'éclairer les enjeux de leur institutionnalisation en norme de gouvernement.

L'adhésion est gratuite.

### **Adhésion à l'Association pour la Démocratie et l'Education Locale et Sociale (ADELS) :**

Cette association s'est imposée depuis une quarantaine d'années comme un acteur institutionnel de premier ordre dans la diffusion de la pratique délibérative au sein des collectivités territoriales.

L'adhésion à l'association est ouverte aux collectivités locales. Un vaste réseau d'adhérents permet à l'ADELS d'inscrire son rôle de veille et de propositions dans les réalités contemporaines. Le partage avec d'autres collectivités des expériences et des analyses portées sur l'environnement local alimentent une expertise citoyenne nécessaire à la vitalité du débat public.

Les adhérent(e) de l'ADELS bénéficient en outre d'un futur lien privilégié sur le site de l'association dont la refonte ménagera des espaces réservés aux seuls adhérents, et d'un accès aux activités de l'association en cours d'année (soirées thématiques, Rencontres de la démocratie locale...)

L'adhésion pour les villes de plus de 100 000 habitants s'élève à 2 500€.

### **Adhésion à l'Observatoire International de la Démocratie Participative (OIDP) :**

L'OIDP est un espace ouvert à toutes les villes du monde, à tous les organismes, organisations et centres de recherche souhaitant connaître, échanger et appliquer des expériences en matière de démocratie participative au local, et ce, pour approfondir la démocratie dans le gouvernement des villes.

Le réseau se caractérise par le fait d'être un espace ouvert et pluriel qui prévoit l'adhésion de différents types de membres :

- Les communes ou les administrations locales souhaitant promouvoir, échanger et mettre en œuvre des politiques de démocratie participative feront partie de l'OIDP en tant que membres associés
- Les organismes, associations, fondations et organisations liées aux gouvernements locaux et engagés dans le développement de la démocratie participative
- Les centres d'étude, de recherche et les universités réalisant des travaux d'analyse dans le domaine de la démocratie participative.

L'adhésion est gratuite.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'accepter l'inscription de la Ville de Montpellier dans les réseaux ci-dessus présentés,
- d'approuver les modalités d'adhésion ci-dessus définies,
- de dire que les frais d'adhésion seront inscrits au budget 2011 (6281/920200) ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10 mai 2011**

## Séance publique du lundi 9 mai 2011

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213401722-20110509-0000044673-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11/05/2011

Réception en Préfecture : 11/05/2011

Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion sociale 2011

Au nom de la Commission, Patrick VIGNAL rapporte :

Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier a développé un partenariat actif avec les associations œuvrant pour le développement social en faveur des habitants des quartiers en difficulté reconnus comme prioritaires. Le Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) détermine la stratégie pour chacun des territoires selon les principes suivants :

- Améliorer l'articulation entre les partenaires pour une mise en cohérence globale des actions menées ;
- Renforcer la mobilisation des partenaires sur le territoire pour garantir la cohésion sociale et l'égalité des chances.

Les grands axes prioritaires du contrat sont :

- L'accès à l'emploi et le développement économique,
- L'éducation et la scolarité,
- La citoyenneté et la prévention de la délinquance,
- L'habitat et le cadre de vie,
- L'accès à la prévention et aux soins.

L'association **Kaïna** (association n°1281), installée sur le quartier Mosson, a sollicité le soutien de la Ville de Montpellier pour mener à bien son projet : Espace de Création Audiovisuel de Proximité (ECAP).

Le projet s'inscrit dans le cadre d'un projet éducatif global et concerté favorisant l'accès à la citoyenneté par l'engagement des personnes et tout particulièrement des jeunes.

Ces derniers seront associés à l'ensemble d'une production audiovisuelle par le biais de différents ateliers : écriture, recherche d'informations, apprentissage de nouvelles technologies de communication, ateliers de montage, de diffusion...

Ce projet sera par ailleurs un lieu d'accueil pour les habitants de la Mosson, ainsi que pour ceux du quartier du Petit Bard Pergola, ils participeront ainsi à la vie de leurs quartiers. Plus globalement, ce projet servira d'espace de rencontres, de productions, d'échanges, d'expressions et d'initiations collectives aux outils numériques et aux nouvelles technologies.

En lien avec les thématiques Education et Citoyenneté du CUCS, il est proposé d'attribuer à l'association Kaïna une subvention d'un montant de 3 000 € afin qu'elle puisse mener à bien son projet et d'imputer ces dépenses sur les crédits inscrits au budget 2011 (6574/922/1495).

**L'association Idéokilogramme** (association n°1968) propose, à partir du texte « Les archipels des chaos », de réaliser une création et une installation collective avec les habitants du quartier de la Mosson ayant entre 16 et 29 ans.

Différents ateliers seront proposés : écriture, mise en scène, vidéo, son, installation plastique et enfin création d'une interface web pour mettre en réseau des documents provenant de différents lieux. L'objectif est de permettre la découverte des différents domaines constituant le monde du spectacle.

Ce projet vise également la valorisation de la personne et la prise de confiance en soi par l'action artistique et la prise en compte de la parole de chacun.

Afin de soutenir cette association en lien avec la thématique éducation du CUCS, il est proposé de lui attribuer une subvention d'un montant de 4 000 € afin qu'elle puisse mener à bien son projet et d'imputer ces dépenses sur les crédits inscrits au budget 2011 (6574/924/1937).

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de décider de l'affectation des subventions tels que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement ou des conventions ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2011 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant de 7 000 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et la convention type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10 mai 2011**

## Séance publique du lundi 9 mai 2011

Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre des actions territoriales Exercice 2011

Au nom de la Commission, Patrick VIGNAL rapporte :

La Ville de Montpellier poursuit en 2011 sa politique visant à favoriser sur les quartiers le développement d'actions territoriales. L'objectif de ces actions est de recréer une dynamique axée sur des domaines tels que l'éducation, l'insertion, la citoyenneté, les activités sportives et de loisirs autour de la population.

Afin de permettre la réalisation de ces actions territoriales, il est proposé d'attribuer une subvention aux associations suivantes :

Code	Association	F/M	Montant	Objet	LDC	CHAP
1914	La Porte Ouverte	F	4 000 €	Favoriser les échanges et promouvoir des activités dans le domaine de l'aide alimentaire sur le quartier Près d'Arènes	11857	925
429	Raiponce	F	3 000 €	Favoriser l'intégration de populations d'origine étrangère sur le quartier de la Mosson par la mise en place de cours de langue et d'activités culturelles et sportives		
1155	ADAGES Animation Collective des Familles	M	11 500 €	Favoriser le développement du lien social et la réduction des exclusions par la mise en place d'ateliers (cuisine, couture...) et d'activités culturelles et sportives		
4807	Association Tin Hinan	M	1 000 €	Organisation d'une manifestation dédiée aux droits des femmes sur le quartier des Cévennes		
Total général			19 500 €			

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement ou des conventions ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2011 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant de 19 500 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et la convention type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10 mai 2011**



## **Séance publique du lundi 9 mai 2011**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213401722-20110509-0000044671-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11/05/2011

Réception en Préfecture : 11/05/2011

**Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

### **Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### **Absents :**

Martine PETTOUT, Francis VIGUIE.

## **Sport Solidaire Attribution de subventions Exercice 2011**

Au nom de la Commission, Sophie BONIFACE-PASCAL rapporte :

A travers son partenariat avec les associations, la Ville de Montpellier contribue au développement du sport amateur et du sport de haut niveau sur le territoire en lien avec sa politique de réussite éducative. L'engouement et l'énergie des associations sportives contribuent largement à cette démarche. Aussi, il est de notre volonté d'apporter une aide financière pour le fonctionnement de ces associations afin de mener à bien leurs activités.

**Montpellier Elite Taekwondo Dragons Team** est devenu le plus grand club de taekwondo en dépassant les 500 licenciés, issus pour la plupart des quartiers de zones urbaines sensibles de Montpellier.

Les compétiteurs portent fièrement les couleurs de la Ville sur les différentes compétitions internationales à travers le monde et en équipe de France, 13 athlètes sont inscrits sur les listes en haut niveau.

De plus, l'action de cette association s'inscrit dans le champ de l'insertion sociale par le sport et favorise la cohésion sociale en intervenant lors de manifestations dans les différents quartiers.

Il est proposé une subvention de 5 500 €.

**Arceaux Montpellier** organise chaque année deux tournois régionaux de football, un tournoi régional de jeunes réservé aux catégories poussins et benjamins et un tournoi débutants-poussines.

Ces tournois permettent de valoriser à la fois les jeunes de l'Ecole de football et les équipes de bénévoles qui encadrent, accompagnent ces enfants toute l'année.

Il est proposé une subvention de 1 500 €.

**Sport Tambourin Club de Montpellier** est une association qui souhaite s'investir dans la dynamique de la Ville, et propose d'animer et d'organiser des activités et des compétitions sur le terrain de tambourin créé dans le Parc Montcalm.

Le développement d'activités sur cet espace étant une priorité de la Ville, il est proposé une subvention de 2000 €.

Code	Association	FM	Montant	LDC	CHAP
3659	Montpellier Elite Taekwondo Dragons team	F	5 500 €	1776	924
1187	Arceaux Montpellier	M	1 500 €	1776	924
2502	Sport Tambourin Club de Montpellier	M	2 000 €	1776	924
	Total général		9 000 €		

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2011 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant de 9 000 € ;
- d'approuver les lettres d'engagement et les conventions type annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe Déléguée, à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10 mai 2011**

## Séance publique du lundi 9 mai 2011

Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## Marché d'installation et de maintenance des alarmes dans les bâtiments communaux

### Autorisation de signer le marché à bons de commande

Au nom de la Commission, Frédéric TSITSONIS rapporte :

La Ville de Montpellier a souhaité lancer un marché à bons de commande sans minimum, ni maximum d'installation et de maintenance des alarmes dans les bâtiments communaux.

Pour cela il a été publié le 29 décembre 2010 un appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles 33 – 3<sup>ème</sup> alinéa et 57 à 59 du code des marchés publics.

Les prestations feront l'objet de bons de commande passés en application de l'article 77 du code des marchés publics. Ce marché conclu pour une période initiale d'un an à compter d'un ordre de service, pourra être reconduit par périodes successives de un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

La commission d'appel d'offres, en date du 19 Avril 2011, a décidé d'attribuer le lot suivant à l'entreprise ci-dessous désignée présentant l'offre économiquement la plus avantageuse en solution de base :

LOT	MOYENNE DES BESOINS SUR 1 AN EN EUROS H.T.	ENTREPRISE RETENUE
Installation et maintenance d'alarmes dans les bâtiments communaux	230 000,00	Groupe IPERION/MULTITEC

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver l'avis de la commission d'appel d'offres en date du 19 avril 2011;
- D'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget 2011 de la Ville ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer les marchés avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Madame le Maire**

The image shows a circular official seal of the 'MAIRIE de MONTPELLIER (Hérault)'. Overlaid on the seal is a handwritten signature in black ink, which appears to be 'Hélène MANDROUX'.

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10 mai 2011**

## Séance publique du lundi 9 mai 2011

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213401722-20110509-0000044669-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11/05/2011

Réception en Préfecture : 11/05/2011

Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## Missions de coordonnateur de sécurité et protection de la santé (catégories 2 et 3)

### Autorisation de signer le marché à bons de commande

Au nom de la Commission, Frédéric TSITSONIS rapporte :

La Ville de Montpellier a souhaité lancer un marché à bons de commande sans minimum, ni maximum concernant des missions de coordonnateur de sécurité et de protection de la santé (catégories 2 et 3)

Pour cela il a été publié le 28 Janvier 2011 un appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles 33 – 3<sup>ème</sup> alinéa et 57 à 59 du code des marchés publics.

Les prestations feront l'objet de bons de commande passés en application de l'article 77 du code des marchés publics. Ce marché conclu pour une période initiale d'un an à compter de la notification, pourra être reconduit par périodes successives de un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

La commission d'appel d'offres, en date du 19 Avril 2011, a décidé d'attribuer le lot suivant à l'entreprise ci-dessous désignée présentant l'offre économiquement la plus avantageuse en solution de base :

LOT	MOYENNE DES BESOINS SUR 1 AN EN EUROS H.T.	ENTREPRISE RETENUE
Missions de coordonnateur de sécurité et protection de la santé (catégories 2 et 3)	50 000,00	QUALICONSULT SECURITE

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget 2011 de la Ville ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer les marchés avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Madame le Maire**

The image shows a circular official stamp of the Mayor of Montpellier. The text around the stamp reads "MAIRIE de MONTPELLIER" at the top and "(Hérault)" at the bottom. In the center of the stamp is a coat of arms featuring a lion and a sun. A large, stylized handwritten signature in black ink is written over the stamp.

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10 mai 2011**

## Séance publique du lundi 9 mai 2011

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213401722-20110509-0000044668-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11/05/2011

Réception en Préfecture : 11/05/2011

Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETTOUT, Francis VIGUIE.

## Restauration de quatre tableaux classés au titre des Monuments Historiques Eglise Saint Roch - Demande de subventions

Au nom de la Commission, Michaël DELAFOSSE rapporte :

La Ville de Montpellier dispose d'un très riche patrimoine culturel dont une série de tableaux classés au titre des Monuments Historiques. Un programme de restauration de ces œuvres a été entrepris depuis plusieurs années.

Pour l'année 2011, des travaux de restauration de quatre tableaux de l'Eglise Saint Roch sont envisagés. Il s'agit de :

- Saint Roch distribuant ses biens aux pauvres
- Conversion de Saint Paul
- Saint Roch soignant les pestiférés
- Ravissement de Saint Paul

Ces travaux s'élèvent à 32 860.00 € H.T., ils sont susceptibles d'être subventionnés par le Conseil Général de l'Hérault ainsi que par la Direction Régionale des Affaires Culturelles (D.R.A.C.), leur réalisation se faisant en étroite collaboration avec les services de l'Etat.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser le dépôt de demandes de subventions les plus larges possibles, notamment auprès de la D.R.A.C. et du Conseil Général de l'Hérault pour la réalisation de ces travaux de restauration ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville, fonction 903
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme,  
Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 10 mai 2011

## **Séance publique du lundi 9 mai 2011**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213401722-20110509-0000044755-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16/05/2011

Réception en Préfecture : 16/05/2011

**Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

**Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Amaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

**Absents :**

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

### **Accord cadre entre la Ville de Montpellier et la société SFR Convention relative au droit d'usage d'installations communales de télécommunications**

Au nom de la Commission, Michaël DELAFOSSE rapporte :

La France s'apprête à franchir un nouveau saut technologique en remplaçant les technologies « ADSL » (desserte sur paire de cuivre) par les boucles locales optiques dites FTTH/FTTB (Fiber To The Home et Fiber To The Building), constituant ainsi des réseaux complets en fibre optique jusqu'aux abonnés.

Au moment où l'ADSL atteint ses limites face aux demandes croissantes en débit tant des particuliers que des professionnels, la construction de réseaux FTTH ou FTTB se multiplie dans nos villes françaises. Cette migration du cuivre vers la fibre optique jusqu'à l'utilisateur est désormais au cœur des stratégies des opérateurs. Pour leur part, les collectivités locales y voient un formidable défi dans le domaine de l'aménagement de leur territoire grâce à une attractivité numérique encore plus grande. Un tel développement est donc d'un intérêt général pour le développement économique et social de la collectivité.

Comparée aux offres ADSL (20Mbits/s non garantis pour un abonné, performance fonction de la distance aux centraux téléphoniques), la FTTH a pour avantage un débit très supérieur (de l'ordre de 100Mbits/s), quelle que soit la distance de l'abonné au central téléphonique le plus proche. Ces débits sont garantis et non partagés entre abonnés.

L'arrivée de la prise optique dans les foyers et dans les entreprises apparaît comme la solution capable d'offrir des usages multiservices de très haute qualité (offres dites « triple-play » : téléphonie, accès internet à très haut débit, télévision multi-canal à haute définition).

Dans ce contexte, la société SFR souhaite développer sur la commune de Montpellier des services sur des réseaux FTTH.

Pour la réalisation de ce projet, la société SFR a souhaité louer les installations existantes (fourreaux souterrains), propriété de la Ville, dans les secteurs récemment aménagés par cette dernière dans le cadre de



ZAC. Cette location lui permettra de développer environ un tiers de son réseau. En dehors de ces zones, SFR souhaite construire ou se rapprocher d'autres opérateurs pour déployer son réseau.

Les parties se sont donc rapprochées afin de déterminer les conditions techniques, économiques et opérationnelles de l'occupation des installations de la Ville. Ces conditions sont déterminées par un accord cadre définissant les conditions d'occupation sur l'ensemble du territoire communal et par une convention générale définissant les conditions d'utilisation des installations de télécommunication existantes, propriété de la Ville, dans les zones d'aménagement.

L'accord cadre définit:

- Les conditions nécessaires et préalables à la signature de conventions d'occupation d'installations relevant du domaine public communal.
- Les propositions de déploiement en dehors des zones d'aménagement : tout logement desservi en zone d'aménagement (ZA) donnant lieu à la desserte d'un minimum de 2,5 logements en dehors de ces zones.
- L'engagement de SFR à ouvrir sa boucle locale optique à d'autres opérateurs sur l'ensemble du réseau, dans les conditions fixées par l'Autorité de Régulation (ARCEP).
- Les conditions de pose du réseau optique dans le respect du règlement municipal de voirie.
- Les conditions de suivi du respect des clauses par la création d'une « commission du suivi »,

La convention générale, liée à l'application de l'accord-cadre, définit les conditions techniques, économiques et opérationnelles pour l'utilisation des installations de télécommunication de la Ville dans les zones d'aménagement :

- Conditions de réalisation des projets (programmation pluriannuelle et annuelle).
- Conditions de réception, d'occupation, d'optimisation de l'usage des fourreaux.
- Conditions de résiliation.

Après négociation, SFR a accepté les conditions fixées par la Ville et se résumant comme suit :

- La durée de l'accord cadre est fixée à huit ans
- La durée de la convention d'utilisation des installations de télécommunication de la Ville est fixée à dix ans.
- Le droit d'usage des installations de télécommunication de la Ville donne lieu à une redevance annuelle fixée à 1,60 € HT par mètre linéaire et par fourreau occupé.

**En conséquence, nous vous proposons :**

- D'autoriser la signature de l'accord cadre et de la convention générale d'utilisation des installations de télécommunication de la Ville ci-joints, à passer entre la Ville et la société SFR.
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des redevances liées au tarif d'occupation des installations de télécommunication de la Ville.
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10 mai 2011**

## Séance publique du lundi 9 mai 2011

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213401722-20110509-0000044666-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11/05/2011  
Réception en Préfecture : 11/05/2011

Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## Centre d'Arts Contemporains la Panacée Cité des Artistes Relance du lot 14 Chauffage Ventilation Climatisation en marché à procédure adaptée Autorisation de signer et de notifier le marché de travaux

Au nom de la Commission, Michaël DELAFOSSE rapporte :

La Ville est propriétaire de l'immeuble La Panacée, situé 14 rue de l'Ecole de Pharmacie et dans lequel doit être aménagée la Cité des Artistes.

Par délibération du 30 mars 2009, la Ville a confié le lot 14 (chauffage, ventilation, climatisation) à l'entreprise Sud Energie Thermi, pour un montant total de 587 737.44 € HT (part Ville : 520 285.35€ HT).

Constatant des carences de cette entreprise notamment dans l'avancement des travaux, la Ville a, par délibération du 4 octobre 2010, résilié ce marché aux frais et risques de l'entreprise Sud Energie Thermi.

Le lot 14 (chauffage ventilation climatisation) a ainsi fait l'objet d'une relance en marché à procédure adaptée en date du 1<sup>er</sup> mars 2011.

La Commission d'Appel d'Offres, réunie le 19 avril 2011, a décidé d'attribuer le lot 14 à l'entreprise SANITHERMIC, qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, pour un montant de 312 600 € HT.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- De prendre acte de l'avis de la Commission d'Appel d'offres du 19 avril 2011
- D'imputer la dépense correspondante, soit 312 600 € HT sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 903
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer le marché avec l'entreprise retenue par la Commission d'Appel d'Offres et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10 mai 2011**

## **Séance publique du lundi 9 mai 2011**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213401722-20110509-0000044764-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16/05/2011

Réception en Préfecture : 16/05/2011

**Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

### **Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHGA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### **Absents :**

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## **Accord cadre entre la Ville de Montpellier et France Télécom Convention relative au droit d'usage d'installations communales de télécommunications**

Au nom de la Commission, Michaël DELAFOSSE rapporte :

La France s'apprête à franchir un nouveau saut technologique en remplaçant les technologies « ADSL » (desserte sur paire de cuivre) par les boucles locales optiques dites FTTH/FTTB (Fiber To The Home et Fiber To The Building), constituant ainsi des réseaux complets en fibre optique jusqu'aux abonnés.

Au moment où l'ADSL atteint ses limites face aux demandes croissantes en débit tant des particuliers que des professionnels, la construction de réseaux FTTH ou FTTB se multiplie dans nos villes françaises. Cette migration du cuivre vers la fibre optique jusqu'à l'utilisateur est désormais au cœur des stratégies des opérateurs. Pour leur part, les collectivités locales y voient un formidable défi dans le domaine de l'aménagement de leur territoire grâce à une attractivité numérique encore plus grande. Un tel développement est donc d'un intérêt général pour le développement économique et social de la collectivité.

Comparée aux offres ADSL (20Mbits/s non garantis pour un abonné, performance fonction de la distance aux centraux téléphoniques), la FTTH a pour avantage un débit très supérieur (de l'ordre de 100Mbits/s), quelle que soit la distance de l'abonné au central téléphonique le plus proche. Ces débits sont garantis et non partagés entre abonnés.

L'arrivée de la prise optique dans les foyers et dans les entreprises apparaît comme la solution capable d'offrir des usages multiservices de très haute qualité (offres dites « triple-play » : téléphonie, accès internet à très haut débit, télévision multi-canal à haute définition).

Dans ce contexte, France Télécom souhaite développer sur la commune de Montpellier des services sur des réseaux FTTH.

Pour la réalisation de ce projet, France Télécom a souhaité louer les installations existantes (fourreaux souterrains), propriété de la Ville, dans les secteurs récemment aménagés par cette dernière dans le cadre de ZAC. Cette location lui permettra de développer environ un tiers de son réseau. En dehors de ces zones, France Télécom souhaite construire ou se rapprocher d'autres opérateurs pour déployer son réseau.

Les parties se sont donc rapprochées afin de déterminer les conditions techniques, économiques et opérationnelles de l'occupation des installations de la Ville. Ces conditions sont déterminées par un accord cadre définissant les conditions d'occupation sur l'ensemble du territoire communal et par une convention générale définissant les conditions d'utilisation des installations de télécommunication existantes, propriété de la Ville, dans les zones d'aménagement concerté.

L'accord cadre définit:

- Les conditions nécessaires et préalables à la signature de conventions d'occupation d'installations relevant du domaine public communal.
- Les propositions de déploiement en dehors des zones d'aménagement : tout logement desservi en zone d'aménagement concerté (ZAC) donnant lieu à la desserte d'un minimum de 2,5 logements en dehors de ces zones.
- L'engagement de France Télécom à ouvrir sa boucle locale optique à d'autres opérateurs sur l'ensemble du réseau, dans les conditions fixées par l'Autorité de Régulation (ARCEP).
- Les conditions de pose du réseau optique dans le respect du règlement municipal de voirie.
- Les conditions de suivi du respect des clauses par la création d'une « commission du suivi »,

La convention générale, liée à l'application de l'accord-cadre, définit les conditions techniques, économiques et opérationnelles pour l'utilisation des installations de télécommunication de la Ville dans les zones d'aménagement :

- Conditions de réalisation des projets (programmation pluriannuelle et annuelle).
- Conditions de réception, d'occupation, d'optimisation de l'usage des fourreaux.
- Conditions de résiliation.

La convention s'applique également aux fourreaux qui sont occupés par d'autres infrastructures, comme le cuivre.

Après négociation, France Télécom a accepté les conditions fixées par la Ville et se résumant comme suit :

- La durée de l'accord cadre est fixée à huit ans
- La durée de la convention d'utilisation des installations de télécommunication de la Ville est fixée à dix ans.
- Le droit d'usage des installations de télécommunication de la Ville donne lieu à une redevance annuelle fixée à 1,60 € HT par mètre linéaire et par fourreau pour une infrastructure en fibre optique, 0,90€ HT pour les autres infrastructures.

**En conséquence, nous vous proposons :**

- D'autoriser la signature de l'accord cadre et de la convention générale d'utilisation des installations de télécommunication de la Ville ci-joints, à passer entre la Ville et France Télécom.
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des redevances liées au tarif d'occupation des installations de télécommunication de la Ville.
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10 mai 2011**

## **Séance publique du lundi 9 mai 2011**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213401722-20110509-0000044664-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16/05/2011

Réception en Préfecture : 16/05/2011

**Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

### **Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### **Absents :**

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## **Culture et Patrimoine Exercice 2011 Attribution d'une subvention à une association gérant un lieu artistique**

Au nom de la Commission, Michaël DELAFOSSE rapporte :

Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier aide en fonctionnement de nombreuses associations qui gèrent des lieux de création et de diffusion artistique et/ou des structures d'accompagnement.

Qu'ils programment du spectacle vivant, qu'ils exposent des œuvres plastiques, qu'ils diffusent des œuvres vidéo ou cinématographiques, qu'ils mutualisent des ressources et du matériel pour accompagner des démarches de création, ou qu'ils proposent des formes de rencontres entre artistes et publics, ces lieux sont devenus au fil des ans référents sur la ville. Leur liberté de programmation et de production est essentielle à la richesse, la diversité et la vitalité des offres culturelles de notre ville.

Les associations qui utilisent ces lieux pour y développer de multiples activités artistiques participent bien souvent à la dynamique artistique et citoyenne des quartiers dans lesquels elles sont implantées. L'originalité et la pertinence de leurs propositions permettent à certains artistes locaux de rayonner en France et à l'étranger et de développer des logiques de travail en réseaux.

Les associations soutenues par la Ville et qui gèrent ces lieux déclinent plusieurs fonctions parfois complémentaires et contribuent ainsi à donner du sens et de la force aux propositions artistiques qui y sont proposées. Ils peuvent être, en effet, des lieux de résidence, permettant aux compagnies de théâtre, de danse, aux artistes plasticiens et aux groupes musicaux de créer leurs œuvres. Ils peuvent être aussi des lieux de répétitions, étape essentielle dans le processus de création et bien sûr des lieux de diffusion et de monstration. Nombreux sont les lieux portant une attention spécifique à la jeune création. Certains de ces lieux ont choisi un axe unique de travail (théâtre, danse contemporaine, arts visuels), d'autres, plus nombreux, sont ouverts à toutes formes de propositions artistiques.

Enfin ces associations qui gèrent des lieux suscitent également des temps de rencontres entre artistes et publics et offrent aux publics montpelliérains l'opportunité de voir et de participer à des moments de création riches, stimulants et conviviaux.

Compte tenu de ces positionnements il est proposé d'attribuer à l'association Maison de la Gravure Méditerranée une subvention d'un montant de 500 €.

Code	Association	FM	Montant	LDC	CHAP
1136	Maison de la Gravure Méditerranée	F	500 €	1596	923
	Total général		<b>500 €</b>		
	Disponible sur enveloppe		591 600 €		

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre d'engagement ;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2011 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 500 € ;
- D'approuver la lettre d'engagement annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10 mai 2011**

## Séance publique du lundi 9 mai 2011

Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## Culture et Patrimoine - Exercice 2011 Attribution de subventions à des projets et structures

Au nom de la Commission, Michaël DELAFOSSE rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite encourager, à travers le versement de subventions, des projets culturels ou des structures culturelles portant divers projets sur le territoire de la ville. Les projets ou structures retenus participent de la vitalité artistique de notre ville et valorisent des pans entiers de la culture cinématographique et audiovisuelle, patrimoniale, théâtrale, musicale, du livre et des arts plastiques en mettant en place des formes originales de rencontres avec le public.

Offres culturelles (cours, clubs, ateliers...) ou temps forts (expositions, festivals...), ces projets participent pleinement à la diversité culturelle de notre cité tout en confortant une dimension économique, sociale et territoriale.

La Ville soutient les projets innovants et créatifs et s'appuie pour l'analyse des dossiers sur les points suivants :

- projets ou structures s'inscrivant dans une dynamique urbaine,
- mise en œuvre d'une action en direction de tous les publics ou d'un public jeune,
- originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales),
- adéquation budget / objectifs,
- participation des autres collectivités aux financements.

Après examen des dossiers, il est proposé l'attribution de subventions aux associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 54 300 € au titre de l'exercice 2011.

Code	Association	FM	Montant	LDC	CHAP
771	Champ Libre	M	10 000	1596	923
2119	Centre Lacordaire	F	20 000	1596	923
3403	Association Internationale	F	4 000	1596	923
4813	La Poesia	F	2 500	1596	923
5055	Lo Thaler Parlar- Centre Formacion Professional Occitan	F	4 000	1596	923
5432	Intercal	F	2 500	1596	923



1879	Académie des sciences et des Lettres de Montpellier	M	1 000	1596	923
133	Culture et Bibliothèque Pour Tous	F	1 500	1596	923
5322	Ouste Anastasie	F	1 000	1596	923
5386	Graphie	M	800	1596	923
3746	Uni'sons	M	7 000	1596	923
	Total général		<b>54 300 €</b>		
	Disponible sur enveloppe		537 300 €		

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2011 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 54 300 € ;
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10 mai 2011**

## **Séance publique du lundi 9 mai 2011**

**Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est  
réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence  
de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

### **Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### **Absents :**

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## **Culture et Patrimoine - Exercice 2011** **Attribution d'une subvention à l'Université de Montpellier 3**

Au nom de la Commission, Michaël DELAFOSSE rapporte :

L'Université de Montpellier 3 Paul-Valéry développe depuis sept ans des activités théâtrales au travers de son théâtre, le Théâtre de la Vignette. Celui-ci propose, dans l'enceinte de l'Université de Montpellier 3 Paul-Valéry, une programmation de qualité valorisant des écritures théâtrales novatrices et contemporaines. La programmation de spectacles professionnels issus de formations artistiques supérieures européennes attire un public large et varié (plus de 6 000 spectateurs par an).

Son ancrage territorial en fait un outil pertinent au service d'une politique d'ouverture de l'Université de Montpellier 3 Paul-Valéry sur la ville ainsi que d'une politique culturelle tournée vers l'avenir. Son activité se concentre autour de deux objectifs : une programmation ambitieuse et une démocratisation de la création contemporaine internationale grâce à une politique tarifaire et des dispositifs de médiation. Il est proposé d'attribuer à l'Université de Montpellier 3 Paul-Valéry pour le Théâtre de la Vignette, une subvention de 8 000 €.

Code	Association	FM	Montant	LDC	CHAP
1071	Université de Montpellier 3	F	8 000 €	1596	923
	Total général		8 000 €		
	Disponible sur enveloppe		529 300 €		

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention ;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2011 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 8 000 € ;
- D'approuver la convention type annexée à la présente délibération ;

- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10 mai 2011**

## Séance publique du lundi 9 mai 2011

Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## Culture et Patrimoine Exercice 2011

### Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'association Théâtre Thalers Production la Rampe T.I.O.

Au nom de la commission, Michaël DELAFOSSE rapporte :

L'association Théâtre Thalers Production La Rampe T.I.O. créée en 1990 développe et diffuse des spectacles vivants en langue occitane ou bilingue occitan-français. Elle assure également des actions de formations dans ce domaine. En 2010 la structure a donné 128 représentations dans les régions Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Provence Alpes côtes d'Azur et Aquitaine dont 10 représentations à Montpellier.

Le budget prévisionnel de cette structure s'élève à 675 000 € (voir pièce jointe). Outre ses fonds propres il est équilibré par 478 000 € de demandes de subventions formulées auprès de différentes Régions : Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Provence Alpes côtes d'Azur et Aquitaine. Egalement auprès des Départements de l'Hérault et du Gard, de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ainsi qu'auprès de l'Etat. Au travers de ce budget la Région Languedoc-Roussillon apparaît comme le principal financeur.

Pour soutenir la diffusion de la langue et de la culture occitanes, il est proposé d'attribuer à l'association Théâtre Thalers Production La Rampe T.I.O. 30 000 euros pour son fonctionnement et de passer avec l'association une convention de partenariat jointe en annexe. Le budget prévisionnel est également joint en annexe.

Code	Association	FM	Montant	LDC	CHAP
227	Théâtre Thalers production La Rampe T.I.O.	F	30 000 €	1596	923
	Total général		30 000 €		
	Disponible sur enveloppe		499 300 €		

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;

- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2011 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 30 000 € ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10/05/2011**

## Séance publique du lundi 9 mai 2011

**Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## Culture et Patrimoine Exercice 2011

### Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'Association Illusion et Macadam

Au nom de la commission, Michaël DELAFOSSE rapporte :

Depuis 11 ans, l'association Illusion et Macadam accompagne les professionnels du secteur artistique et culturel en développant différents types de services et compétences qui s'articulent autour de 3 axes majeurs : aide à la gestion, formation et aide à la production.

La plus-value ainsi apportée aux acteurs culturels du secteur se traduit par l'information et la formation des acteurs professionnels, par un appui à la pérennisation des entreprises culturelles et des emplois et par l'accompagnement à la production de spectacles et d'événements. Plus de 120 structures bénéficient ainsi de l'externalisation de la gestion des emplois et de la comptabilité, une soixantaine de stagiaires suivent annuellement des formations et une vingtaine de projets artistiques par an sont ainsi produits et diffusés.

L'adaptabilité de la structure face aux profondes mutations du secteur, encourage Illusion et Macadam à initier des expérimentations de nouveaux modèles économiques, de nouvelles formes d'actions et mutualisation. De ces expérimentations naissent des initiatives originales comme le bureau de production ou encore l'incubateur artistique qui a pour objectif de permettre l'émergence de projets.

En plus d'être une structure ressources et d'accompagnement pour les professionnels, Illusion et Macadam élabore des réponses aux évolutions du secteur culturel. Considérant cette mission comme indispensable à la structuration et professionnalisation des acteurs culturels montpelliérains, la Ville de Montpellier décide de renouveler son soutien en octroyant une subvention de 20 000 euros et de passer une convention de partenariat, jointe en annexe. Le budget prévisionnel de l'association est également joint en annexe.

Code	Association	FM	Montant	LDC	CHAP
4191	Illusion et Macadam	F	20 000 €	1596	923
	Total général		20 000 €		
	Disponible sur enveloppe		479 300 €		

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2011 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 20 000 € ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10/05/2011**

## Séance publique du lundi 9 mai 2011

**Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

### **Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### **Absents :**

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## **Culture et Patrimoine Exercice 2011**

### **Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'Association Confluences**

Au nom de la commission, Michaël DELAFOSSE rapporte :

L'association Confluences initie et met en œuvre des projets culturels au premier plan desquels « Les Internationales de la Guitare », une manifestation qu'elle organise depuis 16 ans dans de nombreuses salles de concerts de Montpellier (Corum, Rockstore, Salle Rabelais...). L'édition 2011 se déroulera du 24 septembre au 15 octobre 2011. Quelques artistes sont pour l'heure confirmés ; Al Di Meola, Dick Annegarn, Elliott Murphy, John Scofield, Renan Luce, Titi Robin, ainsi que 2 créations: une en hommage à Bireli Lagrène, l'autre pour l'Opéra Rom des frères Ferré...

Outre ce temps fort de concert, elle propose des actions de promotion et de dynamisation des métiers d'art de lutherie de guitare, notamment à travers le Salon de la lutherie.

De nombreux emplacements de communication (kakémonos, tentures de rues, panneaux abris bus, Colonnes Morris...) ainsi que de nombreux lieux municipaux et matériels municipaux seront gracieusement mis à disposition.

Comme pour l'édition précédente, une convention de partenariat sera signée avec cette association. Cette convention reprendra les quatre objectifs définis en concertation avec la Ville de Montpellier.

- 1) Que la programmation du festival permette à des artistes montpelliérains de partager la scène avec des artistes reconnus nationalement et/ou internationalement, sous réserve de l'acceptation de ces artistes ;
- 2) Que la programmation du festival réserve une place aux musiques gitanes, ces musiques faisant partie du patrimoine musical de la Ville ;
- 3) Qu'une tarification sociale soit mise en place afin de permettre à un public d'étudiants, de demandeurs d'emploi, de bénéficiaires du RSA, de retraités de pouvoir accéder à de nombreux spectacles ;
- 4) Que le festival produise l'essentiel de ses spectacles dans des lieux équipés, adaptés au spectacle vivant.



Cette association à travers ses actions participe au développement de la politique culturelle de la Ville en matière de soutien et promotion de la musique vivante, c'est pourquoi la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier à hauteur de 100 000 € pour la réalisation du festival « Les Internationales de la Guitare » et de passer une convention de partenariat jointe en annexe. Le budget prévisionnel est également joint en annexe.

Code	Association	FM	Montant	LDC	CHAP
3846	Confluences	M	100 000 €	1596	923
	Total général		100 000 €		
	Disponible sur enveloppe		379 300 €		

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2011 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 100 000 € ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10/05/2011**

## Séance publique du lundi 9 mai 2011

**Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Amaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## Culture et Patrimoine Exercice 2011

### Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'Association Académie Internationale de Musique de Montpellier

Au nom de la commission, Michaël DELAFOSSE rapporte :

L'association Académie Internationale de Musique de Montpellier dont le rayonnement est reconnu bien au-delà des frontières françaises, a participé en 2008 à l'élaboration de l'exposition « Stradivarius Montpellier ». Aujourd'hui elle est partie prenante de l'organisation de la « 1<sup>ère</sup> Fête des Luthiers » du 25 avril au 1<sup>er</sup> mai 2011. Au travers de son activité, elle participe activement au développement de la lutherie d'excellence à Montpellier.

Outre l'organisation d'événements prestigieux, dans le cadre de ses activités habituelles, l'académie organise des masters classes de violon, alto et violoncelle au cours des périodes estivales. Ces masters classes sont réputées pour la qualité de leurs intervenant(e)s et drainent des élèves venus de toute l'Europe. Ils sont aussi l'occasion pour de jeunes musiciens montpelliérains de se former auprès de professeurs étrangers renommés. Six concerts de musique classique gratuits seront également donnés pour les mélomanes montpelliérains.

Afin de marquer l'importance de cette manifestation d'envergure internationale, la Ville de Montpellier propose d'attribuer une subvention de 30 000 euros à l'association Académie Internationale de Musique de Montpellier et de passer une convention de partenariat, jointe en annexe. Le budget prévisionnel de cette manifestation est également joint en annexe.

Code	Association	FM	Montant	LDC	CHAP
5051	Association Internationale de Musique de Montpellier	F	30 000 €	1596	923
	Total général		30 000 €		
	Disponible sur enveloppe		349 300 €		

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2011 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 30 000 € ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10/05/2011**

## Séance publique du lundi 9 mai 2011

**Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

### **Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### **Absents :**

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## **Culture et Patrimoine** **Réaffectation d'une subvention**

Au nom de la commission, Michaël DELAFOSSE rapporte :

Lors de la séance du 7 février 2011, le Conseil municipal de la Ville a reporté la subvention d'un montant de 5 000 € attribuée, le 8 novembre 2010 à l'Association Centre de Recherche sur les Pays Méditerranéens au Moyen-Âge (C.R.E.P.M.A.).

Depuis et dans le cadre d'un nouveau programme quadriennal le C.R.E.P.M.A. a fusionné avec d'autres centres de recherches ce qui a abouti, en début d'année, à la création du Centre d'Études Médiévales de Montpellier (C.E.M.M.). Ce centre dépend de l'Université de Montpellier 3.

Il est proposé au Conseil municipal de réaffecter la subvention de 5 000 €, accordée initialement au C.R.E.P.M.A. à l'Université de Montpellier 3 en lieu et place de celle-ci.

### **En conséquence nous vous demandons :**

- de réaffecter cette subvention d'un montant de 5 000 € à l'Université de Montpellier 3 ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget de la Ville, chapitre 923, nature 6574, LC 20057 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10/05/2011**

## **Séance publique du lundi 9 mai 2011**

**Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

### **Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOUI, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### **Absents :**

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## **Travaux d'aménagement de cases de columbarium "Bloc P" au cimetière St Etienne**

### **Autorisation de signer et notifier le marché**

Au nom de la commission, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL rapporte :

Depuis 1986, au cimetière St Etienne, 859 cases de columbarium ont été construites pour le dépôt des urnes cinéraires.

Les cases de columbarium sont des niches fermées par une porte pouvant accueillir 2 ou 4 urnes selon leur profondeur. Ces cases sont regroupées en rangs superposés formant des blocs. Les noms des défunts peuvent être gravés sur des plaques fixées sur la porte.

La progression constante des crémations entraîne une demande de plus en plus forte de ce type d'équipement, or, actuellement la Ville ne dispose plus que de 60 cases libres sur les 160 proposées à la vente en 2009. Il est donc nécessaire d'engager la construction d'une nouvelle tranche de columbarium.

Un espace disponible de 1000 m<sup>2</sup> environ, dans la zone située à l'est du cimetière, entre le secteur de caveaux bâtis « J » et l'Espace Rock, a fait l'objet d'une étude de faisabilité en 2010.

La Ville souhaite construire de nouvelles cases de columbarium au cimetière St Etienne, dans ce secteur dénommé « Bloc P ».

Il est proposé d'aménager un espace comptant 930 nouvelles cases, 620 de 2 places et 310 de 4 places, réparties en modules de taille variable qui permettra une accessibilité aux usagers à mobilité réduite, et répondra également aux contraintes paysagères en créant une clôture végétalisée, en préservant les végétaux sains existants et en conservant une majorité de la superficie en espaces verts.

Les différents modules seront cernés de cheminements piétonniers partant d'une zone de recueillement et de repos aménagée avec du mobilier urbain : bancs, formant une placette ornée d'une pergola venant affirmer le caractère méridional des lieux.

Le visuel retenu est sobre et esthétique, les blocs seront revêtus de pierre noire et les dalles de fermeture des cases d'une pierre beige d'aspect naturel et non polie.

Pour la réalisation de cette opération, des crédits ont été votés aux budgets 2010 et 2011. La vente de ces concessions fera l'objet de recettes correspondantes qui seront inscrites au budget en fonction des tarifs votés par le conseil municipal.

Une consultation auprès d'entreprises spécialisées par appel d'offres ouvert, en application de l'article 28 du Code des marchés publics, a été lancée pour ce marché qui se divise en 3 lots :

- LOT N°1 : Terrassements généraux – Voirie – Revêtements - Serrurerie avec un prix de base incluant la réalisation d'une pergola en acier corten et un prix optionnel pour sa réalisation en acier galvanisé.
- LOT N°2 : Fourniture et pose de niches de columbarium
- LOT N°3 : habillage en pierre

Les critères de jugement des offres étaient :

- o Valeur technique (60 %)
- o Prix des prestations (40%)

La Commission d'appels d'offres, réunie le 29 mars 2011, a retenu les entreprises suivantes qui ont présenté les offres économiquement les plus avantageuses :

LOT N°1 : Terrassements généraux – Voirie – Revêtements - Serrurerie

- **BEC**, pour un montant de **99 727,30 euros HT** solution de base avec pergola en acier corten.

LOT N°2 : Fourniture et pose de niches de columbarium

- **BEC**, pour un montant de **137 200.00 euros HT**.

LOT N°3 : habillage en pierre

- **ACR SERVICES**, pour un montant de **120 802.00 euros HT**.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la construction de cases de columbarium et les aménagements paysagés du cimetière St Etienne, telle que présentés ci-dessus ;
- D'attribuer les marchés cités en objet, conformément à la décision de la Commission d'Appels d'Offres, réunie le 29 mars 2011 ;
- De dire que les dépenses correspondantes seront imputées sur la ligne budgétaire Nature 2128, Fonction 900260, programme 10180, opération 04D00215 du Budget primitif 2011 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire ;

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10/05/2011**

## Séance publique du lundi 9 mai 2011

Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## Commission Réussite Educative Attribution de subventions-Exercice 2011: Centre de Ressources Départemental Education Prioritaire (CRDEP) Association Collectif KOA

Au nom de la Commission, Jean-Louis GELY rapporte :

La Ville de Montpellier s'est engagée à promouvoir une pédagogie de la réussite en favorisant les activités éducatives innovantes dans le domaine scolaire et extra scolaire.

Elle va donc soutenir plusieurs événements impliquant et liant ces différents domaines.

Le pilote de ces projets est le Centre de Ressource Départemental Education Prioritaire (CRDEP) qui gèrera toute la logistique et sollicitera le « Collectif KOA » pour la partie spectacle et orchestration musicale.

Les élèves des écoles publiques maternelles et élémentaires de Montpellier intégrant la coordination des réseaux d'Education Prioritaire Sud et Ouest participent, comme chaque année, à un projet commun de chant choral.

Les représentations de ces chorales, se produisaient à l'opéra Comédie.

Suite aux travaux sur ce bâtiment, les « chœurs d'école » s'organisent à la Maison pour Tous Léo Lagrange, sur le quartier Mosson.

Pour l'occasion, l'évènement s'intitulera : « l'école se fête le quartier reçoit. »

1 700 enfants seront impliqués dans ce projet, ils présenteront leurs spectacles aux parents et autres élèves en nocturne du 6 au 10 juin dans la cour d'honneur de la MPT Léo Lagrange et au théâtre Jean VILAR le 16 et 17 juin.

L'école Kurosawa a mis en place un projet précurseur il y a maintenant 20 ans par la création d'une comédie musicale « Circus et Boule de Gomme » qui a entraîné l'ensemble de l'école sur la scène de l'Opéra Comédie. A cette époque la Ville avait déjà soutenu ce projet.

Pour fêter cet anniversaire, l'école reprend cette création et fait le lien avec des générations d'élèves, de parents et d'enseignants. L'ensemble de l'école répètent donc sous forme de chorales.

Afin d'assurer la logistique et l'accompagnement de ces projets, la Ville propose d'attribuer une subvention au CRDEP ainsi qu'au Collectif KOA pour son accompagnement musical et toute la mise en scène des différents spectacles.

Code	Association	FM	Montant	LDC	CHAP
1035	CRDEP 34	M	2 900 €	1495	922
1461	Collectif KOA	M	2 800 €	1495	922
	Total général		5 700 €		
	Disponible sur enveloppe (cette délibération actée)		105 516 €		

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement.
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2011 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 5 700 euros.
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire. »

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10/05/2011**



## **Séance publique du lundi 9 mai 2011**

**Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

**Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

**Absents :**

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

### **SERM - ZAC Nouveau Saint-Roch - Garantie d'emprunt - Emprunt de 3 M€ réalisé auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon & Emprunt de 2.5 M€ réalisé auprès du Crédit Agricole du Languedoc**

Au nom de la Commission, Serge FLEURENCE rapporte :

Dans le cadre de la réalisation de la Zone d'Aménagement Concertée Nouveau Saint-Roch confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), la SERM souhaite réaliser un emprunt de **5.5 M€** pour financer cette opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier. Il s'agit de financer essentiellement les acquisitions faites auprès de Réseau Ferré de France (RFF).

Aussi, après avoir consulté plusieurs établissements financiers, la SERM a retenu :

**Pour 3 M€, la proposition de la Caisse d'Epargne du Languedoc-Roussillon.**

Les caractéristiques de l'emprunt sont les suivantes :

- Montant : 3 M€
- Durée : 5 ans (60 mois) dont 1 an de différé d'amortissement du capital
- Taux : 3.19%
- Mode d'amortissement : Échéance constante
- Échéances : Annuelles
- Frais de dossier : Néant

**Pour 2.5 M€, la proposition du Crédit Agricole du Languedoc.**

Les caractéristiques de l'emprunt sont les suivantes :

- Montant : 2.5 M€
- Durée : 5 ans (60 mois) dont 1 an de différé d'amortissement du capital
- Taux : Euribor 3 mois + 0.88%
- Mode d'amortissement : Échéances constantes
- Échéances : Trimestrielles

- Frais de dossier : Néant

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de **80%** du montant contracté.

Cette garantie est accordée pour la durée totale du prêt à hauteur de **4.4 M€**.

La garantie accordée par la Ville de Montpellier est une garantie à première demande. Le garant accorde sa garantie pour le remboursement de toutes sommes dues en principal à hauteur de 80%, augmenté de tous intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, rompus, frais et accessoires au titre du contrat de prêt contracté par l'emprunteur dont les caractéristiques sont indiquées plus haut.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 80% des emprunts que la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) va contracter auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon à hauteur de 3 M€ et auprès du Crédit Agricole du Languedoc à hauteur de 2.5 M€ aux conditions précisées ci-dessus,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

The image shows a circular official seal of the Mayor of Montpellier. The seal contains the text 'MAIRIE DE MONTPELLIER' at the top and '11800 Montpellier' at the bottom. In the center is a coat of arms. A handwritten signature in black ink is written over the seal.

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10/05/2011**

## Séance publique du lundi 9 mai 2011

Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Amand JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Au nom de la Commission, Serge FLEURENCE rapporte :

### 1- Créations de postes pour les besoins de l'organisation :

#### Filière administrative :

Cadre d'emploi des attachés : création d'un poste de directeur adjoint à la Direction de la Culture et du Patrimoine (DCP)

Attaché : création d'un poste de coordonnateur de projet à la Panacée de la DCP. Création d'un poste au service SVPEU

Rédacteur : création d'un poste à la Direction Paysage et Biodiversité.

#### Filière animation :

Adjoint d'animation 2<sup>ème</sup> classe : création de 160 postes à temps non complet dans le cadre de la dé-précarisation de personnels d'animation vacataires et création d'un poste de médiateur, à temps complet, au sein du cinéma municipal de la DCP.

#### Filière médico-sociale :

Puéricultrice cadre de santé supérieur : création d'un poste

#### Filière technique :

Ingénieur : création d'un poste de Directeur Technique au sein du Parc Zoologique.

Technicien : création d'un poste au Service des Restaurants Scolaires.

Adjoint technique 2<sup>ème</sup> classe : création de 3 postes au Parc Zoologique, 1 poste au cinéma municipal de la DCP et d'un poste au Service Occupation du Domaine Public, de la Direction Espace Public.

### 2- Suppressions de postes pour les besoins de l'organisation suite à l'avis du CTP du 8 avril 2011:

#### Filière administrative :

Attaché : suppression à compter du 30 juin 2011, d'un poste de chargé de mission « médiation, communication et presse » à la DCP

**Filière technique :**

Agent de maîtrise : suppression d'un poste à la Direction de l'Espace Public.

**3 - Autorisation de recrutements d'agents non titulaires sur postes vacants :**

**Service Architecture :**

Un poste d'Ingénieur est créé à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2011. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Ingénieurs territoriaux, justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 1015

**Service Régulation Trafic Eclairage Public :**

Un poste d'Ingénieur est créé à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2011, en tant que responsable de pôle. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Ingénieurs territoriaux, justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 1015

Nous vous demandons en conséquence :

- D'accepter l'ensemble des modifications du tableau des effectifs conformément au tableau ci-joint ;
- D'autoriser les dépenses afférentes sur le budget de la Ville, chapitre personnel.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10/05/2011**

## **Séance publique du lundi 9 mai 2011**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213401722-20110509-0000044648-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/05/2011  
Réception en Préfecture : 12/05/2011

**Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

**Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHGA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOUÏ, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

**Absents :**

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

### **Attribution d'un complément indemnitaire aux surveillants des cimetières**

Au nom de la Commission, Serge FLEURENCE rapporte :

Vu la délibération du 25 juillet 2006

Vu la délibération du 7 février 2007

Vu la délibération du 4 mai 2009

Vu la délibération du 27 juillet 2009

Vu l'avis du Comité technique Paritaire du 23 juin 2009

La délibération du 25 juillet 2006, actualisée par la délibération du 7 février 2007, a fixé les conditions d'attribution du régime indemnitaire aux agents de la collectivité, et a défini pour chaque grade et niveau de notation le montant de celui-ci, qui prend également en compte la particularité de certaines fonctions.

Les spécificités liées aux modalités particulières d'organisation du travail impliquant une activité régulière et obligatoire le dimanche ont été prises en compte dans les délibérations du 4 mai 2009 et du 27 juillet 2009.

Il est proposé d'intégrer une nouvelle population au bénéfice de cette indemnité pour dimanche travaillé : il s'agit des surveillants des cimetières. Le cycle de travail impose en effet un travail obligatoire le dimanche, qui ne peut donner lieu à récupération, en raison des nécessités de service. Sont exclus du bénéfice de cette indemnité de dimanche, les agents bénéficiant d'un logement pour nécessité absolue de service.

Le versement de cette indemnité, d'un montant de 100 euros par dimanche travaillé, est expressément attaché à l'exercice effectif des fonctions. Elle ne sera donc pas versée en cas d'absence de l'agent un dimanche où il devait intervenir au regard du planning de travail établi et ce quel que soit le motif de l'absence.

**Il est en conséquence proposé au Conseil Municipal :**

- D'adopter les dispositions d'actualisation du régime indemnitaire ci-dessus présentées
- De prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10/05/2011**

## **Séance publique du lundi 9 mai 2011**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213401722-20110509-0000044647-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/05/2011

Réception en Préfecture : 12/05/2011

**Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

### **Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHGA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### **Absents :**

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## **Régime indemnitaire - fonction responsable de la fourrière**

Au nom de la Commission, Serge FLEURENCE rapporte :

Vu la délibération du Conseil Municipal du 25 juillet 2006 relative au régime indemnitaire du personnel municipal ;

Vu la délibération du 27 juillet 2009 relative à la mise à jour du régime indemnitaire de la filière sécurité ;

Vu le CTP du 8 avril 2011 ;

Dans le cadre de l'évolution des missions de la DRTP présentées au CTP du 8 avril 2011, une nouvelle organisation de la fourrière a été validée. De fait, la fonction de responsable de la fourrière est reconnue comme faisant partie des fonctions de commandement impliquant des responsabilités d'encadrement, de décision et d'organisation.

Il est en conséquence proposé que la fonction de responsable de la fourrière bénéficie du régime indemnitaire lié aux fonctions de commandement, selon les modalités indiquées dans la délibération du 27 juillet 2009.

### **Il est en conséquence proposé au Conseil Municipal :**

- D'adopter les dispositions d'actualisation du régime indemnitaire ci-dessus présentées
- De prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10/05/2011**

## Séance publique du lundi 9 mai 2011

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213401722-20110509-0000044646-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/05/2011

Réception en Préfecture : 12/05/2011

Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHGA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Amaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## Achat de matériel de cuisine professionnel, électroménager, TV Hi-Fi, projection, photo Autorisation de signer les marchés

Au nom de la Commission, Max LEVITA rapporte :

Un appel d'offres a été lancé en vue de l'achat de matériel de cuisine professionnel, électroménager, TV HiFi, projection, photo.

Cet appel d'offres ouvert n° 0G85 7010 est passé en application des articles 33 alinéa 3, et 57 à 59 du Code des marchés publics. Il suit les dispositions de l'article 77-I du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande.

Les marchés sont conclus pour une période initiale de la date de leur notification jusqu'au 31/12/2011. Les marchés peuvent être reconduits par périodes successives de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans, sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2014.

Ce sont des marchés à lots d'un montant global maximum de 580 000 € HT répartis sur 7 lots comme suit :

Lots	Libellé du lot	Montants annuels maximum € HT
Lot 1	Four à remise en température	80 000 €
Lot 2	Armoire frigorifique	80 000 €
Lot 3	Lave vaisselle professionnel	80 000 €
Lot 4	Sauteuse marmite	40 000 €
Lot 5	Electro ménagers	100 000 €

Lot 6	TV, Hi Fi, Projection	150 000 €
Lot 7	Appareils photos et accessoires	50 000 €
		<b>580 000 €</b>

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres pour les lots sont les suivants :

- Valeur technique : 60 %
- Prix : 40 %

La commission d'appel d'offres du 1<sup>er</sup> mars 2011 a attribué ces marchés aux sociétés :

- SOCAMEL 38148 RIVES CEDEX pour le lot 1
- SALAGER SERRA 34730 PRADES LE LEZ pour les lots 2, 3 et 4
- DARTY PRO, 13011 MARSEILLE pour les lots 5 et 7

La commission d'appel d'offres du 19 avril 2011 a attribué le marché à la société :

- AUDIO TECHNIC pour le lot 6

Les crédits sont inscrits au budget de la Ville : investissement nature 2188 tous chapitres.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer les marchés avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10/05/2011**



## Séance publique du lundi 9 mai 2011

Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Amaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## Achat de vêtements et équipements pour la Police Municipale et les agents de la Sûreté Urbaine - Appel d'Offres -

### Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la commune de MONTPELLIER et les communes de VILLENEUVE-LES- MAGUELONE, JACOU, LAVERUNE, PEROLS et PIGNAN

Au nom de la Commission, Max LEVITA rapporte :

Dans le cadre de l'achat de vêtements et équipements pour la Police Municipale et les agents de la Sûreté Urbaine pour la Commune de MONTPELLIER et les communes de VILLENEUVE-LES-MAGUELONE, JACOU, LAVERUNE, PEROLS et PIGNAN, il apparaît utile :

- de lancer un appel d'offres en vue de conclure des marchés à bons de commande d'une durée d'un an reconductibles trois fois. Cet appel d'offres concerne l'achat de vêtements et équipements pour la Police Municipale et les agents de la Sûreté Urbaine.
- d'établir un groupement de commandes, entre la Commune de MONTPELLIER, et les communes de VILLENEUVE-LES-MAGUELONE, JACOU, LAVERUNE, PEROLS et PIGNAN, conformément à la convention annexée au dossier.

La Commune de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. La commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur.

La procédure de mise en concurrence appelle le lancement d'un appel d'offres européen conformément aux articles 57 à 59 et 77 du code des marchés publics. Cet appel d'offres se compose de quatre lots :

#### **LOT 1 : vêtements de Police – ASVP et Garde-square**

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé sera de 65 000 € HT/an.

Pour la Commune de Villeneuve-les-maguelone, le montant estimé sera de 5 000 € HT/an.

Pour la Commune de Jacou, le montant estimé sera de 3 000 € HT/an.

Pour la Commune de Laverune, le montant estimé sera de 1 000 € HT/an.

Pour la Commune de Pérols, le montant estimé sera de 4 500 € HT/an.

Pour la Commune de Pignan, le montant estimé sera de 2 000 € HT/an.

**LOT 2 : chaussures**

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé sera de 15 000 € HT/an.

Pour la Commune de Lavérune, le montant estimé sera de 500 € HT/an.

Pour la Commune de Pérols, le montant estimé sera de 850 € HT/an.

Les Communes de Villeneuve-les-maguelone, Jacou et Pignan ne participent pas à ce lot.

**LOT 3 : petit équipement**

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé sera de 20 000 € HT/an.

Pour la Commune de Lavérune, le montant estimé sera de 500 € HT/an.

Pour la Commune de Pérols, le montant estimé sera de 3 300 € HT/an.

Les Communes de Villeneuve-les-maguelone, Jacou et Pignan ne participent pas à ce lot.

**LOT 4 : armement**

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé sera de 5 000 € HT/an.

Pour la Commune de Lavérune, le montant estimé sera de 150 € HT/an.

Pour la Commune de Pignan, le montant estimé sera de 4 000 € HT/an.

Les Communes de Villeneuve-les-maguelone, Jacou et Pérols ne participent pas à ce lot.

**En conséquence, il est demandé au conseil municipal :**

- d'accepter le principe de lancement d'un appel d'offres,
- d'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Commune de MONTPELLIER, et les Communes de VILLENEUVE-LES-MAGUELONE, JACOU, LAVERUNE, PEROLS et PIGNAN, convention aux termes de laquelle les communes délèguent à la Commission d'Appel d'Offres de la Ville de Montpellier la compétence pour attribuer cet Appel d'Offres
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10/05/2011**

## Séance publique du lundi 9 mai 2011

Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## Achat de matériel de sport Autorisation de signer les marchés

Au nom de la Commission, Max LEVITA rapporte :

Un appel d'offres a été lancé en vue de l'achat de matériel de sport pour la ville de Montpellier.

Cet appel d'offres ouvert n° 1H117010 est passé en application des articles 33 alinéa 3, et 57 à 59 du Code des marchés publics. Il suit les dispositions de l'article 77-I du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commandes sans minimum ni maximum.

Les marchés sont conclus pour une période allant de la date de notification jusqu'au 31/12/2011. Ils sont renouvelables trois fois par expresse reconduction pour les années 2012, 2013 et 2014.

Ce sont des marchés à lots d'un montant global estimé à 240 000 € HT répartis sur 4 lots comme suit :

Lots	Libellé du lot	Estimation annuelle € HT
Lot 1	Petit matériel de sport	80 000 €
Lot 2	Gros matériel de sport	110 000 €
Lot 3	Matériel nautique	30 000 €
Lot 4	Matériel de traçage	20 000 €

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres pour les lots sont les suivants :

- Valeur technique : 60 %
- Prix : 40 %

La commission d'appel d'offres du 19 avril 2011 a attribué ces marchés aux sociétés :

- SPORT ET COLLECTIVITES lots 1 et 2
- MJ MARINE pour le lot 3
- TEISSIER SPORT pour le lot 4

Les crédits sont inscrits au budget de la Ville : investissement nature 2188 tous chapitres.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer les marchés avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

The image shows a circular official seal of the Municipality of Montreuil. The seal features a central emblem with a sun and a tree, surrounded by the text "MAIRIE de MONTREUIL" and "79100". A handwritten signature in black ink is written over the seal.

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10/05/2011**

## **Séance publique du lundi 9 mai 2011**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213401722-20110509-0000044643-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/05/2011  
Réception en Préfecture : 12/05/2011

**Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

### **Présents :**

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Amaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### **Absents :**

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## **Marché négocié sans mise en concurrence pour l'achat de matériel de régulation trafic Bornes électriques de type V.S.U.**

Au nom de la Commission, Max LEVITA rapporte :

Compte tenu des éléments techniques de fabrication des équipements du parc de matériel existant sur la Ville, le marché de pièces détachées ne peut être confié qu'au fabricant, seul opérateur économique en capacité de répondre à nos besoins.

A cet effet, un marché négocié a été mis en œuvre en vue de l'achat de bornes électriques de type V.S.U. pour la Ville de Montpellier.

Ce marché public négocié n° 0G947010 est passé en application de l'article 35 II 8°al. du Code des marchés publics. (Marché ne pouvant être confié qu'à un opérateur économique déterminé pour des raisons techniques).

Le marché est conclu pour une période allant de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2011. Il est renouvelable trois fois par expresse reconduction pour les années 2012, 2013 et 2014.

Le montant des commandes du marché, sans montant minimum, ni montant maximum, est estimé à 300 000 € HT/an.

Les critères pondérés retenus pour le jugement de l'offre sont les suivants :

- la valeur technique sur analyse des fiches techniques et catalogue : 60%.
- le prix des prestations : 40%.

La commission d'appel d'offres du 19 avril 2011 a attribué ce marché à la société :

- CITINNOV, 13160 CHATEAURENARD

Les crédits sont inscrits au budget investissement de la Ville nature 2188, chapitre 908.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer le marché avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

The image shows a circular official stamp of the Mayor of Montfermeil. The text around the stamp reads "MAIRIE DE MONTFERMEIL" and "79500". In the center of the stamp is a coat of arms. Overlaid on the stamp is a handwritten signature in black ink.

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10/05/2011**

## **Séance publique du lundi 9 mai 2011**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213401722-20110509-0000044642-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/05/2011

Réception en Préfecture : 12/05/2011

**Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

### **Présents :**

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHGA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAQUI, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### **Absents :**

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## **Marché négocié sans mise en concurrence pour l'achat de matériel de régulation trafic Signaux pour malvoyants de type EO-EDPS.**

Au nom de la Commission, Max LEVITA rapporte :

Compte tenu des éléments techniques de fabrication des équipements du parc de matériel existant sur la Ville, le marché de pièces détachées ne peut être confié qu'au fabricant, seul opérateur économique en capacité de répondre à nos besoins.

A cet effet, un marché négocié a été mis en œuvre en vue de l'achat de signaux pour malvoyants de type EO-EDPS pour la Ville de Montpellier.

Ce marché public négocié n° 0G957010 est passé en application de l'article 35 II 8°al. du Code des marchés publics. (Marché ne pouvant être confié qu'à un opérateur économique déterminé pour des raisons techniques).

Le marché est conclu pour une période allant de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2011. Il est renouvelable trois fois par expresse reconduction pour les années 2012, 2013 et 2014.

Le montant des commandes du marché sans montant minimum, ni montant maximum est estimé à 150 000 € HT/an.

Les critères pondérés retenus pour le jugement de l'offre sont les suivants :

- la valeur technique sur analyse des fiches techniques et catalogue : 60%.
- le prix des prestations : 40%.

La commission d'appel d'offres du 19 avril 2011 a attribué ce marché à la société :

- entreprise EO-EDPS

Les crédits sont inscrits au budget investissement de la Ville nature 2188, chapitre 908.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer le marché avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

The image shows a circular official seal of the Mayor of Montceau-les-Mines. The seal contains the text "MAIRIE de MONTCEAU-LES-MINES" and "THÉRAULT". Overlaid on the seal is a handwritten signature in black ink.

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10/05/2011**



## Séance publique du lundi 9 mai 2011

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213401722-20110509-0000044641-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/05/2011

Réception en Préfecture : 12/05/2011

Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEIROUS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## Marché négocié sans mise en concurrence pour l'achat de matériel de régulation trafic

### Barrières électriques automatiques Fourniture et maintenance de l'existant type AXIMUM ERO.

Au nom de la Commission, Max LEVITA rapporte :

Compte tenu des éléments techniques de fabrication des équipements du parc de matériel existant sur la Ville, le marché de pièces détachées ne peut être confié qu'au fabricant, seul opérateur économique en capacité de répondre à nos besoins.

A cet effet, un marché négocié a été mis en œuvre en vue de l'achat de barrières électriques automatiques fourniture et maintenance de l'existant type AXIMUM ERO pour la Ville de Montpellier.

Ce marché public négocié n° 0G967010 est passé en application de l'article 35 II 8°al. du Code des marchés publics. (Marché ne pouvant être confié qu'à un opérateur économique déterminé pour des raisons techniques).

Le marché est conclu pour une période allant de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2011. Il est renouvelable trois fois par expresse reconduction pour les années 2012, 2013 et 2014.

Le montant des commandes du marché sans montant minimum, ni montant maximum est estimé à 100 000 € HT/an.

Les critères pondérés retenus pour le jugement de l'offre sont les suivants :

- la valeur technique sur analyse des fiches techniques et catalogue : 60%.
- le prix des prestations : 40%.

La commission d'appel d'offres du 19 avril 2011 a attribué ce marché à la société :

- AXIMUM ERO

Les crédits sont inscrits au budget investissement de la Ville nature 2188, chapitre 908.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer le marché avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

The image shows a circular official seal of the Mayor of Montfermeil. The seal features a central emblem with a sun and a tree, surrounded by the text "MAIRE DE MONTFERMEIL" and "(Hérault)". A handwritten signature in black ink is written over the seal.

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10/05/2011**

## Séance publique du lundi 9 mai 2011

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213401722-20110509-0000044640-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/05/2011  
Réception en Préfecture : 12/05/2011

Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## Transfert d'activités de la société GL DIFFUSION à la société SIGNAUX GIROD GRAND SUD Autorisation de signer l'avenant

Au nom de la Commission, Max LEVITA rapporte :

La commission d'appel d'offres réunie le 22/12/2009 a désigné comme titulaire des marchés "achat de pièces détachées d'origine et adaptable de rechange destinés à l'entretien, à la réparation, et à l'amélioration des véhicules légers du parc de la ville de Montpellier " lot 6 (n° 9G32701F Sérigraphie et lumineux) la société GL DIFFUSION. Ce marché (lot 6) a été notifié le 02/03/2010, et reconduit le 24/09/2010 pour l'année 2011.

Par délibération en date du 08 février 2010, la ville de Montpellier a autorisé Madame le Maire à signer tous documents relatifs à ces marchés.

Par courrier du 04 février 2011, la société SIGNAUX GIROD GRAND SUD nous a informé de la cession des activités de société GL DIFFUSION à leur profit à partir du 1<sup>er</sup> février 2011.

Il convient donc d'établir un avenant autorisant le transfert du titulaire de ce marché (GL DIFFUSION) vers la société SIGNAUX GIROD GRAND SUD, sous réserve que les conditions de ce marché soient identiques et que la société SIGNAUX GIROD GRAND SUD n'y apporte aucune modification.

### En conséquence, il est demandé au conseil Municipal :

- d'approuver le principe de cet avenant,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué à signer cet avenant.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 10/05/2011

## Séance publique du lundi 9 mai 2011

Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## Attributions et ajustements de subventions et cotisations

Au nom de la Commission, Max LEVITA rapporte :

### 1 Réaffectation en 2011 de subvention votée en 2010 :

#### Commission Action territoriale :

Afin de pouvoir verser les subventions attribuées par le Conseil Municipal du 26 juillet 2010 aux associations Aléthéia et APIEU, il est proposé de réaffecter en 2011 les subventions suivantes :

CODE	ASSOCIATION	F/M	Montant	Rubrique	LDC	CHAP
5171	Association Aléthéia	M	5 800 €		11857	925
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain	M	10 550 €		11857	925
	Total		16 350 €			
	Disponible sur enveloppe		150 500 €			

### 2 Changements d'intitulé de structures subventionnées :

#### Commission Actions solidaires - Handicap :

CODE	Ancien libellé	Nouveau libellé	F/M	Montant	Rubrique	LDC	CHAP
1543	FNATH Accidentés de la Vie – Groupement Hérault	FNATH Accidentés de la Vie – Section Montpellier	F	3 000 €	HANDICAP	17562	925
	Disponible sur enveloppe			10 500 €			

#### Commission Emploi – Développement économique et commercial :

CODE	Ancien libellé	Nouveau libellé	F/M	Montant	Rubrique	LDC	CHAP
4623	Pléiades Services	Pléiades Emploi Services Hérault	F	10 000 €	EMPLOI	2390	929

Disponible sur enveloppe	19 100 €
--------------------------	----------

### **3 Ajustement de subvention :**

#### **Commission Actions solidaires et prévention solidarité :**

CODE	ASSOCIATION	F/M	Ancien Montant	Nouveau Montant	Rubrique	LDC	CHAP
4903	Association de Cardiologie du Languedoc Roussillon	F	100 €	1 000 €	SANTE	17564	925
	Disponible sur enveloppe			16 450 €			

### **4 Annulation de subvention :**

#### **Commission Réussite éducative :**

En raison du report en 2012 de l'opération du Festival Jeune Public initialement prévue en octobre 2011 par l'association Festival International du Cinéma Méditerranéen, il convient d'annuler la subvention de 7 000 € attribuée par le Conseil Municipal du 13 décembre 2010.

CODE	ASSOCIATION	F/M	Montant	Rubrique	LDC	CHAP
105	Festival international du Cinéma Méditerranéen	M	0 €		1495	922
	Disponible sur enveloppe		103 816 €			

### **5 Cotisation :**

Adhésion à l'Association des Villes pour la Propreté Urbaine (AVPU).

Cette association loi 1901 à but non lucratif est née à la suite de rencontres entre collectivités sur le thème de la propreté urbaine regroupant élus et agents territoriaux.

L'AVPU a pour objet de faire progresser la propreté en ville et de favoriser la perception positive de cette progression par les citoyens. Elle favorise les échanges d'expériences entre collectivités pour une amélioration des politiques municipales et élabore des recommandations et des plans d'actions pour rendre plus efficaces les modes opératoires.

Compte tenu de l'intérêt pour la ville, il est proposé au Conseil Municipal d'adhérer à cette association dont la cotisation pour 2011 s'élève à 2 000 €.

Cette cotisation sera prélevée sur le chapitre 920, nature 6281 et suivie par la Direction de l'Espace Public.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus sous réserve de signature de la lettre d'engagement ;
- D'autoriser les ajustements tels que définis ci-dessus ;
- D'autoriser l'adhésion à l'Association des Villes pour la Propreté Urbaine (AVPU) ;

- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2011 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour les subventions et 6281 pour la cotisation ;
- D'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer cette lettre d'engagement et tout document relatif à ces affaires.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

The image shows a circular official seal of the Mayor of Montpellier. The seal contains the text 'MAIRIE DE MONTPELLIER' and '11100 MONTPELLIER'. Overlaid on the seal is a handwritten signature in black ink.

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10/05/2011**

## **Séance publique du lundi 9 mai 2011**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213401722-20110509-0000044638-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/05/2011  
Réception en Préfecture : 12/05/2011

**Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

### **Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### **Absents :**

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## **Apurement annuel des régies année 2011**

Au nom de la Commission, Max LEVITA rapporte :

Chaque opération menée par les régisseurs de la Ville font l'objet d'une vérification quotidienne ainsi que de vérifications ponctuelles par les services du comptable.

Sur la période d'août 2007 à mars 2010 ces contrôles ont fait apparaître un écart global de 1079,58 euros concernant 7 régies.

- Crèche Blanche Neige
- Halte Garderie l'île au trésor
- Halte Garderie Villeneuve d'Angoulême
- Marché aux puces
- Relations Internationales
- Halte Garderie André Chamson
- Carte animation sport

Chaque régisseur doit lorsque l'écart apparaît soit signaler l'erreur matérielle et en expliciter la cause soit déposer plainte dès lors que le déficit a été causé par un vol.

La liste des régisseurs concernés est annexée à la présente.

Chacun a suivi la procédure définie ci-dessus. Dans 5 cas sur 7, un dépôt de plainte a été effectué, les 2 autres cas relevant d'une erreur matérielle justifiée par les régisseurs.

Un accord de sursis de paiement a été notifié à chaque régisseur, suite à leur demande écrite et conformément à l'instruction codificatrice du 21 avril 2006 qui précise qu'« à compter de la notification de l'ordre de reversement le régisseur peut, dans un délai de quinze jours, solliciter un sursis de versement auprès de l'ordonnateur ».

La Ville a par la suite été destinataire des demandes de décharge de responsabilité et de remise gracieuse formulées par les régisseurs.

La décharge de responsabilité est accordée en cas de circonstances de force majeure, ce qui implique qu'aucune faute ou négligence n'ait été commise par le régisseur. Or, les déficits de ces régies ne résultent pas de ces circonstances.

Par ailleurs, une remise gracieuse des sommes mises à la charge des régisseurs pourrait être envisagée, celle-ci visant à prendre en compte les circonstances d'apparition du déficit et la situation personnelle des régisseurs.

Conformément à l'instruction codificatrice sur les régies du 21 avril 2006, le Conseil Municipal est appelé à délibérer sur les demandes des régisseurs. Le Trésorier Payeur Général statuera ensuite sur celles-ci.

**Il est demandé au conseil de bien vouloir :**

- donner un avis favorable aux demandes de remises gracieuses formulées par l'ensemble de ces régisseurs
- de dire que les crédits nécessaires seront prélevés sur le budget 2011 :
  - Chapitre 926 – Nature 6718 pour 590,91 €
  - Chapitre 929 – Nature 6718 pour 200,00 €
  - Chapitre 920 – Nature 6718 pour 263,67 €
  - Chapitre 924 – Nature 6718 pour 25,00 €
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à ces demandes.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10/05/2011**



## **Séance publique du lundi 9 mai 2011**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213401722-20110509-0000044661-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/05/2011  
Réception en Préfecture : 12/05/2011

**Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

**Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

**Absents :**

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

### **Centre Régional de Lutte contre le Cancer Val d'Aurelle Paul Lamarque - Garanties d'Emprunt - Emprunts de 7.2 M€ et de 3.9 M€ auprès du CIC Société Bordelaise - Annule et remplace la délibération n°2011/78.**

Au nom de la Commission, Max LEVITA rapporte :

Dans le cadre du financement de son plan d'investissement pluriannuel, le Centre Régional de Lutte contre le Cancer Val d'Aurelle Paul Lamarque a réalisé deux emprunts auprès de l'établissement bancaire CIC Société Bordelaise pour un montant total de 11,1 M€.

Ce programme d'investissement a pour objet l'extension (par aménagement et construction) du Centre Régional de Lutte contre le Cancer afin de répondre aux besoins sanitaires en matière de cancérologie de la population du Languedoc-Roussillon et de maintenir le niveau d'excellence du plateau technique à compétence régionale du Centre Val d'Aurelle.

Le montant total des investissements prévus entre 2009 et 2013 s'élève à 59 M€.

Le plan de financement prévu se décompose de la façon suivante : 50% par autofinancement et 50% par emprunt.

Pour financer ces investissements, et après avoir consulté plusieurs établissements bancaires, le Centre Régional de Lutte contre le Cancer Val d'Aurelle Paul Lamarque a contracté deux emprunts avec la Société Bordelaise de Crédit Industriel et Commercial.

Les caractéristiques des emprunts sont les suivantes :

- Montant de l'emprunt concernant le lot 1 : 7,2 M€

Taux : 3,25%

Durée : 20 ans

Type d'amortissement : linéaire

Echéances : trimestrielles

Date de mobilisation : 25/03/2011

- Montant de l'emprunt concernant le lot 2 : 3,9 M€

Taux : 3,25%

Durée : 20 ans

Type d'amortissement : linéaire

Echéances : trimestrielles

Date de mobilisation : 25/10/2011

Afin de renforcer son soutien et permettre la réalisation de ces investissements, la Ville souhaite garantir ces 2 emprunts à hauteur de 30% du montant contracté.

Cette garantie est accordée pour la durée totale des emprunts à hauteur des montants suivants :

- Montant de l'emprunt garanti concernant le lot 1 : 0,72 M€

- Montant de l'emprunt concernant le lot 2 : 0,39 M€

La garantie apportée par la Ville de Montpellier est une garantie à première demande. Le garant accorde sa garantie pour le remboursement de toutes sommes dues en principal à hauteur de 30%, augmenté de tous intérêts, intérêts de retard, commissions, rompus, frais et accessoires au titre du contrat de prêt contracté par l'emprunteur dont les caractéristiques sont indiquées plus haut.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'annuler la délibération portant sur le même objet et adoptée par le Conseil Municipal du 7 février 2011
- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 30% des emprunts que le Centre Régional de Lutte contre le Cancer Val d'Aurelle Paul Lamarque a contracté avec la Société Bordelaise de Crédit Industriel et Commercial à hauteur de 7,2 M€ et 3,9 M€ aux conditions précisées ci-dessus,
- D'autoriser l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

The image shows a circular official seal of the Mayor of Montpellier. The seal contains the text 'MAIRIE DE MONTPELLIER' and '11800 Montpellier'. Overlaid on the seal is a handwritten signature in black ink.

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10/05/2011**

## Séance publique du lundi 9 mai 2011

Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## ZAC Port Marianne - Consuls de Mer Futur Hôtel de Ville - Autorisation de signer les marchés du lot 25 "SIGNALETIQUE"

Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

Par délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2002, la Ville de Montpellier a approuvé le dossier de concours du nouvel hôtel de ville. Le 19 décembre 2002, un mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de cette opération a été confié à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM).

A l'issue d'un concours, un contrat de maîtrise d'œuvre a été attribué par délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2003 au groupement : « J. Nouvel / F. Fontès / Terrel Technologies / Verdier ».

Le programme prévoit la réalisation d'environ 27 000 m<sup>2</sup> de SHON pour l'accueil du public, les bureaux des élus et des services, les espaces communs et les locaux techniques.

La durée des travaux sera de 39 mois (y compris la période de préparation du chantier).

Pour réaliser les travaux du lot 25, « SIGNALETIQUE », portant sur la fabrication et la pose d'éléments de signalétique statique dans le bâtiment et aux abords (parvis et parc), un marché à procédure adaptée a été lancé le 22 février 2011, conformément aux articles 27 et 28 du Code des Marchés Publics.

Le marché est un marché à bons de commande avec un minimum de 300 000 € HT et un maximum 700 000 € HT (toutes reconductions comprises).

Le marché est passé par le mandataire du maître d'ouvrage, pour une durée initiale d'un an avec reconduction possible de 3 ans, au nom et pour le compte de la ville de Montpellier. La ou les reconductions pourront être notifiées soit par le mandataire, soit par le maître d'ouvrage.

La commission d'appel d'offres en date du 29 mars 2011 a décidé d'attribuer le lot **25**, SIGNALÉTIQUE, à l'entreprise ci-dessous désignée, offre économiquement la plus avantageuse.

Lot	Entreprise	Montants retenus en € HT
<b>Lot 25 SIGNALÉTIQUE</b>	Alp' Com 38330 Montbonnat	bons de commande avec un minimum de 300 000 € HT et un maximum 700 000 € HT (toutes reconductions comprises)

**En conséquence, il est proposé au conseil municipal :**

- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer les marchés avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres et, plus généralement, de signer tous documents relatifs à cette affaire.
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville, Service Conduite d'Opérations : Nature : 23 13 - Fonction : 900 201 - Programme : 100 40

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10/05/2011**

## **Séance publique du lundi 9 mai 2011**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213401722-20110509-0000044659-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/05/2011  
Réception en Préfecture : 12/05/2011

**Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

### **Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### **Absents :**

Martine PETITOUT, Francis VIGUIE.

## **ZAC Port Marianne - Consuls de Mer - Autorisation de signer l'avenant n°1 au marché de travaux du lot 13 Menuiseries Intérieures Bois du Futur Hôtel de Ville**

Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

Par délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2002, la Ville de Montpellier a approuvé le dossier de concours du nouvel hôtel de ville. Le 19 décembre 2002, un mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de cette opération a été confié à la Société d'Equiperment de la Région Montpelliéraine (SERM).

A l'issue d'un concours, un contrat de maîtrise d'œuvre a été attribué par délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2003, au groupement : « J. Nouvel / F.Fontès / Terrel Technologies / Verdier ».

Rappelons que le programme prévoit la réalisation d'environ 27 000 m<sup>2</sup> de SHON pour l'accueil du public, les bureaux des élus et des services, les espaces communs et les locaux techniques.

L'avant projet détaillé a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 1<sup>er</sup> février 2005.

La durée des travaux sera de 39 mois (y compris la période de préparation du chantier).

Par délibération du Conseil Municipal du 4 février 2008, la Ville de Montpellier a désigné l'entreprise BLACHERE, pour assurer les travaux du lot 13 : « Menuiseries Intérieures Bois ».

Le présent avenant a pour objet la prise en compte technique et financière dans le marché de travaux, sans bouleversement du marché initial, de la réalisation de différents travaux supplémentaires en cours d'exécution.

L'augmentation du lot considéré correspond à diverses modifications liées principalement à l'amélioration de la qualité et robustesse du revêtement d'habillage des ventilo-convecteurs dans les bureaux, au souhait de sécuriser les locaux techniques sensibles et à l'intégration des modifications liées à l'évolution du programme de la salle du Conseil Municipal. Ces évolutions portent le marché du titulaire, « Entreprise BLACHERE », à 2 879 327,86 € HT.

Le montant et pourcentage d'augmentation par rapport au montant initial du marché sont présentés comme suit :

N° avenant	Désignation	Entreprise	Marché initial HT	Montant avenant HT	Montant total HT	% augmentation
1	lot 13 : Menuiseries intérieures bois	BLACHERE	2 595 663 ,26	283 664,60	2 879 327,86	10,9%

L'avenant n°1 proposé représente 10,9% du montant du marché notifié, il n'y a donc pas lieu de procéder à la modification du bilan financier global de l'opération qui reste dans les objectifs fixés initialement par le maître d'ouvrage.

**En conséquence, il est proposé au conseil municipal :**

- d'approuver l'avenant n°1 du marché lot 13 : « Menuiseries Intérieures Bois » à l'entreprise BLACHERE, pour un montant de 283 664,60 € HT ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville, Service Conduite d'Opérations ; Nature : 23 13 - Fonction : 900 201 - Programme : 10040

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 10/05/2011**

## Séance publique du lundi 9 mai 2011

Convoqué le lundi 2 mai 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 mai 2011 à 17H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Gabrielle DELONCLE, Laure FARGIER, Christiane FOURTEAU, Audrey DE LA GRANGE, Stéphane MELLA, Louis POUGET, Claudine TROADEC-ROBERT.

### Absents :

Martine PETTOUT, Francis VIGUIE.

## Voeu au nom de la majorité

Au nom de la Commission, Hélène MANDROUX rapporte :

Nous le savons depuis longtemps, le gouvernement souhaite réduire la scolarisation des enfants de 2 à 3 ans dans les maternelles. Pour les enfants de 2 ans, cela s'est déjà traduit par un accueil pratiquement à néant.

Pourtant, comme le réclame la FCPE ainsi que le collectif Pas de Bébé à la consigne, l'accès à l'école maternelle doit être un droit pour tout enfant dont la famille le demande, dès l'âge de 2 ans.

Déjà, pour l'année 2010/2011, la Ville de Montpellier a accepté de prolonger l'accueil des enfants nés en janvier, février et mars 2008 jusqu'à la fermeture d'été de nos structures. Cette décision a été prise pour ne pas mettre les familles dans l'embarras en milieu d'année scolaire.

Pourtant, aujourd'hui l'inspection académique nous propose d'accueillir les enfants nés en septembre, octobre et novembre 2008 pour la prochaine rentrée.

Notre liste d'attente dans les crèches est très longue et il faudrait encore que nous pallions au déficit de l'Etat ! Est-ce que l'Etat a pensé ne serait-ce qu'au bien être des enfants de plus de 3 ans, nos structures n'étant pas adaptées pour eux ?

Que va-t-on pouvoir expliquer aux familles avec des bébés, déjà très en difficulté, quand on connaît le prix des assistantes maternelles ?

Pour sa part, le Groupe Communiste refuse d'accepter le prolongement d'accueil des enfants de 3 ans.

Il demande à l'Etat d'assumer ses responsabilités pour l'éducation pour une école publique, laïque et républicaine.

Accepter une telle démarche reviendrait à moyen terme à la suppression de l'école maternelle !!!

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire



**Hélène MANDROUX**

# **Recueil des Actes Administratifs**

## **Décisions**

**Rapportées en séance du Conseil municipal  
du 9 mai 2011**



**Communication**

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du  
Code Général des Collectivités Territoriales :**

**En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.**

**Numéro de  
la décision : Synthèse de la décision :**

- |           |  |
|-----------|--|
| 2011/0085 | De confier à la société "Guelle & Fuchs" la réalisation de couvertures aériennes stéréoscopiques d'hiver de la Ville de Montpellier à moyenne et grande échelle ainsi que leur numérisation, pour un montant de 42020 € HT.  |
| 2011/0098 | De signer l'avenant de plus value au marché de maintenance et de réparation d'ascenseurs (Corum et DREJS) et d'un monte charge (Grammont). Montant de l'avenant : 1200,00 euros H.T. soit 1,03% du montant initial.  |
| 2011/0102 | De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la SCP VINSONNEAU PALIES NOY GAUER et Associés dans le cadre du référé préventif Avenue Dr Pezet.  |
| 2011/0103 | D'attribuer le marché négocié de «Maintenance des logiciels Mélodie, Maestro, Image, Alto, Requiem, Oracle LSC, Acte Web» à la société ARPEGE pour une durée d'un an renouvelable trois fois et un montant annuel estimatif de 31 355.83 € HT.   |
| 2011/0104 | De conclure un avenant au marché d'architecte coordinateur des interventions sur l'espace public afin d'augmenter de 40000 € à 44000 € le montant maximal de prestations la troisième année du marché pour pouvoir répondre à une demande non prévue d'études programmatiques. Le montant total de ce marché à procédure adaptée reste inférieur à 190 000€HT. |
| 2011/0105 | De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de d'AREAS Cabinet PNAS et de ses avocats dans l'affaire Ville c/ GHABI   |
| 2011/0106 | De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la SMACL et de ses avocats devant toutes juridictions qui auraient à connaître de cette affaire.   |
| 2011/0107 | De signer la convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et Complétel pour le raccordement du client Mutuelle des motards pour une durée de dix ans.   |
| 2011/0108 | D'attribuer le marché n° 1M 111 au prestataire : agence Garcia Diaz pour la réalisation de l'étude d'aménagements des espaces publics adjacents au projet d'extension et modernisation de la gare - Etudes d'avant projet, pour un montant de 57 360 €HT.  |
| 2011/0109 | De signer la convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et MIT pour le raccordement de son client Ediser pour une durée de dix ans.   |
| 2011/0110 | D'attribuer le marché de «Conseil et assistance en matière de sécurité des systèmes d'information» à la société PRONETIS pour un montant total minimum de 4 000 € HT et maximum de 85 000 € HT pour une durée d'un an renouvelable deux fois.  |

- 2011/0111 De signer un marché négocié sans mise en concurrence en référence à l'article 28 dernier alinéa du code des marchés publics, avec la Société ENJOY Montpellier désignée par "Le Corum", marché d'un montant de 140 889€ HT dans le cadre de l'organisation de l'accueil du congrès de l'EAZA (Association Européenne des Zoos et Aquariums) qui se déroulera à Montpellier du 20 au 24 septembre 2011.
- 2011/0112 D'attribuer le marché pour la définition du « Storyboard » de la Cité Hippocrate, équipement muséographique dédié au corps humain, au bureau d'étude Altermuséo/Anamnésia/Ap'Culture, ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, pour un montant de 85 950,00 € HT.
- 2011/0113 De signer le bail de droit commun avec Monsieur Jean-Pierre AUBERT pour la mise à disposition d'un local à usage de bureau et de salle de réunion sis au 4 rue Marcellin Albert
- 2011/0114 De signer la convention d'occupation précaire et révocable avec la société France Télécom pour la mise à disposition d'un terrain sis 738 rue de Salaison - Domaine de la Pompignane pour un an renouvelable pour un loyer annuel de 19 500 €.
- 2011/0116 De passer une convention avec le Montpellier Hérault Sport Club pour la mise à disposition du parking "Heidelberg" à l'occasion des matches pour l'année 2011 et modifier l'article 3 du cahier des charges pour clarifier les modalités d'utilisation, en contrepartie d'une redevance de 1 075 €.
- 2011/0117 De passer une convention avec l'Association ASPTT pour la mise à disposition des tennis du complexe sportif Léon Cazal et des tennis du complexe sportif de Grammont pour l'année 2011 en contrepartie d'une redevance annuelle de 3 430€ (L. Cazal) et 3 040 € (Grammont).
- 2011/0118 De passer une convention avec l'association "Tennis Club de la Paillade" pour la mise à disposition des tennis de la Paillade pour l'année 2011 en contrepartie d'une redevance annuelle de 610€.
- 2011/0119 De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur Guy RODIER
- 2011/0120 De passer une convention avec le Montpellier Volley UC pour la mise à disposition du Palais des Sports Pierre de Coubertin pour l'année 2011 en contrepartie d'une redevance annuelle de 8 580€.
- 2011/0121 De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SPIE SA
- 2011/0122 De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la SCP VINSONNEAU PALIES NOY GAUER et Associés dans le cadre du référé préventif 1945 Avenue de Toulouse
- 2011/0123 D'attribuer le marché concernant la mission de coordination des Systèmes de Sécurité Incendie du groupe scolaire les Grisettes, à l'entreprise SSICOOR pour un montant de 6 790,00 € H.T.
- 2011/0124 D'attribuer le marché concernant l'aménagement temporaire d'un terrain de Beach Volley, Place de la Comédie à Montpellier, à l'entreprise Sport Environnement Laquet pour un montant de 31 912,00 € H.T.
- 2011/0125 De confier le marché (OM1038) : "Missions d'accompagnement Montpellier Main Verte", aux entreprises suivantes :
- lot N°1 visites commentées et animations dans les jardins partagés l'association PASSE MURAILLE avec ses sous-traitants Etats des lieux et Apieu pour un montant mini de 10 000 € HT – maximum de 30 000 € HT
  - lot N° 2 jardin école l'association LAYANAN pour un montant minimum de 2 000 € H.T et maximum 4 000 € HT
  - lot N°3 création et animation d'un réseau d'observateur et cours de botanique l'association TELABOTANICA pour un montant minimum de 3 000 € H.T. et maximum de 10 000 € HT
  -
- 2011/0126 De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Akoun ADOU
- 2011/0127 D'approuver la convention pour engagement d'artiste conception du visuel de la manifestation ZAT d'avril 2011 et déclinaison sur divers supports de communication pour un montant de 9 440.00 € H.T (T.V.A. 5.5%)
- 2011/0128 D'approuver la convention pour engagement d'artiste Création d'une scénographie pour la manifestation Comédie du Livre 2011 pour un montant de 7 000 € H.T

- 2011/0129 D'approuver la convention de commissariat d'exposition avec Monsieur Alain SAYAG, pour un montant de 8 000.00 € TTC d'honoraires et 3 000.00 € maximum de frais de déplacement, restauration, hébergement et recherches dans le cadre de « Fantômes de villes » au Pavillon Populaire du 11 novembre 2011 au 15 janvier 2012
- 2011/0130 D'approuver la convention de mise à disposition de la Galerie Saint Ravy au Dr Marcel Mantione (Académie Nationale des Arts et des Lettres) du 11 au 24 avril 2011
- 2011/0131 De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Copropriété 1 rue de l'Ecole de Pharmacie
- 2011/0132 De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Copropriété 14 rue des Etuves
- 2011/0133 De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Copropriété 12 boulevard Ledru Rollin
- 2011/0134 De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Copropriété 9 place Alexandre Laissac
- 2011/0135 De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Djamilia BENATTOU
- 2011/0137 De conclure un avenant de prorogation jusqu'au 31 décembre 2011 de l'échéance de la phase de mobilisation du prêt n° MIN266026EUR conclu auprès de DEXIA pour un montant de 5 000 000 € et modification de la marge appliquée sur l'index EONIA : 1,30 % au lieu de 1,20 %.
- 2011/0138 De conclure des contrats de cession du droit d'exploitation des spectacles pour un montant global de 77 134.49 € Zone Artistique Temporaire - Programmation 2011, du 23 au 25 avril au Parc Méric
- 2011/0139 De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Copropriété 7 boulevard du Jeu de Paume
- 2011/0140 D'attribuer le marché pour la fourniture de tee-shirts et casquettes à la société Graphic'Media pour un montant de 19 877 € HT
- 2011/0144 D'approuver la convention relative à la Manifestation ZAT du 23 au 25 avril 2011 avec la Croix Rouge Française, pour un montant de 5 664.00 €
- 2011/0146 D'acquérir une carte d'abonnement AIR FRANCE pour le Directeur Général des Services pour la période 2011-2012 pour un montant de 610 € TTC
- 2011/0149 D'exercer le droit de préemption sur la propriété de Monsieur ROBERDEAU, située 8 rue Expert (lots 1 à 2) cadastrée section HP 50, pour un montant de 38.223 €
- 2011/0150 D'abroger la décision n° 2010/0565 d'exercer le droit de préemption, prise le 20 décembre 2010, sur la propriété de Monsieur CAMI DEBAT, située 15 rue de Metz, pour un montant de 59.000 €.
- 2011/0154 D'acquérir la propriété AURENGE 704 Chemin de Moularès au prix de 464 000 € dont 24 000 € TTC d'honoraires de négociation.
- 2011/0155 D'attribuer le marché d'entretien, nettoyage et lavage de la vitrerie et des encadrements métalliques (y compris décapage et enlèvement des scotchs, affiches...) des halles des 4 saisons, Jacques Coeur, Castellane et Laissac à la société News Services pour un montant forfaitaire de 9 295 € HT
- 2011/0156 D'attribuer à l'entreprise Cofex Littoral le marché de réparation de structure du parking des Halles Laissac pour un montant de 94 983,00 euros HT.
- 2011/0157 D'attribuer le marché à procédure adaptée pour un abonnement à une base de données juridiques en ligne afin de permettre aux élus, directions et services de la Ville de bénéficier d'une information la plus complète en matière juridique à l'entreprise LEXIS NEXIS pour un montant de 14 537,60 € HT
- 2011/0175 D'acquérir en pré-achat 500 exemplaires de l'ouvrage "Brassaï en Amérique 1957" pour un montant de 10 109.50 € HT dans le cadre du programme d'expositions 2011 au Pavillon Populaire

- 2011/0176 D'approuver la convention pour engagement d'artiste - Création et réalisation d'une scénographie-signalétique pour la manifestation ZAT d'avril 2011 avec Malte Martin, artiste plasticien, pour un montant de 4 400.00 € HT (honoraires de création) et avec sa société Ecouter pour Voir qui fournit le matériel nécessaire à cette réalisation, pour un montant de 2 205.69 HT
- 2011/0177 D'attribuer le marché d'accompagnement à la production d'une manifestation artistique dans l'espace public ZAT 2, avril 2011, à l'association Illusion et Macadam pour un montant de 89 500.00 € HT
- 2011/0179 D'exercer le droit de préemption sur la propriété des Consorts BARBARA située 22 rue Adam de Craponne (lot 2) cadastrée section HW 691, pour un montant de 77.000 €.
- 2011/0181 D'exercer le droit de préemption sur la propriété des Consorts BARBARA située 22 rue Adam de Craponne (lots 3 à 6) cadastrée section HW 691, pour un montant de 65.000 €.

## **Acquisition de vues aériennes d'hiver de Montpellier début 2011**

### **Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté N° 2009/39 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE adjoint délégué ;

### **Considérant :**

- la nécessité de mettre à jour les données urbaines planimétriques et altimétriques (cf. maquette numérique tridimensionnelle) et celle de photographier les façades des bâtiments de la ville construits depuis 2008;
- qu'une couverture aérienne stéréoscopique d'hiver avec un objectif grand angle permet une restitution de haute précision des éléments recherchés ainsi qu'une vision simultannée de toutes les façades;
- qu'à la suite d'une consultation publique en date du 26 janvier 2011, conformément à l'article 28 du Code des marchés publics, la société Guelle & Fuchs sise 18 Avenue du général Passaga - BP 80087 - 57602 Forbach cedex, a présenté la seule offre par ailleurs tout à fait conforme au cahier des charges;

### **Décide en conséquence :**

- d'attribuer le marché précité à la société Guelle & Fuchs pour la réalisation de ces photographies aériennes de la commune de Montpellier et leur numérisation pour un montant de 42020 euros HT (50255,92 € TTC),
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville, programme SIGMA, nature : 205, fonction : 900201.

**Montpellier, le 24 mars 2011**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**



**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 26 mars 2011**

**Notifiée le :**

**Marché de maintenance et réparation d'ascenseurs  
(Corum et DREJS) et d'un monte charge (Grammont)  
Autorisation de signer l'avenant n° 1 avec l'entreprise  
OTIS**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/35 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSITSONIS, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que la société OTIS titulaire du marché de maintenance et de réparation d'ascenseurs (Corum et DREJS) et d'un monte charge (Grammont) notifié le 20 novembre 2008 pour un montant total de 115 113,00 euros H.T. (cent quinze mille cent treize euros H.T.). La durée du marché reste inchangée.
- Que le présent avenant a pour objet d'inclure le monte charge en maintenance du Corum Belvédère au marché pour le motif suivant : ce monte charge fait partie de l'espace (Corum Belvédère) et doit être intégré au présent marché du fait de son emplacement. Au stade d'exécution du marché, cette demande du Maître d'Ouvrage induit la modification du coût de la maintenance des ascenseurs.

Entreprise Titulaire	Montant initial du Marché en Euros H.T.	Montant de l'avenant N° 1	Nouveau Montant du Marché en Euros H.T.	Pourcentage : Montant Avenant / Montant initial
Otis (34000)	115 113,00	1 200,00	116 313,00	1,03%

**Décide en conséquence :**

- D'établir l'avenant de plus value au marché à la société Otis – 164 rue Maurice le Boucher 34070 Montpellier pour un montant de 1 200,00 euros H.T. (mille deux cent euros H.T.)
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer l'avenant de plus value avec la société Otis et plus généralement tout document relatif à cette affaire ;

**Montpellier, le 6 avril 2011**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**



**Frédéric TSITSONIS**

**Publiée le : 7/04/2011**

**Notifiée le :**

**Référé préventif  
Avenue du Docteur Pezet**



**Décision de défendre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que dans le cadre de l'opération Campus, un terrain au 9 avenue Docteur Pezet a été acquis et la démolition du bâti existant en mauvais état est nécessaire ;
- Qu'il est nécessaire de demander au tribunal la désignation d'un expert pour constater l'état d'une propriété voisine avant le démarrage des travaux de démolition.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

**Montpellier, le 21/03/2011**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**



**Max LEVITA**

**Publiée le : 22/03/2011**

**Notifiée le :**

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée : Maintenance des logiciels MELODIE,  
MAESTRO, IMAGE, ALTO, REQUIEM, ORACLE  
LSC, ACTE WEB**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 39/2009, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Qu'une consultation a été lancée le 13 janvier 2011 pour la « Maintenance des logiciels Mélodie, Maestro, Image, Alto, Requiem, Oracle LSC, Acte Web » conformément à l'article 28 dernier alinéa du code des marchés publics ;
- Que seule la société ARPEGE qui a développé ces logiciels, possède l'exclusivité de fournitures et de services associés pour lesdits produits ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché négocié précité à la société ARPEGE sise 13 rue de la Loire – BP 23619 – 44236 SAINT-SEBASTIEN-SUR-LOIRE Cedex, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, à compter du 1er janvier 2011, et un montant annuel estimé à 31 355,83 € HT révisable selon l'indice Syntec et le nombre de licences supplémentaires.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.
- De dire que la dépense sera imputée sur les budgets 2011 et suivants de la Direction des Systèmes d'Information - CRB 70000 - Nature 6156 - Fonction 920204.

**Montpellier, le 24/03/2011**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**



**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 25/03/2011**

**Notifiée le :**



**MONTPELLIER GRAND COEUR**  
**Avenant au marché d'architecte coordinateur des**  
**interventions sur l'espace public**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

**Considérant :**

- Que le marché 7AIN2850 notifié par la Ville le 18 juin 2008 à l'atelier Barriquand & Frylender porte sur la réalisation d'études de programmes d'aménagement d'espace public dans le quartier Centre ;
- Que ce marché à bons de commande, d'une durée initiale d'un an et renouvelable 3 fois, a fait l'objet d'un premier avenant qui a amendé le marché initial pour augmenter le montant du seuil maximal de la première année de 60 000€ à 69 000€ ;
- Que pour la troisième année du marché (juin 2010-juin 2011), le besoin en études programmatiques se révèle plus important du fait d'une demande formulée par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) afin de compléter l'étude initiale de programmation des espaces publics de la cité Gély dans le cadre du projet de sa rénovation urbaine, alors même que, par ailleurs, la mise en place du nouveau plan local de déplacements (PLD) accroît encore les besoins en études ;
- Que pour pouvoir réaliser l'ensemble des études programmatiques envisagées cette troisième année du marché, le seuil maximal doit être augmenté par avenant, sans modification de l'autorisation de programme prévue au budget de la mission Grand Cœur.

**Décide en conséquence :**

- D'augmenter de 10% du montant maximal de la troisième année du marché, le seuil passant de 40 000€ à 43 900€. Compte tenu du premier avenant signé en 2009, le marché passe de 189 000 € à 192 900 €, soit une augmentation du marché de 7%. Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2011 chapitre 908 CRB 28500.
- D'approuver la modification du marché à bons de commande d'architecte coordinateur des interventions sur l'espace public de l'opération Grand Cœur.
- D'autoriser Mme le Maire, son représentant ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer l'avenant afférent.
- D'autoriser Mme le Maire, son représentant ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous autres documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 22/03/2011

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint**  
**délégué**



**Christian BOUILLE**

**Publiée le : 23/03/2011**

**Notifiée le :**

**ASSURANCE  
RESPONSABILITE CIVILE DE LA COMMUNE  
AFFAIRE GHABI**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que Mademoiselle GHABI, dans la nuit du 05 au 06 avril 2009, a été victime d'une chute rue des Abeilles ;
- Que Mademoiselle GHABI impute à la Ville la responsabilité de cet accident et l'assigne devant le Tribunal Administratif par requête introductive d'instance ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre dans cette affaire par l'intermédiaire d'AREAS Cabinet PNAS – 159 rue du Faubourg Poissonnière 75 009 Paris – et de ses avocats en première instance, en appel et devant toutes juridictions qui auront à en connaître.

**Montpellier, le 21/03/2011**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**



**Max LEVITA**

**Publiée le : 22/03/2011**

**Notifiée le :**

**ASSURANCE**  
**SINISTRE INCENDIE SALLE JEAN FARRE**  
**Décision d'ester**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que le 2 juillet 2010 un incendie d'origine criminelle a détruit la salle de boxe Jean-Farre sise rue José Maria de Heredia ;
- Qu'il est nécessaire, dans ces circonstances, d'assurer la défense des intérêts de la Ville et de se constituer partie civile ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville et de se constituer partie civile par l'intermédiaire de la SMACL – 141 avenue Salvador Allende 79031 Niort cedex 9 – et de ses avocats devant toutes juridictions qui auraient à connaître de cette affaire.

Montpellier, le 23/03/2011

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**



**Max LEVITA**

**Publiée le : 24/03/2011**

**Notifiée le :**

**Convention de mise à disposition de fibres optiques par  
la Ville de Montpellier à la société COMPLETEL  
Liaison Mutuelle OC3**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 39/2009, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Que la société Complétel a été autorisée, par arrêté ministériel à exploiter des réseaux de Télécommunications publics et privés sur le territoire français ;
- Que la Ville de Montpellier dispose sur son territoire d'un réseau de câbles à fibres optiques PEGASE qu'elle se propose de mettre à la disposition d'opérateurs de télécommunications ;
- Que pour les besoins de développement de ses réseaux, et en particulier afin de desservir la mutuelle des motards, Complétel a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une liaison optique de son réseau Pégase. Cette liaison optique mise à disposition représente un linéaire d'environ 5000 mètres de paires de fibres optiques ;
- Qu'après négociation, Complétel a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :
  - durée dix ans
  - frais d'accès au service payés en une fois et correspondant aux travaux de raccordement dont le montant est de 4 770 €
  - redevance annuelle fixée à 2 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2002 soit environ 10 000 €

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention à passer entre COMPLETEL et la Ville,
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 07/04/2011**

**Pour Madame le Maire,  
Monsieur l'Adjoint délégué**



**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le :  
Notifiée le :**

**Etude d'aménagements des espaces publics adjacents  
au projet d'extension et modernisation de la gare -  
Etudes d'avant projet**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 29/2009 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Saurel, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder au lancement de l'étude d'aménagements des espaces publics adjacents au projet d'extension et modernisation de la gare - Etudes d'avant projet ;
- Qu'à la suite d'une consultation des entreprises en date du 9 février 2011 organisée conformément à l'article 28 du code des marchés publics, marché 1 M111 ;
- Que le prestataire Agence Garcia Diaz a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité n° 1M111 à l'agence Garcia Diaz pour un montant de 57 360 € HT ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution, et le règlement du dit marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville chapitre 908.

**Montpellier, le 06/04/2011**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 07/04/2011**

**Notifiée le :**

**Convention de mise à disposition de fibres optiques  
par la Ville de Montpellier à MIT  
Liaison MIT / EDISER**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 39/2009, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Que la société MIT a été autorisée, par arrêté ministériel à exploiter des réseaux de télécommunications publics et privés sur le territoire français ;
- Que la Ville de Montpellier dispose sur son territoire d'un réseau de câbles à fibres optiques PEGASE qu'elle se propose de mettre à la disposition d'opérateurs de télécommunications ;
- Que pour les besoins de développement de ses réseaux, et en particulier afin de desservir son client Ediser, MIT a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une liaison optique de son réseau Pégase. Cette liaison optique mise à disposition représente un linéaire d'environ 3 000 mètres de paires de fibres optiques ;
- Qu'après négociation, MIT a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :
  - durée dix ans
  - frais d'accès au service payés en une fois et correspondant aux travaux de raccordement dont le montant est de 2 974 €
  - redevance annuelle fixée à 2 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2002 soit environ 6 000 €

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention à passer entre MIT et la Ville,
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 07/04/2011**

**Pour Madame le Maire,  
Monsieur l'Adjoint délégué**



**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le :  
Notifiée le :**

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée : Conseil et assistance en matière de sécurité  
des systèmes d'information**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 39/2009, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier souhaite confier à un prestataire différentes missions de conseil et d'assistance en matière de sécurité de son système d'information ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées conformément aux articles 28 et 77.I. du Code des Marchés Publics, en date du 7 juin 2010, la société PRONETIS a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à la société PRONETIS sise 49 Traverse des Bonnets – 13013 MARSEILLE pour une durée d'un an renouvelable deux fois, à compter de la date de notification, pour un montant total minimum de 4 000 euros HT et maximum de 85 000 euros HT.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.
- De dire que la dépense sera imputée sur les budgets 2011 et suivants de la Direction des Systèmes d'Information – CRB 70000 - Nature 6188 - Fonction 920204.

**Montpellier, le 07/04/2011**

**Pour Madame le Maire,  
Monsieur l'Adjoint délégué**



**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le :**

**Notifiée le :**

**Marché négocié sans mise en concurrence article 28  
dernier alinéa avec la Société ENJOY Montpellier  
désignée par "Le Corum" pour l'accueil du congrès de  
l'EAZA du 20 au 24 septembre 2011**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/39 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, Adjoint délégué;

**Considérant :**

- que la ville de Montpellier est membre de l'association européenne des zoos et aquariums –EAZA- depuis 1997,
- que cette dernière a confié à la Ville l'accueil et l'organisation de sa conférence annuelle prévue du 20 au 24 septembre prochain,
- que l'organisation de ladite conférence suppose l'accueil de 600 à 800 participants durant cinq jours et la mise à disposition de locaux adaptés permettant de regrouper un large choix d'ateliers de discussions et de réunions,
- que le palais des Congrès du Corum est la seule structure locale dont les capacités permettent d'accueillir un événement de cette importance,
- que la société Enjoy Montpellier, gestionnaire du Corum, sollicitée pour assurer une prestation d'accueil du congrès EAZA, a présenté une proposition de contrat à la Ville respectant le cahier des charges transmis par l'EAZA ainsi que le budget prévisionnel dépendant des droits d'inscription,
- que le montant du devis du Corum s'élève à 140 889 € HT (cent quarante mille huit cent quatre vingt neuf € HT),

**Décide en conséquence :**

- d'approuver l'attribution de la prestation d'accueil du congrès à la société Enjoy Montpellier en application de l'article 28 dernier alinéa du code des marchés publics,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer ledit marché ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 4 avril 2011**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**



**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 05/04/2011**

**Notifiée le :**



**Attribution d'un marché passé selon la procédure  
adaptée pour la définition du "Storyboard" de la Cité  
Hippocrate, équipement muséographique dédié au  
corps humain.**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

**Considérant :**

- qu'il est nécessaire de définir le contenu muséographique de la Cité Hippocrate, équipement culturel et scientifique dédié au corps humain ;
- qu'à la suite d'une consultation de bureaux d'études pluridisciplinaires et spécialisés en muséographie, en date du 7 novembre 2010, clôturée le 7 janvier 2011, et organisée selon les articles 28 et 77 du Code des Marchés Publics ;
- l'équipe composée d'Altermuséo, mandataire, associée à Anamnésia et AP'Culture a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- d'attribuer le marché précité n°0M1085 aux bureaux d'études Altermuséo/Anamnésia/AP'Culture pour une montant de 85 950,00 € HT ;
- d'autoriser Mme le Maire à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution, et le règlement du dit marché ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget d'investissement de la ville :  
Nature : 2031      Fonction : 30      Programme : 10525      Ligne : 16351

**Montpellier, le 23/03/2011**



**Madame le Maire  
Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 26/03/2011**

**Notifiée le :**

**4 rue Marcellin Albert  
Espace Claude Chabrol  
Bail de droit commun  
Jean-Pierre AUBERT / Ville de Montpellier**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/35 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSITSONIS, Adjoint délégué.

**Considérant :**

- que, la Ville recherche à proximité du cinéma dénommé « Cinéma Nestor Burma », sis 2 rue Marcellin Albert, un local à usage de bureau et de salle de réunion ;
- que, Monsieur Jean-Pierre Aubert souhaite mettre en location le local, dont il est propriétaire, situé en rez-de-chaussée du 4 rue Marcellin Albert ;
- que ce local d'une superficie de 87 m<sup>2</sup> pour avoir été vu et visité convient à cet usage.

**Décide en conséquence :**

- de passer avec Monsieur Jean-Pierre AUBERT un bail de droit commun de 9 ans ayant commencé à courir à compter du 1<sup>er</sup> février 2011 pour se terminer au 31 janvier 2020 ;
- que le bail de droit commun consenti moyennant un loyer mensuel de 900 euros hors charges sera révisé annuellement à la date anniversaire en fonction de la variation de l'indice du coût de la construction publié par l'INSEE, l'indice de base étant celui du 2<sup>ème</sup> trimestre 2010 soit 1517 ;
- que les crédits sont inscrits au budget 2011 du service Patrimoine Sécurité Nature 6132 Fonction 920200 Ligne de Crédit 853 ;
- que ledit bail de droit commun sera annexé à la présente décision.

**Montpellier, le 28/03/2011**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint délégué**



**Frédéric TSITSONIS**

**Publiée le : 29/03/2011**

**Notifiée le :**

**738 rue de la Salaison - Domaine de la Pompignane  
Parcelle de terrain de 1 300 m<sup>2</sup>  
Convention d'occupation précaire et révocable  
Ville de Montpellier / Société France Télécom**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/35 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSITSONIS, Adjoint délégué.

**Considérant :**

- que la Société France Télécom a demandé à la Ville la location d'une parcelle de terrain dans le quartier de la Pompignane ;
- que la Ville de Montpellier est propriétaire de la parcelle de terrain, cadastrée RR 57, située dans l'enceinte du Domaine de la Pompignane sis 738 rue de Salaison.

**Décide en conséquence :**

- de conclure, avec la société France Télécom, une convention d'occupation précaire et révocable pour la mise à disposition d'une partie de la parcelle définie ci-dessus soit une superficie de 1 300 m<sup>2</sup> ;
- que cette mise à disposition est consentie à compter du 1<sup>er</sup> avril 2011 pour une durée d'un an renouvelable par reconduction expresse (pour une durée totale qui ne peut excéder 12 ans) moyennant un loyer annuel de 19 500 euros.
- que ladite convention d'occupation précaire et révocable sera annexée à la présente décision.

**Montpellier, le 28/03/2011**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**



**Frédéric TSITSONIS**

**Publiée le : 29/03/2011**

**Notifiée le :**

**Convention de mise à disposition du parking  
Heidelberg  
Stade de la Mosson "Mondial 98" pour les matches de  
football du Montpellier Hérault Sport Club  
Avenant n°1**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la décision en date du 25 mars 2004 relative au cahier des charges fixant les conditions d'utilisation du parking Heidelberg par le Montpellier Hérault Sport Club ;
- Vu l'arrêté 2009-33 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Madame BONIFACE-PASCAL ;

**Considérant :**

- que les matches du Montpellier Hérault Sport Club ont lieu au stade la Mosson « Mondial 98 » ;
- que des précisions quant aux modalités d'utilisation du parking Heidelberg sont nécessaires ;
- qu'il y a nécessité de reconduire la convention de mise à disposition pour l'année 2011 ;

**Décide en conséquence :**

- de modifier l'article 3 « conditions d'utilisation » qui précisera que la mise sous tension de l'éclairage du parking les soirs de matchs est à la charge de l'utilisateur. Les autres articles du cahier des charges sont sans changement ;
- de reconduire la mise à disposition du parking Heidelberg pour les matches du Montpellier Hérault Sport Club ;
- de dire qu'en contrepartie de cette utilisation, le Montpellier Hérault Sport Club s'acquittera d'un montant forfaitaire de 1 075€ pour l'année 2011 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Montpellier, le 01/04/2011**

**Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe  
déléguée**



**Sophie BONIFACE-PASCAL**

**Publiée le : 04/04/2011**

**Notifiée le :**

**Tennis Complexe Sportif Léon Cazal  
Tennis Complexe Sportif de Grammont  
Convention d'occupation du domaine public  
Ville - Association ASPTT**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009-33 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Madame Sophie BONIFACE-PASCAL ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de reconduire les autorisations d'occupation du domaine public relatives au tennis du Complexe Sportif Léon Cazal telle que prévue dans la convention du 18 juillet 2003 et au tennis du Complexe Sportif de Grammont telle que prévue dans la convention du 21 août 2009, pour l'année 2011 ;

**Décide en conséquence :**

- de reconduire les conventions d'occupation du domaine public concernant les tennis du Complexe Sportif Léon Cazal et du Complexe Sportif de Grammont pour l'année 2011 ;
- de dire qu'en contrepartie, l'ASPTT s'acquittera pour l'année 2011 d'une redevance de 3 430 € pour les tennis du complexe sportif Léon Cazal, et de 3 040 € pour les tennis du complexe sportif de Grammont ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

**Montpellier, le 01/04/2011**

**Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe  
déléguée**



**Sophie BONIFACE-PASCAL**

**Publiée le : 04/04/2011**

**Notifiée le :**

**Tennis de la Paillade  
Convention d'occupation du domaine public  
Ville - association "Tennis Club Paillade"**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009-33 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Madame Sophie BONIFACE-PASCAL ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de reconduire la mise à disposition des tennis de la Paillade à l'association « Tennis Club Paillade » pour l'année 2011 ;

**Décide en conséquence :**

- de reconduire la convention de mise à disposition des tennis de la Paillade à l'association « Tennis Club de la Paillade » pour l'année 2011 ;
- de dire qu'en contrepartie de cette mise à disposition, l'association « Tennis Club de la Paillade » s'acquittera pour l'année 2011 d'une redevance de 610 € pour les tennis de la Paillade ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Montpellier, le 01/04/2011**

**Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe  
déléguée**



**Sophie BONIFACE-PASCAL**

**Publiée le : 04/04/2011**

**Notifiée le :**

**CONTENTIEUX**  
**Ville c/ Monsieur Guy RODIER**  
**Recours pour excès de pouvoir contre le titre**  
**n°4372/2010 du 22 décembre 2010**  
**Décision de défendre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que Monsieur Guy RODIER a introduit un recours pour excès de pouvoir (n°1101141-3) contre le titre exécutoire n°4372 / 2010 du 22 décembre 2010 ;

Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

**Montpellier, le 31/03/2011**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**



**Max LEVITA**

**Publiée le : 01/04/2011**

**Notifiée le :**

## **Convention de mise à disposition du Palais des Sports Pierre de Coubertin entre la Ville et le Montpellier Volley UC**

### **Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 28 avril 2003 approuvant la convention de mise à disposition des installations sportives du Palais des Sports Pierre de Coubertin au Montpellier Volley UC ;
- Vu l'avenant n° 1 en date du 25 mars 2004 précisant que la convention est consentie pour une année civile ;
- Vu l'arrêté 2009-33 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Madame Sophie BONIFACE-PASCAL ;

### **Considérant :**

- Qu'il y a lieu de reconduire la mise à disposition du Palais des Sports Pierre de Coubertin au Montpellier Volley UC pour l'année 2011 ;

### **Décide en conséquence :**

- de reconduire la convention de mise à disposition du Palais des Sports Pierre de Coubertin au Montpellier Volley UC pour l'année 2011 ;
- de dire qu'en contrepartie de la mise à disposition, le Montpellier Volley UC s'acquittera d'une redevance de 8 580 € pour l'année 2011 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Montpellier, le 01/04/2011**

**Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe  
déléguée**



**Sophie BONIFACE-PASCAL**

**Publiée le : 04/04/2011**

**Notifiée le :**





**CONTENTIEUX**  
**Ville c/ SPIE SA**  
**Assignment aux fins d'annulation du commandement**  
**de payer du 26 janvier 2011**  
**Décision de défendre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que la Société SPIE SA a assigné la Ville afin de faire annuler le commandement de payer délivré le 26 janvier 2011 en vue du paiement de la condamnation de l'arrêt du 29 décembre 2008 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

**Montpellier, le 31/03/2011**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**

**Max LEVITA**

**Publiée le : 01/04/2011**

**Notifiée le :**

**Référé préventif**  
**1945 Avenue de Toulouse**  
**Décision de défendre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que dans la perspective d'un projet d'urbanisation future de l'ensemble du secteur nommé Quartier Poutingon sur lequel un périmètre d'étude est instauré, la Ville a acquis la propriété sise 1945 avenue de Toulouse comportant des biens à démolir ;
- Qu'il est nécessaire de demander au tribunal la désignation d'un expert pour constater l'état des propriétés voisines avant le démarrage des travaux de démolition.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

**Montpellier, le 4 avril 2011**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**



**Max LEVITA**

**Publiée le :**

**Notifiée le :**

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée pour une mission de coordination des  
Systèmes de Sécurité Incendie dans le cadre de la  
construction du groupe scolaire les Grisettes**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/42 en date du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de confier à une société la mission de coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) dans le cadre de la construction du groupe scolaire les Grisettes, quartier Croix d'Argent ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 17 février 2011, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, la société SSICOR, sise Immeuble « Le Louisiane », 10 Chaussée Jules César – ZA des Beaux Soleils - 95 256 Cergy Pontoise, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché 1 M 134 précité à l'entreprise SSICOR pour un montant de 6 790,00 € H.T.
  - De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2011 de la Ville
- Section : Investissement Programme : 10173 Opération : 04D00203 Fonction : 90211 Nature : 2313
- D'autoriser Madame le Maire ou L'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 13/04/2011**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**



**Jean-Louis GELY**

**Publiée le : 14/04/2011**

**Notifiée le :**

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée pour l'aménagement temporaire d'un terrain  
de Beach Volley**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/33 du 31 mars donnant délégation de signature à Madame Sophie BONIFACE-PASCAL ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'aménagement temporaire d'un terrain de Beach Volley sur la place de la Comédie à Montpellier dans le cadre de l'activité événementielle Beach Master 2011 ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 24/02/2011, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, l'entreprise Sport Environnement Laquet, sise 3024 Avenue Albert Einstein à Montpellier, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché 1 M 148 précité à l'entreprise Sport Environnement Laquet pour un montant de 31 912,00 € H.T.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2011 de la Ville
- Section : Fonctionnement Fonction : 92415 Nature : 61521
- D'autoriser Madame le Maire ou L'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 13/04/2011**

**Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe  
déléguée**



**Sophie BONIFACE-PASCAL**

**Publiée le : 14/04/2011**

**Notifiée le :**

## **Marché à bons de commande passé selon une procédure adaptée pour les missions d'accompagnement "Montpellier Main Verte"**

### **Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/21 du 31 juillet 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, Adjoint Délégué ;
- Vu l'Article 28 dernier alinéa du Code des marchés publics ;

### **Considérant :**

- qu'il y a lieu d'effectuer des missions d'accompagnement dans le cadre de l'opération « Montpellier Main Verte »
- qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 22 décembre 2010, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, les entreprises suivantes ont présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour la Ville :  
Lot 1, visites commentées et animations dans les jardins partagés : Association Passe Muraille, 510 av de Barcelone 34080 Montpellier.  
Pour ce lot, l'Association Passe Muraille sous-traite à deux associations :
  - Etat des lieux, sise 13, place Vivaldi- 34830 Jacou et
  - Apieu, sise 842, rue de la vieille poste- 34000 Montpellier  
Lot 2, jardin école : Association Layan, 44 chemin des Fontanilles 34230 Tressan  
Lot 3, création et animation d'un réseau d'observateur et cours de botanique : Association Téla Botanica , Institut de Botanique 163 rue Auguste Broussonet 34090 Montpellier

### **Décide en conséquence :**

- de confier aux entreprises suivantes, les missions d'accompagnement pour l'opération « Montpellier Main Verte » dans le cadre de marchés à bons de commande (OM1038) , pour une durée de un an renouvelable une fois :

Lot 1 : Association Passe Muraille avec ses sous-traitants Etats des lieux et Apieu pour un montant mini de 10 000 € HT – maximum de 30 000 € H.T.

Lot 2 : Association Layan pour un montant mini de 2 000 € H.T. - maximum de 4 000 € H.T.

Lot 3 : Association Téla Botanica pour un montant mini de 3 000 € H.T. – maximum de 10 000 € H.T.

- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville section fonctionnement 928.

- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 08/04/2011**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'S. Fleurence', written over a horizontal line.

**Serge FLEURENCE**

**Publiée le : 09/04/2011**

**Notifiée le :**

**Contentieux  
Ville c/ Akoun ADOU  
Travaux réalisés en infraction avec le code de  
l'urbanisme  
Décision de défendre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que Monsieur ADOU a réalisé des travaux en infraction avec le code de l'urbanisme ;

Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

**Montpellier, le 6 avril 2011**



**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA**

**Publiée le : 07/04/11**

**Notifiée le :**

**Convention pour engagement d'artiste  
conception du visuel de la manifestation ZAT d'avril  
2011 et déclinaison sur divers supports de  
communication**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/39 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué

**Considérant :**

- Qu'il convient de créer une identité visuelle pour la deuxième édition de la manifestation ZAT !, qui se tiendra au parc Méric du 23 au 25 avril 2011 ;
- Que Monsieur Malte Martin, graphiste, est l'auteur du visuel originel de la manifestation ;
- Que Monsieur Malte Martin a proposé une déclinaison de ce visuel et son adaptation aux différents supports de communication ;
- Que, conformément à l'article 28 du Code des Marchés publics, ce marché de services à caractère culturel, compte tenu de sa spécificité artistique, peut être passé sans publicité ni mise en concurrence préalables

**Décide en conséquence :**

- D'approuver le contrat relatif à la création d'un visuel et son adaptation à différents supports, pour un montant global de 9 440.00 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville de Montpellier, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le :  
Notifiée le :**



**Convention pour engagement d'artiste  
Création d'une scénographie pour la manifestation  
Comédie du Livre 2011**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/39 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que l'édition 2011 de la manifestation Comédie du Livre se tiendra du 27 au 29 mai 2011 ;
- Qu'il convient de mettre en place une scénographie de cet événement ;
- Que Monsieur Hervé Mangani a proposé une scénographie correspondant à l'esprit de cette manifestation ;
- Que, conformément aux articles 28 et 35 du code des marchés publics, ce marché de services à caractère culturel, compte tenu de la nature artistique de la prestation, peut être passé sans publicité préalable ;

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention pour engagement d'artiste entre la Ville de Montpellier et Monsieur Hervé Mangani pour la création de la scénographie de l'édition 2011 de la manifestation Comédie du Livre, pour un montant de 7 000 € (TVA non applicable, conformément à l'article 293B du Code Général des Impôts) ;
- De dire que la dépense sera prélevée sur le budget 2011 de la Ville de Montpellier, fonction 923
- D'autoriser Madame le maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 08/04/2011**

**Pour Madame le Maire,  
Monsieur l'Adjoint délégué**



**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le :**

**Notifiée le :**

**"Fantômes de villes" au Pavillon Populaire du 11  
novembre 2011 au 15 janvier 2012  
Convention de commissariat d'exposition**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/39 en date du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que dans le cadre de la programmation 2011-2013 du Pavillon Populaire est prévue du 11 novembre 2011 au 15 janvier 2012 une exposition intitulée « Fantômes de Villes » ;
- Qu'il convient d'organiser le commissariat de cette exposition, la programmation des artistes ainsi que la co-écriture et le suivi de la réalisation du catalogue, en collaboration avec le commissaire général, Monsieur Gilles MORA ;
- Que, conformément à l'article 35-II-8 du Codes des Marchés Publics, la Ville souhaite confier cette mission à Monsieur Alain SAYAG, spécialiste mondial de la photographie des pays de l'Est et détenteur d'un solide réseau dans le domaine de la photographie contemporaine d'Asie du Sud-Est, acquis au cours d'une longue carrière en tant que conservateur pour la photographie auprès du Centre National d'Art Moderne ;

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention de commissariat d'exposition présentée en annexe ;
- De confier cette mission à Monsieur Alain SAYAG, pour un montant de 8 000.00 € TTC d'honoraires et 3 000 € maximum de frais de recherches, de déplacement, d'hébergement et de restauration ;
- D'imputer la dépense sur le budget 2011 de la Ville, fonction 923
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 08/04/2011  
Pour Madame le Maire,  
Monsieur l'Adjoint délégué**



**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le :**

**Notifiée le :**

**Exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens  
Convention de mise à disposition de la Galerie Saint  
Ravy**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L.2122-1
- Vu la délibération n°2010/347 du 26 juillet 2010 approuvant le règlement intérieur de la Galerie Saint Ravy
- Vu l'arrêté n°2009/39 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué

**Considérant :**

- Que le Docteur Marcel Mantione, représentant régional de l'Académie Internationale des Arts et des Lettres, 52 impasse Baalbek, 34090 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à l'exposition à la Galerie Saint Ravy des œuvres de Raymond Mustacchi et autres artistes régionaux;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 11 au 24 avril 2011 ;

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser le Docteur Marcel Mantione à exposer les œuvres des artistes ci-dessus mentionnés à la Galerie Saint Ravy du 11 au 24 avril 2011 ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de la Galerie Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385.00 €), règlement dont le Docteur Mantione a eu préalablement connaissance et qu'il s'engage à respecter ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 08/04/2011**

**Pour Madame le Maire,  
Monsieur l'Adjoint délégué**



**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le :**

**Notifiée le :**

**Contentieux**  
**Ville c/ Copropriété 1 rue de l'Ecole de Pharmacie**  
**Procédure d'exécution d'office des travaux de**  
**ravalement**  
**Décision de défendre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Qu'en application des articles L.123-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation le maire, après injonction restée sans effet, a procédé à la prescription des travaux de ravalement de l'immeuble sis 1 rue de l'Ecole de Pharmacie, et a notifié cet arrêté de prescription aux copropriétaires par courrier du 15 décembre 2009 ;
- Que plus d'un an s'est écoulé et que les travaux n'ont pas été exécutés ;
- Qu'il est nécessaire d'engager une procédure d'exécution d'office des travaux.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget 2010 de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

**Montpellier, le 6 avril 2011**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**



**Max LEVITA**

**Publiée le : 7/04/11**

**Notifiée le :**

**Contentieux**  
**Ville c/ Copropriété 14 rue des Etuves**  
**Procédure d'exécution d'office des travaux de**  
**ravalement**  
**Décision de défendre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

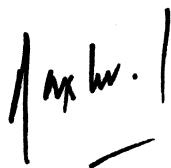
- Qu'en application des articles L.123-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation le maire, après injonction restée sans effet, a procédé à la prescription des travaux de ravalement de l'immeuble sis 14 rue des Etuves, et a notifié cet arrêté de prescription aux copropriétaires par courrier du 08 octobre 2009 ;
- Que plus d'un an s'est écoulé et que les travaux n'ont pas été exécutés ;
- Qu'il est nécessaire d'engager une procédure d'exécution d'office des travaux.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget 2010 de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

**Montpellier, le 6 avril 2011**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**



**Max LEVITA**

**Publiée le : 07/04/11**

**Notifiée le :**

**Contentieux**  
**Ville c/ Copropriété 12 boulevard Ledru Rollin**  
**Procédure d'exécution d'office des travaux de**  
**ravalement**  
**Décision de défendre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Qu'en application des articles L.123-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation le maire, après injonction restée sans effet, a procédé à la prescription des travaux de ravalement de l'immeuble sis 12 boulevard Ledru Rollin, et a notifié cet arrêté de prescription aux copropriétaires par courrier du 14 octobre 2008 ;
- Que plus d'un an s'est écoulé et que les travaux n'ont pas été exécutés ;
- Qu'il est nécessaire d'engager une procédure d'exécution d'office des travaux.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget 2010 de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

**Montpellier, le 6 avril 2011**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**



**Max LEVITA**

**Publiée le : 7/04/2011**  
**Notifiée le :**

**Contentieux**  
**Ville c/ Copropriété 9 place Alexandre Laissac**  
**Procédure d'exécution d'office des travaux de**  
**ravalement**  
**Décision de défendre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Qu'en application des articles L.123-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation le maire, après injonction restée sans effet, a procédé à la prescription des travaux de ravalement de l'immeuble sis 9 place Alexandre Laissac, et a notifié cet arrêté de prescription aux copropriétaires par courrier du 28 octobre 2009 ;
- Que plus d'un an s'est écoulé et que les travaux n'ont pas été exécutés ;
- Qu'il est nécessaire d'engager une procédure d'exécution d'office des travaux.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget 2010 de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

**Montpellier, le 6 avril 2011**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**



**Max LEVITA**

**Publiée le : 7/04/11**  
**Notifiée le :**

**Contentieux**  
**Ville c/ Madame Djamila BENATTOU**  
**Recours pour excès de pouvoir contre la décision du 19**  
**janvier 2011**  
**Décision de défendre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que Madame Djamila BENATTOU a introduit une requête n°1101349-7 afin de contester l'absence de prise en compte de sa prétendue rechute du 1<sup>er</sup> juillet 2010 dans la décision de la collectivité du 19 janvier 2011 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

**Montpellier, le 6 avril 2011**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**



**Max LEVITA**

**Publiée le : 7/04/11**

**Notifiée le :**



**Modification par avenant du prêt MIN266026EUR  
conclu auprès de DEXIA**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/25 en date du 31 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA;

**Considérant :**

- que le contrat de prêt n° MIN266026EUR d'un montant de 5 000 000 €, conclu le 16 juillet 2009 auprès de DEXIA, a pour date maximum de consolidation le 30 juin 2011,
- que le besoin de financement des investissements 2011 de la Ville ne nécessite pas la mobilisation de ce prêt à cette date,
- que l'offre de réaménagement du prêt n° MIN266026EUR proposée par DEXIA répond à notre demande de recul de la date maximale de consolidation,

**Décide en conséquence :**

- De modifier ce prêt, en prorogeant l'échéance de la phase de mobilisation jusqu'au 31 décembre 2011 pour une consolidation possible sur une durée maximale de 30 ans,
- De modifier la marge du tirage sur l'index EONIA en phase de mobilisation : 1,30 % au lieu de 1,20 % les autres clauses et conditions du contrat initial restant inchangées,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut L'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 8 avril 2011**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**



**Max LEVITA**

**Publiée le : 12/04/2011**

**Notifiée le :**

**Zone Artistique Temporaire**  
**Programmation 2011, du 23 au 25 avril au Parc Méric**  
**Contrats de cession du droit d'exploitation des  
spectacles**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/39 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier organise du 23 au 25 avril 2011 la seconde édition de la manifestation ZAT ! Zone Artistique Temporaire, série de manifestations artistiques dans l'espace public ;
- Que la programmation a été établie par le collectif artistique et le responsable de la réalisation, du suivi et de l'évaluation du projet ;
- Qu'il convient d'acquiescer les droits d'exploitation des spectacles retenus
- Que, conformément à l'article 35-II-8 du Code des marchés publics, ces contrats peuvent être signés sans publicité ni mise en concurrence préalables, les droits d'exploitation étant détenus par les artistes ou leurs représentants.

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la signature des contrats de droits d'exploitation de spectacles, dont un modèle est joint en annexe, avec les producteurs des spectacles suivants : *Les fabulations de l'écho, l'arbre à chut, cocons, Miroir miroir, Chuttt..., Les contes dits du bout des doigts, Vie d'oiseau, conférence décalée concert improvisation avec Stephan Oliva, Oiseaux de nuit, Les miniatures, game zone, les lecteurs, 24 heures de la vie d'une femme et d'un cheval, Montée de sève, La fugue au trampoline, les contes du pêcheur perché, Manuel laveur de mains, 4 propositions autour de Méric, Cachée, Kandahar*, pour un montant global de 77 134.49 € ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville, fonction 923 ;
- De dire qu'une avance de 30% sera versée à chaque compagnie, à la signature du contrat, le solde étant versé après la manifestation ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer les contrats de cession du droit d'exploitation de spectacles ou tout document relatif à cette affaire

**Montpellier, le 08/04/2011**  
**Pour Madame le Maire,**  
**Monsieur l'Adjoint délégué**



**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le :**  
**Notifiée le :**

**Contentieux**  
**Ville c/ Copropriété 7 boulevard du Jeu de Paume**  
**Procédure d'exécution d'office des travaux de**  
**ravalement**  
**Décision de défendre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Qu'en application des articles L.123-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation le maire, après injonction restée sans effet, a procédé à la prescription des travaux de ravalement de l'immeuble sis 7 boulevard du Jeu de Paume, et a notifié cet arrêté de prescription aux copropriétaires par courrier du 22 septembre 2009 ;
- Que plus d'un an s'est écoulé et que les travaux n'ont pas été exécutés ;
- Qu'il est nécessaire d'engager une procédure d'exécution d'office des travaux.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget 2010 de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

**Montpellier, le 6 avril 2011**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**



**Max LEVITA**

**Publiée le : 7/04/11**

**Notifiée le :**

## Manifestation ZAT du 23 au 25 avril 2011 Convention avec la Croix Rouge Française

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/39 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que la seconde édition de la manifestation ZAT se déroulera au Parc Méric du 23 au 25 avril 2011 ;
- Qu'il convient d'organiser les dispositifs prévisionnels de secours ;
- Que la Croix Rouge Française, association reconnue d'utilité publique, auxiliaire des pouvoirs publics pour ce type de missions, a proposé une convention relative à sa participation à cette manifestation ;

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention relative à la participation de la Croix Rouge Française aux dispositifs prévisionnels de secours à l'occasion de la manifestation ZAT, du 23 au 25 avril 2011, pour un montant global de 5 664.00 € (convention jointe en annexe)
- De dire que la dépense sera imputée sur les crédits 2011 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 18 avril 2011**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**



**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 19/04/2011**

**Notifiée le :**

**Acquisition d'une carte d'abonnement AIR FRANCE  
pour M. le Directeur Général des Services pour l'année  
2011-2012**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

**Considérant :**

- qu'il convient de passer commande d'une carte d'abonnement permettant de bénéficier de tarifs réduits auprès de la société Air France en faveur de Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier ;

**Décide en conséquence :**

- d'acquérir cette carte d'abonnement en faveur de Monsieur Jules NYSSSEN, Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier pour une période d'un an à compter du 7 avril 2011;
- de prélever le montant de la dépense (610 € TTC) sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 920020, nature 6256.

**Montpellier, le 14/04/2011**


**Madame le Maire**

**Publiée le :  
Notifiée le :**

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2010/149



**MISSION GRAND COEUR  
Droit de préemption urbain  
Propriété ROBERDEAU  
Lots 1 et 2 - 8 rue Expert  
Exercice du droit de préemption**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 12 juillet 2010 (n° 2010-389);
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan de sauvegarde et de mise en valeur approuvé par décret du Conseil d'Etat le 1<sup>er</sup> septembre 1977;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la SERM par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2003;
- Vu l'estimation des services fiscaux.

**Considérant :**

- que le 21 février 2011, Monsieur Roland ROBERDEAU a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un appartement et une cave, constituant les lots 1 et 2 de l'immeuble situé 8 rue Expert et cadastré section HP 50, au prix de 84.000 €;
- que le bien objet des présentes est occupé par un locataire;

- que la politique locale de l'habitat mise en œuvre par la Ville de Montpellier vise à réactiver et diversifier le marché du logement et permettre le renouvellement urbain, conformément aux objectifs du Plan Local d'Urbanisme et à l'article L 300-1 du code de l'urbanisme relatif aux opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat et de permettre la restructuration urbaine;

- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur", avec pour objectifs principaux sur le volet habitat de réactiver et diversifier le marché du logement, par la production de logements sociaux publics et de logements à loyer maîtrisé, par la réhabilitation du parc de logements inconfortables ou obsolètes;

- que pour la mise en œuvre de l'opération "Montpellier Grand Cœur" susvisée, la Ville de Montpellier a conclu avec la SERM une concession d'aménagement, selon le régime défini par l'article L 300-4 du code de l'urbanisme, approuvée par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003;

- que le bien immobilier objet des présentes est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus, et dans celui de l'ANRU et de l'OPAH RU "Gambetta-Clémenceau – Nord Ecusson"; Cet immeuble est également compris dans le périmètre de restauration immobilière et sous déclaration d'utilité publique de prescription de travaux pris par le Préfet de l'Hérault par arrêté du 2 mars 2006 et prorogé le 15 février 2011;

- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier, au vu des objectifs ci-dessus, en vue de réaliser un logement à loyer maîtrisé;

- que le prix proposé paraît excessif.

#### **Décide en conséquence :**

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété Monsieur ROBERDEAU, située 8 rue Expert, et cadastrée section HP 50, au prix de 38.223 €;

- dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme;

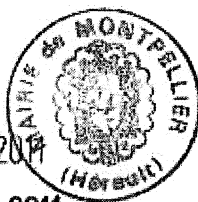
- que la SERM intervienne à l'acte d'acquisition en tant que tiers payeurs et que le bien lui sera ensuite rétrocédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.

Publiée le :

Notifiée le :

11 AVR. 2011

11 AVR. 2011



Montpellier, le

11 AVR. 2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué

Philippe SAUREL

**MISSION GRAND COEUR**  
**Droit de préemption urbain**  
**Propriété CAMI DEBAT**  
**15, rue de Metz**  
**Abrogation de la décision de préemption du 20**  
**décembre 2010**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 12 juillet 2010 (n° 2010-389);
- Vu la décision de préempter la propriété de Monsieur Mathieu CAMI DEBAT, située 15 rue de Metz et cadastrée section IZ n° 347, du 20 décembre 2010;
- Vu le recours gracieux formé à l'encontre de la décision de préemption du 20 décembre, par Maître Guillaume BONNET, pour le compte de Monsieur CAMI DEBAT, le 19 janvier 2010;

**Considérant :**

- que le 21 octobre 2010, Monsieur Mathieu CAMI DEBAT a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner une maison située 15 rue de Metz, cadastrée section IZ 347, au prix de 117.000 € en ce compris 500 € de mobilier;
- que le 20 décembre 2010, la Ville a exercé le droit de préemption sur cette propriété au prix de 59.000 €;
- que le 19 janvier 2011, Maître Guillaume BONNET, avocat à la SCP CGCB & associés, a formé, pour le compte de Monsieur CAMI DEBAT, un recours gracieux à l'encontre de la décision de préemption prise par la Ville le 20 décembre 2010;
- Considérant que l'acquéreur qui souhaitait acquérir cette maison a abandonné son projet d'y réaliser deux logements, projet qui aurait abouti à la mise sur le marché de deux logements "indécents" compte tenu de la situation de ce bien en fond de parcelle et de sa faible superficie;
- Considérant que cette maison se prête tout a fait à une vente entre particulier pour une acquisition en résidence principale, en conformité avec les objectifs de l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur";



- que compte tenu de ces éléments, la préemption ne présente plus un intérêt majeur.

**Décide en conséquence :**

- d'abroger la décision de préemption prise le 20 décembre 2010 n° 2010/0565.

**Montpellier, le 11/04/2011**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**

A handwritten signature in black ink, consisting of a large 'P' followed by a stylized 'S' and a final flourish.

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 14/04/2011**

**Notifiée le :**



**Droit de préemption urbain**  
**Proposition d'acquisition de la propriété AURENGE**  
**704 Chemin de Moularès**  
**Décision d'acquérir**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

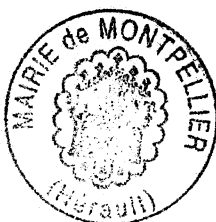
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 12 juillet 2010 (n°2010-389) ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-14 à R 213-26 du Code de l'urbanisme ;
- Vu le Plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- Vu l'estimation des Services fiscaux.

**Considérant :**

- que, en application des dispositions de l'article L 211-5 du Code de l'urbanisme, Monsieur VIN, gérant de GRH Conseil, a souscrit le 4 avril 2011 une déclaration portant demande d'acquisition de la propriété de Madame AURENGE Yvonne, située 704 Chemin de Moularès et cadastrée EZ 159, consistant en une parcelle de 616 m<sup>2</sup> supportant une maison d'habitation au prix de 464 000 €, dont 24 000 € TTC d'honoraires de négociation ;
- que cette propriété est située dans le périmètre de l'extension de la zone d'aménagement concerté des Consuls de Mer, dans lequel la Ville est déjà propriétaire de plusieurs parcelles ;
- qu'il paraît opportun que la Ville, dans le cadre de la poursuite de sa politique de réserve foncière sur ce périmètre, accepte d'acquérir cette propriété ;

**Décide en conséquence :**

- d'accepter d'acquérir la propriété de Madame AURENGE Yvonne, située 704 Chemin de Moularès et cadastrée EZ 159, aux prix et conditions indiqués dans la déclaration ;
- de prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur le budget 2011 de la Ville de Montpellier.



Montpellier, le

18/04/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Philippe SAUREL

Publiée le : 18/04/2011  
Notifiée le :

**Marché Public à Procédure Adaptée relatif à  
l'entretien de la vitrerie des halles des 4 saisons,  
Jacques Coeur, Castellane et Laissac.**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009-23 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à M. Marc DUFOUR, Adjoint Délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu d'assurer l'entretien, le nettoyage et le lavage de la vitrerie des halles des 4 saisons, Jacques Cœur, Castellane et Laissac ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 8 mars 2011, l'entreprise NEWS SERVICES – sise ZAC Saint Esteve, 30128 GARONS a présenté une offre présentant toutes les garanties techniques demandées et correspondant au budget du marché ;

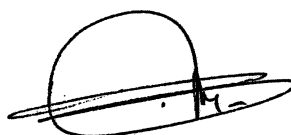
**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché n° 1M169 relatif à l'entretien de la vitrerie des Halles des 4 saisons, Jacques Cœur, Castellane et Laissac à la société News Services, pour une durée d'un an reconductible 3 fois sur demande expresse de la Ville pour un montant forfaitaire de 9 295, 00€ HT par an, soit 11 116, 82 € TTC par an ;
- D'autoriser Mme le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs à la préparation, la passation, l'exécution ou le règlement du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget du service Affaires Commerciales au titre de l'année 2010.

CRB 12700 – LC 2413 – Nature 6156

**Montpellier, le 18 avril 2011**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**



**Marc DUFOUR**

**Publiée le : 19/04/11**

**Notifiée le :**

## **Marché de réparation de structure du parking des Halles Laissac, Montpellier**

### **Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009-35 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric Tsitsonis, adjoint délégué :

### **Considérant :**

- Qu'il a lieu de procéder à la réparation de la structure du parking des Halles Laissac sur la commune de Montpellier,
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprise conformément à l'article 28 du code des marchés publics, le montant des offres initiales étant nettement supérieur au montant de l'estimation, la maîtrise d'ouvrage a décidé d'ouvrir une procédure de négociation,
- Qu'à la suite de la séance de négociation du 9 mai 2011, l'entreprise COFEX LITTORAL a présenté l'offre la plus avantageuse,

### **Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché de réparation de structure du parking des Halles Laissac à l'offre économiquement la plus avantageuse présenté par l'entreprise COFEX LITTORAL, sise avenue de la Gare, 30540 Milhaud, pour un montant (offre de base) de 94 983,00 euros H.T. (quatre vingt quatorze mille neuf cent quatre vingt trois euros H.T.) sur une durée de 1,5 mois.
  - De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville.
- Direction : DAI – Fonction : 900207 6 Nature : 2135.

**Montpellier, le 18 avril 2011**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**



**Frédéric TSITSONIS**

**Publiée le : 19/04/11**

**Notifiée le :**

**Marché à Procédure Adaptée  
pour un abonnement à une base de données juridiques  
en ligne**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Vu l'arrêté n° 2009-35 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à M. Frédéric TSITSONIS, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de confier à un prestataire l'abonnement à une base de données juridiques en ligne destiné aux élus et agents des directions et service de la Ville de Montpellier, pour l'année 2011 ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 28 mars 2011, l'entreprise LEXIS NEXIS a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise LEXIS NEXIS, sise 141 rue Javel 75747 PARIS CEDEX 15, pour un montant de 14 537,60 €.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2011 de la Ville.  
Nature 6182 Fonction 920200.

**Montpellier, le 18 avril 2011**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**



**Frédéric TSITSONIS**

**Publiée le : 19/04/11**

**Notifiée le :**

**Pavillon Populaire, programme d'expositions 2011  
Pré-achat de 500 exemplaires de l'ouvrage "Brassaï en  
Amérique 1957"**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/39 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier organise du 17 juin au 30 octobre 2011, au Pavillon Populaire une exposition consacrée à Brassaï, exposition pour laquelle un catalogue devait être coédité par la Ville de Montpellier ;
- Que dans le même temps, le groupe Flammarion publie un ouvrage intitulé *Brassaï en Amérique 1957*, rendant ainsi superflu le catalogue d'exposition prévu ;
- que, conformément à l'article 35-II-8 du Code des Marchés Publics, l'achat de cet ouvrage peut se faire sans publicité ni mise en concurrence préalables, le groupe Flammarion étant seul éditeur de l'ouvrage ;

**Décide en conséquence :**

- D'acquérir, en pré-achat, auprès du groupe Flammarion, 500 exemplaires de l'ouvrage intitulé *Brassaï en Amérique 1957*, pour un montant total de 9 951 € HT, remise sur la prix public de 40% comprise, auquel s'ajoute 158,50 € de frais de port.
- D'imputer la dépense, soit 10 665,52 € TTC, sur le budget 2011 de la Ville, fonction 923
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire

**Montpellier, le 21 avril 2011**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**



**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22/04/2011**

**Notifiée le :**

**Convention pour engagement d'artiste  
Création et réalisation d'une scénographie-signalétique  
pour la manifestation ZAT d'avril 2011**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/39 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que dans le cadre de la manifestation ZAT, du 23 au 25 avril 2011, des artistes présenteront leur travail au public ;
- Que Monsieur Malte MARTIN, artiste plasticien, a proposé une scénographie-signalétique retenue par le collectif artistique chargé de la programmation de cette manifestation ;
- Que la S.A.R.L. Ecouter pour voir représentée par son gérant M. Malte MARTIN, chargée de la mise en œuvre opérationnelle et technique des réalisations de l'artiste, fournit le matériel nécessaire à la réalisation de cette prestation artistique ;
- Que, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, ce marché de services à caractère culturel, compte tenu de la spécificité de la commande, peut être passé sans publicité préalable ;

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention pour engagement d'artiste entre la Ville de Montpellier, Monsieur Malte MARTIN et la S.A.R.L. Ecouter pour voir pour la création d'une scénographie-signalétique pour la manifestation ZAT organisée au Parc Méric du 23 au 25 avril 2011, pour un montant de 4 400.00 € HT en ce qui concerne la création et 2 205.69 € HT en ce qui concerne la réalisation, sur la base d'un devis accepté et sur présentation de facture ;
- De dire que seront pris en charge, sur présentation de note de frais, les déplacements de l'artiste et de son assistant (pour un montant maximum de 200 € par personne et par aller-retour) ainsi que leurs frais d'hébergement sur la base du tarif Syndéac en vigueur, soit 60.30 € par nuitée ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 21 avril 2011**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint délégué**



**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 21/04/11**

**Notifiée le :**



**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée: accompagnement à la production d'une  
manifestation artistique dans l'espace public  
ZAT 2, avril 2011**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/39 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;

**Considérant :**

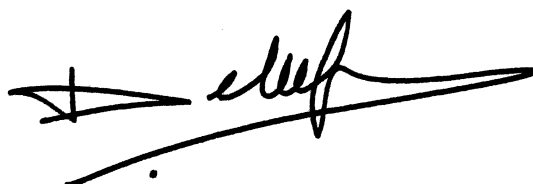
- Que la seconde édition de la manifestation ZAT !, du 23 au 25 avril 2011 au parc Méric, exige du fait de son ampleur un accompagnement à la production ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, en date du 4 avril 2011, l'association Illusion et Macadam a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à l'association Illusion et Macadam, 15 rue du Faubourg St Jaume, 34000 Montpellier, pour un montant de 89 500.00 € HT
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville, fonction 923
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 21 avril 2011**

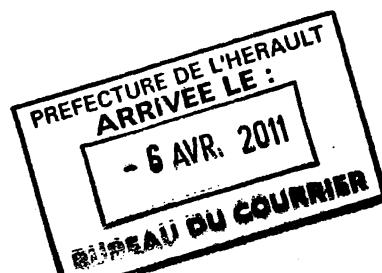
**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**



**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22/04/11**

**Notifiée le :**



**MISSION GRAND COEUR**  
**Droit de préemption urbain**  
**Propriété Cts BARBARA BERNARD BEL-FRENDU**  
**22, rue Adam de Craponne - Lot 2**  
**Exercice du droit de préemption**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 12 juillet 2010 (n° 2010-389);
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la SERM par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2003;
- Vu l'estimation des services fiscaux.

**Considérant :**

- que le 3 mars 2011, les Consorts BARBARA BERNARD BEL-FRENDU ont souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un appartement constituant le lot 2 de l'immeuble situé 22 rue Adam de Craponne cadastré section HW 691, au prix de 80.000 €.
- que la politique locale de l'habitat mise en œuvre par la Ville de Montpellier vise à réactiver et diversifier le marché du logement et permettre le renouvellement urbain, conformément aux objectifs du Plan Local d'Urbanisme et à l'article L 300-1 du code de l'urbanisme relatif aux opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat et de permettre la restructuration urbaine;
- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur", avec pour objectifs principaux sur le volet habitat de réactiver et diversifier le marché du logement, par la production de logements sociaux

publics et de logements à loyer maîtrisé, par la réhabilitation du parc de logements inconfortables ou obsolètes;

- que pour la mise en œuvre de l'opération "Montpellier Grand Cœur" susvisée, la Ville de Montpellier a conclu avec la SERM une concession d'aménagement, selon le régime défini par l'article L 300-4 du code de l'urbanisme, approuvée par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003;

- que le bien immobilier objet des présentes est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus, et dans celui de l'OPAH RU "Gambetta Clémenceau, Nord Ecusson". Cet immeuble a également fait l'objet des enquêtes de déclaration d'utilité publique de prescription de travaux et de périmètre de restauration immobilière "Figueroles - Parc Clémenceau" (arrêté préfectoral n° 2007.01.244 du 12 février 2007);

- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier, au vu des objectifs ci-dessus, en vue de la remise aux normes d'habilité de l'immeuble permettant la création de 3 à 4 logements à loyer maîtrisés et de réaliser les travaux des parties communes et privatives. Ce projet concerne également les lots n° 3 à 6 de l'immeuble pour lequel la Ville exerce le droit de préemption ce même jour suite au dépôt d'une déclaration d'intention d'aliéner les concernant.

- que le prix proposé paraît excessif.

#### **Décide en conséquence :**

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété des Consorts BARABARA BERNARD BEL-FRENDU, située 22 rue Adam de Craponne, et cadastrée section HW0691 au prix de 77.000 €;

- dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme;

- que la SERM intervienne à l'acte d'acquisition en tant que tiers payeurs et que le bien lui sera ensuite rétrocédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.



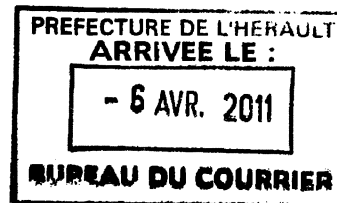
Montpellier, le

- 4 AVR. 2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Philippe SAUREL

Publiée le : - 4 AVR. 2011

Notifiée le : - 4 AVR. 2011



**MISSION GRAND COEUR**  
**Droit de préemption urbain**  
**Propriété Cts BARBARA BERNARD BEL-FRENDU**  
**22, rue Adam de Craponne - Lots 3 à 6**  
**Exercice du droit de préemption**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 12 juillet 2010 (n° 2010-389);
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la SERM par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2003;
- Vu l'estimation des services fiscaux.

**Considérant :**

- que le 3 mars 2011, les Consorts BARBARA BERNARD BEL-FRENDU ont souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un appartement avec annexes constituant les lots 3 à 6 de l'immeuble situé 22 rue Adam de Craponne cadastré section HW 691, au prix de 80.000 €.
- que la politique locale de l'habitat mise en œuvre par la Ville de Montpellier vise à réactiver et diversifier le marché du logement et permettre le renouvellement urbain, conformément aux objectifs du Plan Local d'Urbanisme et à l'article L 300-1 du code de l'urbanisme relatif aux opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat et de permettre la restructuration urbaine;
- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur", avec pour objectifs principaux sur le

volet habitat de réactiver et diversifier le marché du logement, par la production de logements sociaux publics et de logements à loyer maîtrisé, par la réhabilitation du parc de logements inconfortables ou obsolètes;

- que pour la mise en œuvre de l'opération "Montpellier Grand Cœur" susvisée, la Ville de Montpellier a conclu avec la SERM une concession d'aménagement, selon le régime défini par l'article L 300-4 du code de l'urbanisme, approuvée par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003;

- que le bien immobilier objet des présentes est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus, et dans celui de l'OPAH RU "Gambetta Clémenceau, Nord Ecusson". Cet immeuble a également fait l'objet des enquêtes de déclaration d'utilité publique de prescription de travaux et de périmètre de restauration immobilière "Figuerolles - Parc Clémenceau" (arrêté préfectoral n° 2007.01.244 du 12 février 2007);

- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier, au vu des objectifs ci-dessus, en vue de la remise aux normes d'habilité de l'immeuble permettant la création de 3 à 4 logements à loyer maîtrisés et de réaliser les travaux des parties communes et privatives. Ce projet concerne également le lot n° 2 de l'immeuble pour lequel la Ville exerce le droit de préemption ce même jour suite au dépôt d'une déclaration d'intention d'aliéner le concernant.

- que le prix proposé paraît excessif.

#### **Décide en conséquence :**

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété des Consorts BARABARA BERNARD BEL-FRENDU, située 22 rue Adam de Craponne et cadastrée section HW 691, au prix de 65.000 €;

- dans le cas où les propriétaires décideraient de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme;

- que la SERM intervienne à l'acte d'acquisition en tant que tiers payeurs et que le bien lui sera ensuite rétrocédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.

Montpellier, le - 4 AVR. 2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Philippe SAUREL



Publiée le : - 4 AVR. 2011

Notifiée le : - 4 AVR. 2011

# **Recueil des Actes Administratifs**

## **Arrêtés réglementaires**

**Mai 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de l'Abrivado

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté n° 03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **09 mai 2011** et jusqu'au **11 mai 2011** inclus, la circulation est interdite Rue de l'Abrivado dans sa partie comprise entre Rond-point des Prés d'Arènes et la Rue des Anoubles  
Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur Rond-point des Prés d'Arènes, emprunte :

- l'Avenue du Mas Argelliers
- l'Avenue du Marché Gare
- la Rue de l'Industrie

et se termine sur l'Avenue des Prés d'Arènes.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

**Article 5 :**

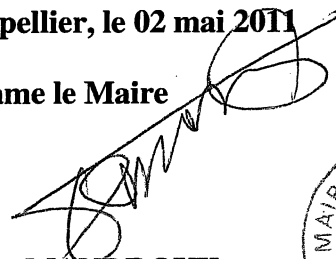
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

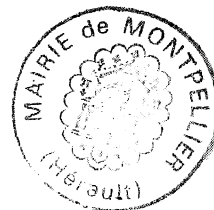
**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 02 mai 2011

Madame le Maire

  
**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
**Serge FLEURENCE**



Publié le : 4 MAI 2011



**Arrêté Municipal**  
**Ordonnant le placement sans délai d'un animal dans un**  
**lieu de dépôt**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier**

- Vu le Code Rural et de la pêche maritime, et notamment l'article L.211-11 et L.211-21,
- Vu le Code des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,
- Vu l'arrêté n°2009/28 donnant délégation de fonction à Madame SOUCHE Régine Adjointe au Maire, Déléguée à l'Egalité des Droits et des Devoirs, et à la Tranquillité Publique,
- Considérant que l'animal de type Brebis identifié par tatouage n°160 360 007 51 a été trouvé divagant sur la voie publique le 02/05/2011 à l'adresse suivante 538 Rue des Brousses sur le territoire de la commune de Montpellier,
- Considérant que du fait de cette situation, l'animal présente un danger pour les personnes, les animaux domestiques et la sécurité publique,
- Considérant qu'au vu de ces éléments il convient de placer l'animal dans un lieu de dépôt adapté à l'accueil et à la garde de celui-ci en application de l'article L.211-21 susvisé,

**ARRETE**

**Article 1 :**

L'animal de type Brebis identifié par tatouage n° 160 360 007 51 dont le propriétaire demeure inconnu est placé en dépôt au Parc Zoologique de Lunaret de la Ville de Montpellier. Au sein de cet établissement, les conditions de détention sont adaptées à l'accueil et à la garde de celui-ci.

**Article 2 :**

A l'issue d'un délai franc de garde de huit jours ouvrés au lieu de dépôt désigné, si l'animal n'a pas été réclamé par son propriétaire auprès du maire de la commune où l'animal a été saisi, il est alors considéré comme abandonné et le maire peut le céder ou, après avis d'un vétérinaire, le faire euthanasier.

**Article 3 :**

Les frais afférents aux opérations de garde et éventuellement d'euthanasie de l'animal sont à la charge du propriétaire de l'animal.

**Article 4 :**


Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville, Monsieur le Directeur départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire de la Ville de Montpellier informe que le présent acte peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification :

- soit d'un recours gracieux auprès du Maire.
- soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, directement sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification d'une réponse expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).

**Montpellier, le 02 Mai 2011**

**Pour Madame le Maire,  
Madame l'Adjointe déléguée**



**Régine SOUCHE**

**Publié le :** 09/05/2011  
**Notifié le :**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5255

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Avenue Georges Clémenceau

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de mise en place de support provisoire d'alimentation du réseau électrique à la demande de ERDF ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **10 mai 2011** et jusqu'au **10 mai 2012** inclus, Avenue Georges Clémenceau au droit du N°43, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### **Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ERDF

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 2 mai 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le : - 4 MAI 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5256

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rond-point des Prés d'Arènes

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté n° 03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **09 mai 2011** et jusqu'au **11 mai 2011** inclus, Rond-point des Prés d'Arènes est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 Km/h.

Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 2 mai 2011**

**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**



**Publié le : 4 MAI 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue Saint Maurice de Sauret

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de branchement A.E.P à la demande de Véolia GE ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **23 mai 2011** et jusqu'au **03 juin 2011** inclus, l'Avenue Saint Maurice de Sauret dans sa partie comprise entre le Boulevard des Sports et la Rue des Bergeronnettes est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Véolia.GE

**Article 4 :**

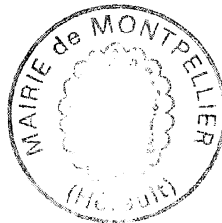
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.


**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 2 mai 2011**

**Madame le Maire**



  
**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le : - 4 MAI 2011**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Daru

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de reprise de réseau en façade à la demande de Erdf ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **09 mai 2011** et jusqu'au **13 mai 2011** inclus, Rue Daru, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ERDF

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 02 mai 2011**



**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le : - 4 MAI 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Pont Juvénal

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de branchements au réseau électrique à la demande de ERDF ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **09 mai 2011** et jusqu'au **27 mai 2011** inclus, Avenue du Pont Juvénal dans les deux sens, dans sa partie comprise entre l'Avenue des Etats du Languedoc et la Rue de Tarragone, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 2 :**

À compter du **09 mai 2011** et jusqu'au **27 mai 2011** inclus, Avenue du Pont Juvénal dans sa partie comprise entre l'Avenue des Etats du Languedoc et la Rue de Tarragone sur les places nécessaires aux emprises de travaux, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

À compter du **09 mai 2011** et jusqu'au **27 mai 2011** inclus, Avenue du Pont Juvénal dans sa partie comprise entre l'Avenue des Etats du Languedoc et la Rue de Tarragone est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ERDF.

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 02 mai 2011

Madame le Maire

**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
**Serge FLEURENCE**

Publié le : - 4 MAI 2011